

Fédération des Centres sociaux
et Socioculturels de France
& Réseau national des centres de
ressources politique de la ville

Paroles d'habitants et habitantes
de quartiers populaires

6^e rapport national
Septembre 2023



EN

« On ne veut plus rêver.
On veut vraiment
trouver des solutions. »

GA

GÉ·ES!

EN

« On ne veut plus rêver.
On veut vraiment trouver
des solutions. »

GA
GÉ·ES!

Fédération des Centres sociaux
et Socioculturels de France
& Réseau national des centres de
ressources politique de la ville

Paroles d'habitants et habitantes
de quartiers populaires

6^e rapport national – Septembre 2023

Un immense merci...



... aux habitant-es ayant participé à la démarche : Allonnes et Le Mans (Sarthe), Argenteuil et Sarcelles (Val d'Oise), Audincourt (Doubs), Avon (Seine-et-Marne), Cambrai (Nord), Le Bouscat (Gironde), Les Abymes (Guadeloupe), Fort-de-France (Martinique), Marseille (Bouches-du-Rhône), Mulhouse (Haut-Rhin), Nancy (Meurthe-et-Moselle), Outreau (Pas-de-Calais), Paris, Pau (Pyrénées-Atlantiques), Reims (Marne), Sevrans et Villepinte (Seine-Saint-Denis).

... aux acteur-trices du réseau des centres sociaux et des centres de ressources politique de la ville qui ont organisé la démarche : Centre social Saint-Gabriel (Marseille), Centre social Saint-Roch (Cambrai), Centre social Jacques Brel (Outreau), Centre social le Kaléidoscope (Le Mans), Centre social Gisèle Halimi (Allonnes), Centre social La Maison Bleue (Paris), Centre social Rosiers-Chantepie (Sarcelles), Maison de quartier Val Notre-Dame (Argenteuil), Centre social André Malraux (Villepinte), Maison de quartier Michelet (Sevrans), Maison de quartier Croix Rouge (Reims), Centre social La Clairière (Nancy), Centre social AFSCO (Mulhouse), Centre social Escapade (Audincourt), Centre social La Pépinière (Pau), Centre social MJE Albon (Les Abymes), Centre social Kaz'Abitan (Fort-de-France), Centre social Le Carrousel (Le Bouscat), Espace de vie sociale Couleurs Terrasses (Avon), Trajectoires Ressources (Bourgogne-Franche-Comté), l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (Grand Est), le Pôle de ressources Ville et développement social Ouest Francilien, Profession Banlieue, la Fédération des centres sociaux de Seine-Saint-Denis, la Fédération des centres sociaux du Val

d'Oise, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France, le Réseau National des centres de ressources politique de la ville et à Bénédicte Madelin.

... à Jérémy Louis, dont la plume a permis de donner une dimension collective à la parole des habitant-es,

... aux membres du comité de pilotage de la démarche,

... à l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) qui soutient cette démarche depuis ses débuts, ainsi qu'à la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF) et à la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS).

Coordination générale :
Juliette Demoulin, Alain Goguet,
Capucine Aumignon, Murielle Maffessoli,
Jean-Luc Michaud, Lætitia Rocher,
Denis Tricoire
Rédaction : Jérémy Louis
Création graphique et mise en page :
Marion Papin
Retranscription :
Fiona Forte, Youna Mendez, Azilis Pierrel
Photographies :
Centres sociaux impliqués,
Couverture, Amélie Héroux
Imprimerie : Centr'imprim



Sommaire

6	Préface
8	Avant-Propos
10	Les 19 centres sociaux engagés dans l'édition 2023
12	Repères pour la lecture du rapport

19 » Vivre dans son quartier avec les autres

21	<u>Rénovations urbaines, se mobiliser face aux promesses non tenues</u>
21	Des situations de logement toujours problématiques en 2022
24	Les retombées positives des rénovations urbaines sur le quartier...
26	... Mais un « cache-misère » pour les logements
26	Quand rénover le bâti ne répond pas à la question sociale
28	Concertation ? « c'est la première fois que j'entends ce mot »
30	Quand les bailleurs renvoient à la responsabilité individuelle
31	Les associations de locataires « pour pouvoir peser »
34	<i>3 questions à Eddie Jacquemart de la CNL</i>
36	<u>Dans le quartier, un manque de services, d'espaces verts et de transports</u>
36	La disparition des services et des commerces : « tout a fermé »
37	Se déplacer : un besoin crucial
38	« On est obligés de se mettre à l'ombre des blocs »
40	Pour un quartier plus propre : sensibiliser ou interpeller ?
42	<u>Lorsque les populations changent, (re-)créer du lien</u>
43	Payer plus cher ou « partir plus loin »
45	Des nouvelles populations associées au déclin du quartier
46	Une mixité entre minorités, sans les « Marie » et les « Paul »
46	S'intégrer à sa communauté pour s'ouvrir aux autres
47	Maraudes, fêtes, barbecues, « ça fait partie de l'ADN du quartier »
51	Le quartier comme un « village »
52	<u>Un sentiment d'abandon vécu comme une injustice sociale</u>
52	« On veut être traités pareil que dans le centre-ville »
53	« Un ras-le-bol général » : indignité et manque de considération

57 » Problèmes des jeunes, jeunes à problèmes

59	<u>Un quotidien rythmé par l'ennui et le manque de perspectives</u>
59	Le désœuvrement : « On est là, et on fait rien »
60	Face au décrochage scolaire
63	« Le mélange s'arrête aux portes de la primaire »
65	<u>Le trafic dans la vie des jeunes et des quartiers</u>
66	Les jeunes, premières victimes de la violence
68	Une « mauvaise image » qui colle à la peau

69	<u>L'avenir des jeunes : l'affaire de toutes et tous</u>
69	« Il faut un village pour éduquer un enfant »
72	Quand les parents veulent faire bouger l'école
75	<u>Lorsque les jeunes se mobilisent</u>
75	Génération désabusée ou génération engagée ?
76	Avoir un lieu pour soi, pour se rassembler
78	Les jeunes : faire pour eux, faire avec eux... ou les laisser faire ?

83 » Face à la résignation, comment mobiliser ?

85	<u>« Notre parole ne compte pas »</u>
87	La tentation de baisser les bras
90	Le poids des procédures
90	Exprimer ses doléances, et après ?
92	Quand les enjeux dépassent l'échelle quartier
93	L'évitement plutôt que le conflit
94	<u>Parvenir à mobiliser</u>
96	« Tout ça, c'est déjà s'engager ! »
97	Adapter les formes de mobilisation
99	« Il faut toujours un meneur ou une meneuse »
102	Être attentif à toucher « tout le monde »
104	Rendre disponible l'information sur ce qui se passe
105	Les sujets qui mobilisent et les événements déclencheurs
106	<i>3 questions à Adeline De Lépinay</i>
109	<u>Parvenir à se faire entendre</u>
109	La concertation, un monde peu connu aux espoirs déçus
110	Les conseils citoyens et les tables de quartier : des alternatives ?
115	Faire reconnaître une expertise différente
116	Assumer la place du conflit
118	<i>3 questions à Jo Spiegel</i>
121	<u>Le rôle des acteurs intermédiaires</u>
122	Jouer collectif pour défendre ses droits
123	Être accompagné localement

126	Conclusion – Des « paroles d'habitant-es » aux actes
130	Regards croisés autour de l'engagement... de la Fédération des Centres Sociaux et du Réseau national des CRPV
136	Bibliographie
138	Petits portraits des quartiers ayant participé au rapport

Préface



Enfant d'un quartier populaire, je suis particulièrement attaché à la parole des habitant-es dans ces territoires, trop souvent montrés du doigt par les « bien-pensants ». À l'association des Maires de Ville et Banlieue de France, nous considérons que la banlieue n'est pas le problème mais la solution. Nous travaillons dans la diversité de nos sensibilités à faire émerger des propositions novatrices. Dire cela implique de faire pleinement confiance aux citoyen·nes... et là, il y a beaucoup à faire.

En effet, la crise de la politique est profonde et élections après élections, « l'absentéisme » gagne du terrain jusqu'à être majoritaire. Le doute, le rejet sont une réalité chez nombre d'habitant-es. Ce constat bien réel peut conduire certain-es à se passer de leurs avis. Rien ne serait plus mortifère pour notre République.

Pour ma part, je considère qu'ils et elles sont les véritables expert-es de nos territoires et que rien de neuf et d'innovant ne peut se faire sans elles et eux.

Dans ce cadre, les centres sociaux jouent et ont un rôle central à jouer. Ils sont « des fabriques à créer de l'éducation populaire ». Il faut se réhabituer « à la dispute ». Ces confrontations, dans le respect de l'autre, sont nécessaires pour pousser le débat et décider des actions « répondant » aux besoins du terrain.

Devant les nombreux obstacles, il ne faut pas se désespérer. Le droit à l'échec doit être revendiqué. Il est souvent utilisé le terme de « vivre ensemble ». Je ne sous-estime pas cette dimension, mais je préfère largement le terme « faire ensemble ». Dans ce cas, cela nous oblige au-delà de notre à priori à travailler avec d'autres qui peuvent avoir des avis différents.

Mon expérience d'élu, de citoyen m'a souvent démontré que c'était le bon moyen

d'avancer collectivement. C'est ainsi que nous faisons émerger des solutions qui répondent à l'intérêt général. Dire cela ne signifie pas que je ne vois pas les nombreuses difficultés pour avancer, mais je reste persuadé que rien de neuf n'émergera si nous ne sommes pas ensemble capables de libérer des intelligences existantes.

Dans ma responsabilité d'élu local, je constate au quotidien la réalité de l'engagement bénévole. Dans une ville comme Allonnes, ce sont des centaines de personnes de tout âge, de tous les quartiers qui sont des actrices et acteurs des associations. Elles se démènent sans compter pour apporter du plaisir, de la solidarité aux milliers d'adhérent-es et de bénéficiaires, et cela quel que soit l'objet.

« Nous avons une mine d'or sous nos pieds », mais il faut être à la hauteur de leurs attentes. Les collectivités ont une responsabilité particulière pour leur faciliter la tâche, les amener vers d'autres horizons que celui de leur association.

Dans ce cas, l'action conjugulée — des collectivités, des centres sociaux, et des associations — doit permettre de créer cette osmose qui redonne du sens aux actions entreprises, de la confiance à chacun-e d'entre-elles-eux.

Pour terminer mon propos, je reprendrai une citation de Nelson Mandela : « Tout ce qui est pour moi, sans moi, est fait contre moi ». Nous devons toutes et tous nous inspirer de celle-ci.

Gilles Leproust
Maire d'Allonnes

Président de l'association des
maires Ville & Banlieue de France
Membre du Conseil National des Villes



Avant-propos

La parole des habitant-es n'est pas suffisamment prise en compte par la politique de la ville et les politiques de droit commun. Le constat est formulé régulièrement, associé souvent à une forme de fatalisme. C'est pour agir sur ce constat et changer la donne que la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) et le Réseau national des centres de ressources politique de la ville (RNCRPV), ont décidé de produire tous les deux ans un rapport *Paroles d'habitant-es des quartiers populaires*. Celui-ci est rédigé à partir d'une démarche basée sur la construction d'une parole collective et permettant de rendre compte du vécu des habitant-es des quartiers populaires.

Ces rapports portent une ambition forte :

- Faire entendre la voix des habitant-es des quartiers et les positionner comme co-constructeurs de politiques adaptées à leurs besoins.
- Interpeller les pouvoirs publics sur les situations vécues dans les quartiers et les inciter à les prendre en compte dans l'élaboration de leur politique.
- Promouvoir le dialogue entre les élu-es, les décideur-ses public-ques, les professionnel-le-s et les habitant-es.

La démarche poursuit ainsi un enjeu d'interpellation au niveau national en même temps que de mobilisation locale. Elle contribue en effet, pour les centres sociaux comme les collectivités, à renforcer la connaissance des quartiers. Elle est un

support pour un dialogue et une mise en action associant habitant-es, acteur-rices locaux-ales.

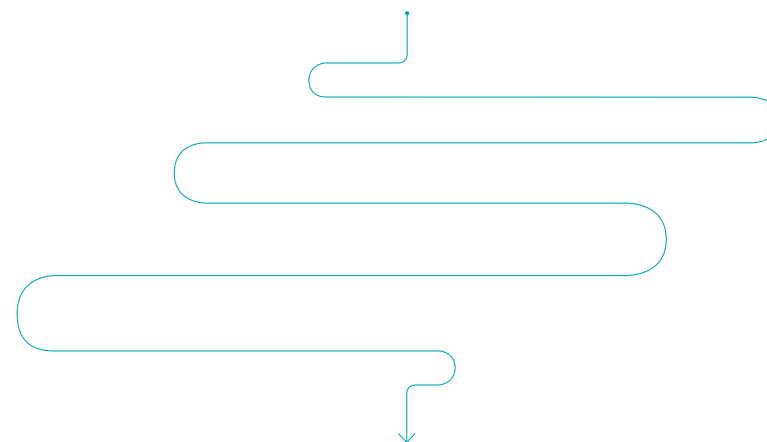
Après cinq rapports parus en 2011, 2014, 2016, 2019, 2021, la Fédération des centres sociaux de France et le Réseau National des centres de ressources politique de la ville ont lancé début 2022 une nouvelle démarche de mobilisation des centres sociaux, pour recueillir et faire entendre la voix des habitant-es concernant leur quartier.

Cette édition se structure de la manière suivante : un rappel des enjeux qui se posent en 2022-2023 pour les habitant-es des quartiers concernés puis un second temps sur leurs engagements et leurs mobilisations. Comment agissent-ils et agissent-elles pour leur quartier, pour trouver des solutions, interpeller sur leur situation, revendiquer leurs droits ?

Le texte final propose ainsi une articulation entre constats et engagements. Il démarre avec deux parties consacrées aux thématiques régulièrement abordées lors des rencontres : l'état du logement et du cadre de vie d'abord, la situation pour les jeunes de quartiers populaires ensuite. Enfin, le troisième chapitre propose une montée en généralité autour de l'engagement : le texte sort alors d'une approche thématique pour aborder la manière dont les habitant-es tentent de se mobiliser et de se faire entendre par les institutions. Tout au long du rapport, des encadrés intitulés « les habitant-es s'engagent ! » donnent à voir des exemples concrets de mobilisations locales.

L'actualité de ces engagements nous donne à voir l'état de la démocratie dans les quartiers populaires. Les constats posés par les habitant-es nous mènent à aborder

des réflexions et des pistes pour les acteurs de la politique de la ville et des politiques publiques, que l'on retrouve dans les trois chapitres ainsi que dans la conclusion.



En quelques chiffres

 **230**
habitant-es
mobilisé-es

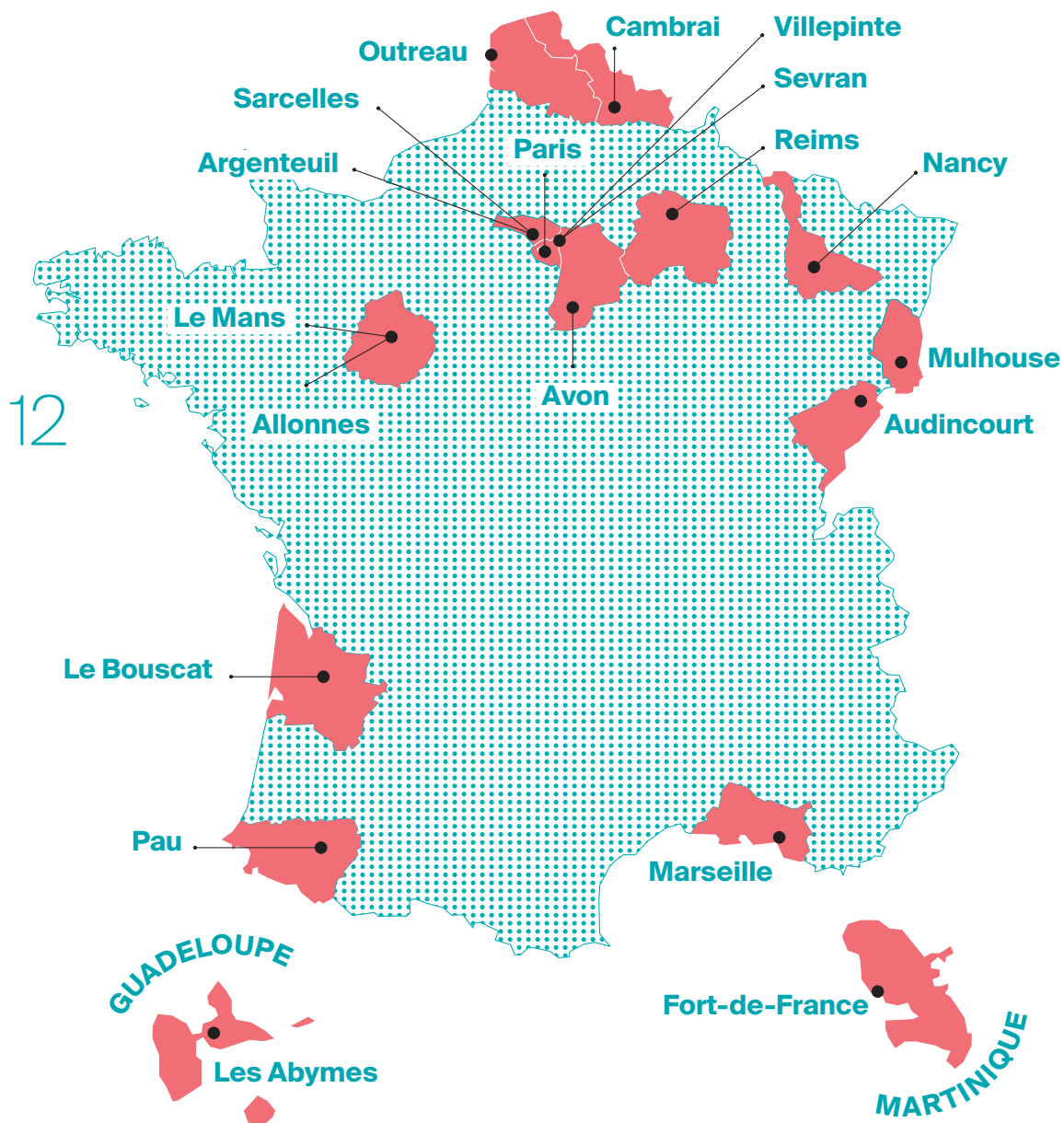
 **43**
heures de débats
collectées et retranscrites

 **19**
centres sociaux
mobilisés

 **6^e**
édition lancée
dès février 2022

Les 19 centres sociaux engagés

dans l'édition 2023



13	📍 Marseille » Quartier Le Canet Centre social Saint Gabriel	72	📍 Le Mans » Quartier Les Sablons Centre social Le Kaléidoscope
25	📍 Audincourt » Quartiers Les champs montants & Montenot-Forges Centre social Escapade	75	📍 Paris » Quartier Porte de Montmartre Centre social Maison bleue
33	📍 Le Bouscat » Quartier Champs de Course Centre social Le Carrousel	77	📍 Avon » Quartier Les Fougères Espace de vie sociale Couleurs Terrasses
51	📍 Reims » Quartier Croix Rouge Maison de quartier Croix Rouge, Espaces Billard & la Nacelle	93	📍 Sevrans » Quartiers Montceaux & Pont-Blanc Maison de quartier Michelet
54	📍 Nancy » Quartier Plateau de Haye Centre social La Clairière	93	📍 Villepinte » Au croisement de plusieurs quartiers Centre social André Malraux
59	📍 Cambrai » Quartier & Centre social Saint-Roch	95	📍 Argenteuil » Quartier Val Notre-Dame Maison de quartier Val Notre-Dame
62	📍 Outreau » Quartiers Tour du Renard Zac I, II et III Centre social Jacques Brel	95	📍 Sarcelles » Quartier & Centre social Rosiers-Chantepie
64	📍 Pau » Quartier Fouchet Centre social La Pépinière	971	📍 Les Abymes » Quartier Le Raizet Centre social MJE Albon
68	📍 Mulhouse » Quartier Les Coteaux Centre social AFSCO	972	📍 Fort-de-France » Quartier Dillon Centre social Kaz'abitan
72	📍 Allonnes » Quartier Chaoué-Perrières Centre social Gisèle Halimi		

Repères pour la lecture du rapport



Temporalité de la démarche

ENTRE MAI ET JUIN 2022
Lancement du projet 1^{re} réunion
avec les habitant-es

1^{ER} OCTOBRE 2022
Rencontre nationale d'analyse

**DE NOVEMBRE 2022
À JANVIER 2023**
2^e rencontre avec les habitant-es

ENTRE MARS ET JUILLET 2023
Écriture du rapport

SEPTEMBRE 2023
Sortie du rapport

Les 19 centres sociaux du rapport ont manifesté leur envie d'y participer début 2022, nous leur avons ensuite partagé une boîte à outils, leur permettant de construire leur rencontre avec les habitant-es. La première vague de rencontre avec les habitant-es s'est déroulée entre mai et juin 2022. L'ensemble de la matière récoltée a été analysée et mise en débat avec une soixantaine d'habitant-es et de professionnel·les le 1^{er} octobre 2022 afin de choisir collectivement une thématique pour ce 6^e rapport. C'est finalement **les sujets de l'engagement et la mobilisation** qui ont été choisis pour être centraux dans l'ouvrage et les centres sociaux ont organisé en conséquence une deuxième rencontre avec les habitant-es de novembre 2022 à janvier 2023 pour parler de cela. La matière a de nouveau été collectée, décryptée, analysée pour permettre à Jérémie Louis d'écrire le rapport entre mars et juillet 2023.

Paroles collectées

Ce rapport ne prétend pas à dresser un panorama exhaustif des engagements dans les quartiers populaires. Il met en lumière les engagements des personnes qui se sont exprimées lors des rencontres organisées dans les 19 centres sociaux participant à la démarche *paroles d'habitant-es de quartiers populaires*.

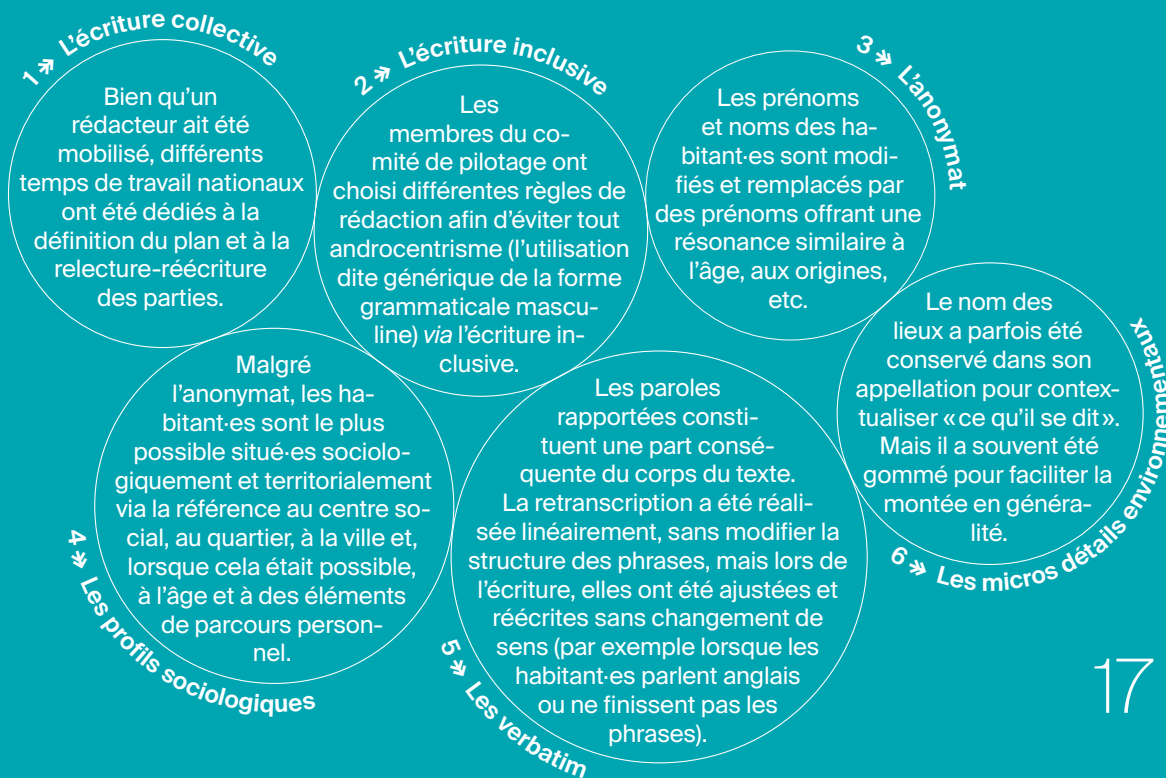
Les groupes de discussion sont à l'image des structures qui les accueillent et des salarié-es qui les animent: l'animatrice jeunesse du centre social des Rosiers à Sarcelles ne mobilise pas le même public que la chargée d'accompagnement seniors de la Maison Bleue dans le 18^e arrondissement de Paris. Ce rapport s'appuie, en définitive, sur une somme de discussions de groupes très divers, parfois plutôt jeunes, comme à Sarcelles ou à Sevran, parfois moins comme à Outreau ou au Bouscat, parfois encore réunissant principalement des mères de famille, comme à Paris ou à Avon. Globalement, les femmes constituent la

majorité des participant-es. Elles sont très présentes dans les différents espaces d'engagement, plus particulièrement ceux en lien avec l'école, comme l'indique cette habitante, à Allonnes: «C'est souvent les mêmes, en réalité. Il y a très peu de papas, même si parfois les papas viennent pour accompagner».

Cette diversité des groupes de discussion et des paroles récoltées est une des marques de cette édition. Elle nous pousse à constater que, en matière d'urbanisme, de cadre de vie, de mixité sociale ou encore d'engagement et de mobilisation, chaque territoire connaît sa propre histoire et chaque groupe dresse ses propres constats. Il n'y a pas d'explication unique à la situation des quartiers populaires, pas plus qu'il n'y aurait de solution applicable partout de la même manière. Écouter la parole des habitant-es, c'est aussi entrer dans la complexité et la richesse de ce que signifie vivre dans un quartier populaire en 2023.



Les 6 principes d'écriture



Un rapport qui sort dans une actualité brûlante pour les quartiers populaires

Le 27 juin 2023, alors que nous étions en train de terminer la rédaction de ce 6^e rapport, Nahel a été tué par un policier à Nanterre. Les nuits suivantes, les quartiers populaires de France se sont révoltés, embrasés. Plusieurs analystes, chercheur-euses, commentateur-rices, ont livré leur vision de la situation dans les quartiers populaires. Le rapport Paroles d'habitant-es des quartiers populaires, qui a été écrit avant ces événements, dresse un certain nombre de constats depuis douze ans maintenant sur la vie dans les quartiers. Le rapport entre les institutions et la population des quartiers apparaît toujours comme un peu plus fracturé, ce fameux « ils » et « nous », au cœur du cin-

quième rapport paru en 2021 et dont le « ils » dépeignait pêle-mêle les bailleurs, les élu-es locaux-les et nationaux-les, l'école, la police... quand le « nous » désignait les habitant-es. En 2011, la première édition intitulée *On voudrait entendre crier toutes les voix de nos cités* disait déjà ceci : « l'impression d'être ignoré-es voire maltraité-es par telle ou telle institution a très souvent été mise en avant par les habitant-es qui se sont exprimé-es ». L'objet de ce rapport est bien de permettre aux paroles de se libérer, de s'exprimer, de poser un diagnostic et des attentes pour le futur. Reste maintenant aux politiques publiques de s'en emparer aux côtés des habitant-es pour faire changer les choses.





18



↑ Audincourt (25)

↑ Les Coteaux, Mulhouse (68)



19

↓ Grand Canet, Marseille (13)



← Villepinte (93)

VIVRE DANS SON QUARTIER AVEC LES AUTRES

Introduction

Depuis 10 ans que le rapport *Paroles d'habitant-es des quartiers populaires* dresse des constats sur la vie quotidienne dans les quartiers populaires, la question du logement et du cadre de vie apparaît comme une priorité récurrente dans les paroles recueillies. Cette édition ne fait pas exception : des situations indignes de logement sont encore pointées du doigt, tout comme la dégradation des espaces publics et la disparition des services. La paupérisation des quartiers et l'absence de mixité sociale, enfin, reviennent couramment pour signaler un sentiment d'abandon de certains territoires.

Deux phases d'un programme national de rénovation urbaine ont pourtant été enclenchées, en 2004 puis en 2014, pour améliorer la situation dans certains quartiers dits "prioritaires". Des améliorations ont été remarquées mais le résultat de ces opérations reste souvent décevant tandis que les habitant-es pointent une situation qui continue à se dégrader et le sentiment de ne pas être entendus.

Face à cette situation, elles et ils se mobilisent. Individuellement pour améliorer la situation dans leur logement, ensemble pour vivre dans un quartier plus agréable, parfois en portant haut et fort des revendications face à des situations injustes. Quelles qu'en soient les formes, la visée est la même : pouvoir vivre, dans les quartiers populaires, avec les mêmes droits, les mêmes opportunités, les mêmes services et le même cadre de vie qu'ailleurs.

+++ Aller plus loin

Le 4^e rapport national *Paroles d'habitant-es des quartiers populaires* publié en 2018 était centré sur les conséquences du programme national de rénovation urbaine lancé en 2004 et achevé en 2020. Il posait des constats forts sur des démolitions, des relogements et des réhabilitations bien souvent subis par des habitant-es qui n'avaient pas leur mot à dire. Ceux-ci marquaient leur attachement à leur quartier et à ses bâtiments. Alors qu'un nouveau programme national de rénovation urbaine a été lancé, ce chapitre propose une mise à jour de ces constats.



<https://www.centres-sociaux.fr/ressources/il-y-a-eu-une-cassure-quelque-part-et-maintenant-on-fait-quoi-4e-edition-du-rapport-biennal/>

Rénovations urbaines, se mobiliser face aux promesses non tenues

Lors des premières rencontres organisées à l'été 2022, le logement figure en haut de la liste des problèmes les plus souvent mentionnés. D'un territoire à l'autre, les difficultés sont nombreuses : pénurie de logements abordables, hausse du coût de la vie, copropriétés

dégradées, apparition de formes de paupérisation, ou encore relations compliquées avec les bailleurs. Certains quartiers ont vécu des rénovations urbaines plus ou moins récentes ; dans d'autres, les habitant-es attendent désespérément des travaux.

Des situations de logement toujours problématiques en 2022

La situation du logement en France, et particulièrement du logement social, reste statistiquement très préoccupante¹. L'effort public dans le logement baisse² tout comme les capacités financières des organismes HLM. Les problèmes d'insalubrité, d'isolation, de plomberie, d'humidité, ou encore de dégradation des parties communes tardent à être résolus. Dans un contexte économique inflationniste et de crise énergétique, les charges augmentent tandis que s'exacerbent les tensions du fait de l'inaction de certains bailleurs.

À Outreau, les résidences proches du centre social sont globalement en bon état,

mais l'isolation pose problème. Bernadette, Marie-Claude et Andrée sont voisines. Elles témoignent des mêmes difficultés :

« On vient de refaire la peinture, des boîtes aux lettres toutes neuves, une belle porte d'entrée motorisée de la résidence, mais le plus important, l'isolation, on n'y touche pas, c'est dommage. »

— Bernadette, Marie-Claude & Andrée —



24

↑ Fouchet, Pau (64)

VIVRE DANS SON QUARTIER AVEC LES AUTRES

« Il y a des résidences à côté de chez nous où tout a été refait. Mais ici, ça fait quinze ans que rien n'a été fait niveau isolation. On vient de refaire la peinture, des boîtes aux lettres toutes neuves, une belle porte d'entrée motorisée de la résidence, mais le plus important, l'isolation, on n'y touche pas, c'est dommage. C'est des vieux bâtiments, les murs sont fissurés, et l'air passe. L'hiver, on a froid ». Même son de cloche à Paris, où dans le quartier de la Maison Bleue à Montmartre, les vieux logements sont devenus des « passoires thermiques », selon les mots de Barbara.

« Ils ont mis des doubles-vitrages, mais ils n'ont pas isolé autour. »

— Patrick —

Au Bouscat, Oscar, un quarantenaire arrivé dans le quartier il y a quinze ans, a participé à diverses mobilisations pour le quartier, dont la création d'une association qui gère aujourd'hui le centre social. Il fait un état des lieux très critique sur l'état des appartements : « Quand on voit les textes de loi, on doit avoir entre seize et dix-huit degrés dans les appartements. On les a pas, tellement il y a de fuites, de déperdition d'énergie. Et l'été c'est l'inverse, pour

« Dans le quartier, il y a plus de rats que d'habitants, je vous le garantis. »

— Paula —

les personnes âgées, la chaleur, c'est très dangereux. Bref, chaleur, fraîcheur, on perd tout ». Patrick, qui habite un autre bâtiment du quartier, va plus loin : « la chambre de ma fille, quand il pleut fort, j'ai de l'eau. Ils ont mis des doubles-vitrages, mais ils n'ont pas isolé autour. Et ensuite, ce sont les moisissures... ».

Dans d'autres quartiers, des problèmes d'insalubrité sont évoqués. À Pau, dans le quartier Saragosse, « on voit les rats se balader ». Au Bouscat, Sylvie raconte que « ma voisine, qui habite au rez-de-chaussée, voit les rats passer sur le bord de sa fenêtre. Et c'est pas des petits rats hein... », tandis qu'à Marseille, Paula nous prévient : « Dans le quartier, il y a plus de rats que d'habitants, je vous le garantis ». À Villepinte, enfin, Amina qui habite depuis vingt ans dans le quartier Pasteur, exprime un ras-le-bol face à un problème qui est selon elle général sur le logement : « On a énormément de problèmes dans les logements ici à Pasteur, que ce soit les parties communes, l'humidité, la plomberie... ».

25

Villepinte (93) →



Isolation des logements



70 %

des habitant-es de Quartier Politique de la Ville (QPV) indiquent avoir été confrontés à des températures trop élevées pendant l'été (contre 56 % des français-es)



62 %

à des températures trop froides pendant l'hiver (contre 35 % des français-es)



57 %

à des nuisances sonores dues à une mauvaise isolation acoustique (contre 35 % des français-es)



39 %

à des problèmes d'humidité (contre 22 % des français-es)

72 % des habitant-es de QPV (contre 65 % des Français-es) anticipent le fait que la hausse des prix de l'énergie aura un impact important sur la capacité à chauffer leur logement cet hiver et 64 % sur leur capacité à se déplacer (contre 56 % des Français-es)

Baromètre d'opinion - Les Français dans leurs quartiers, ANRU - Harris Interactive, 2022

Les retombées positives des rénovations urbaines sur le quartier...

Face à ces situations, une rénovation des bâtiments est fortement attendue. À Sevrin, Marcel est venu du quartier voisin des Beaudottes pour évoquer la situation de son immeuble : « Mon bâtiment est carrément dangereux aujourd'hui. Il n'a pas été construit pour durer, ça fait 50 ans et il est toujours debout. À chaque fois qu'un prestataire intervient, il dit que c'est pas aux normes, qu'il n'y a plus rien qui est aux normes ».

Dans le secteur de la maison de quartier Michelet, un programme de rénovation est en cours. Il s'agit même d'une deuxième phase, après celle de 2011 qui a amené la destruction de certains bâtiments et la réhabilitation d'autres. Aujourd'hui, le nouveau programme concerne notamment les transports et les espaces publics. Marie exprime son espoir face à cette phase en cours : « il y a une espèce de lac, du côté des Sablons, la piscine olympique pas très loin, et j'ai entendu dire qu'ils allaient faire des logements, mais pas des logements à dix étages. Ça va être beau et ça va bouger ». Farid, lui, est plus circonspect : « tout ça, c'est parce qu'il y a les J.O. qui arrivent. Ils nous vendent beaucoup de rêve je trouve... ».

« J'ai entendu dire qu'ils allaient faire des logements, mais pas des logements à dix étages. Ça va être beau et ça va bouger ». Farid, lui, est plus circonspect : « Tout ça, c'est parce qu'il y a les J.O. qui arrivent. Ils nous vendent beaucoup de rêve je trouve... »

— Marie & Farid —

Cette rénovation est parfois considérée comme une réussite. C'est le cas aux alentours du centre social La Pépinière dans le quartier de Saragosse à Pau où un programme est en cours. Quand on demande

aux habitant-es présent-es à la rencontre ce qui va bien dans le quartier, c'est le premier élément qui ressort : « les travaux qu'il y a eu et ceux en cours », « oui, c'est très bien, il y a un meilleur environnement, plus d'espaces verts, et les travaux attendus ont été faits », « en plus, pour les loisirs c'est super, il y a plus d'associations qui s'installent, des jeux pour les enfants... ».

« Le tramway, ça a quand même de la gueule, et c'est super pour la population du quartier. On se retrouve à dix minutes de Bordeaux. »

— Oscar —

Le constat général sur les réhabilitations est que les retombées positives sont surtout perçues à l'échelle du quartier, à l'image de l'arrivée du tram au Bouscat, qui relie la ville à Bordeaux. Marie se souvient de l'époque sans le tram, et rappelle le contexte géographique du quartier : « Ici, on est tout au bout, le quartier fait un angle, au pied d'une rocade. On est loin de tout. Je me rappelle quand on se plaignait d'être isolés. Même les guirlandes de Noël n'arrivaient pas jusqu'à nous ». À sa droite, Oscar admet que les politiques urbaines liées à la rénovation ont apporté des améliorations : « le tramway, ça a quand même de la gueule, et c'est super pour la population du quartier. On se retrouve à dix minutes de Bordeaux, avec des trams toutes les 15 minutes. Pour ceux qui connaissaient le quartier avant, c'est une vraie ouverture ».

26

→ Champs de course, le Bouscat (33)

27



← Fouchet, Pau (64)

... Mais un « cache-misère » pour les logements

Si Oscar est plutôt satisfait des politiques d'aménagement urbain menées par le programme de rénovation de la ville, il est en revanche en colère vis-à-vis des travaux menés sur le bâti. « J'ai l'impression que les rénovations qui ont été faites, c'est du cache-misère. On bouche les trous, on passe un coup de peinture ». Le mot est lancé, et repris à l'identique par sa voisine Évelyne : « pour les trous rebouchés, il vaudrait mieux pas aller sur le balcon, parce qu'on risque de passer au travers... Oui, c'est ce que tu dis, un cache-misère ». À Paris, le quartier de la porte Montmartre où se trouve le centre social Maison Bleue a fait peau neuve, en vue notamment de l'arrivée prochaine des Jeux Olympiques à quelques encablures, de l'autre côté du périphérique, à Saint-Denis. Le tram passe dans le quartier depuis 2018, tandis qu'un certain nombre d'opérations ont amené la destruction d'une tour, la construction

de bâtiments et la rénovation de quelques autres. Si le quartier est aujourd'hui moins enclavé, les habitant-es doutent de la qualité des rénovations du bâti. À Paris, ce 14 décembre, une petite rencontre est organisée dans le centre social de la Maison Bleue, avec quelques habitant-es en présence de l'assistant parlementaire du député de la circonscription. Celui-ci aimerait comprendre ce qu'ont produit les rénovations. Les réponses d'Amina et sa voisine Nour sont sèches : « Ils ont fait un ravalement de façade, ils ont juste repeint les murs. Moi, je veux bien repeindre le mur pour montrer qu'il est un peu plus récent. Ça ne change rien à la problématique de l'habitat en lui-même ». « Oui, et moi je n'ai pas vu la différence le jour où ils ont enlevé les échafaudages. Je me suis dit : tout ça pour ça ? Ils ont fait quoi ? », « Ils auraient pu faire l'isolation, changer les cadres. Ils ont juste peint ».

Quand rénover le bâti ne répond pas à la question sociale

Une autre critique vis à vis de la rénovation urbaine est exprimée à Mulhouse, par les habitant-es du quartier des Côteaux. Lors de leur rencontre, l'animateur évoque la rénovation prévue avec enthousiasme : « Il y a un gros changement à venir là qui est le nouveau programme de renouvellement urbain. Ça va changer radicalement le quartier, avec des nouvelles écoles, des nouvelles rues, des nouveaux espaces verts ! ». Les participant-es sont plus dubitatifs-ves. Certains-es évoquent l'idée d'un « pansement sur une jambe de bois : ça revient à faire du neuf sur du vieux, mais le

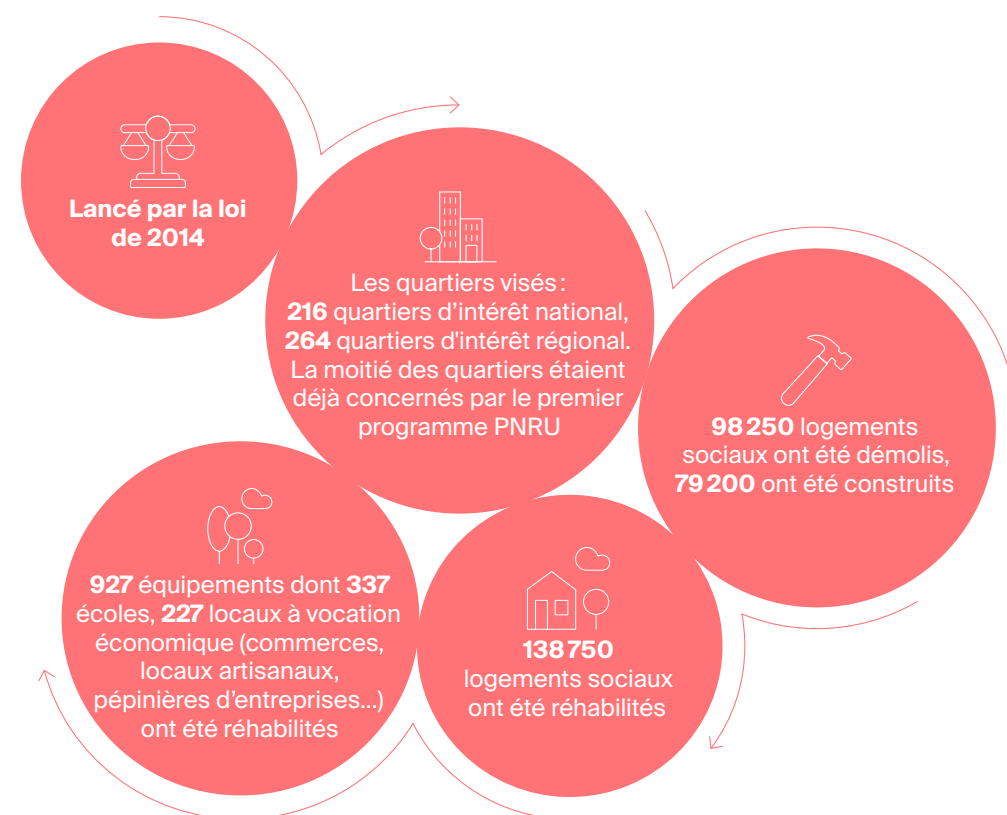
problème n'est pas là, donc on va avoir les mêmes soucis, dans du neuf ». Alors qu'ils évoquent des problématiques liées à

**« Ça revient à faire du neuf sur
du vieux [...] on va avoir les mêmes
soucis, dans du neuf. »**

— Un-e participant-e lors d'une rencontre
du quartier des Côteaux à Mulhouse —

l'éducation, au respect, à la solidarité, aux services, à l'avenir des jeunes, les travaux sur le bâti leur semblent être à côté de la plaque. Ils auraient préféré, par exemple, « plus d'éducateurs, parce que ce qui manque c'est de l'accompagnement ». Cette remarque constitue une alerte vis-à-vis de la politique de la ville : à privilégier uniquement les actions sur le bâti, à travers deux vagues de rénovations urbaines, cette politique passe à côté d'une autre composante pourtant essentielle : une action pour le développement social des quartiers, qui s'appuie sur des moyens humains autant que matériels.

Le NPNRU (Nouveau programme national de renouvellement urbain)



Concertation ? « C'est la première fois que j'entends ce mot »

L'une des spécificités de cette deuxième vague de rénovation urbaine est le souci de la concertation des habitant-es vis-à-vis des projets. Ce nouveau programme national de rénovation urbaine, démarré en 2014 et qui s'étend jusqu'à 2030, affiche en effet « une ambition forte sur l'association des habitants à la conception et à la mise en œuvre des projets », objectif présenté comme une « évolution notable » vis-à-vis de son prédécesseur³.

« Demain on va demander à 70 % des habitants, ils ne vont pas savoir qu'il y a une concertation pour eux. Il faudrait peut-être penser à aller vers eux, faire du porte à porte... »

— Marco —

À Outreau, Paris, Sevran, l'accent a été mis sur les réunions de concertation. Or, les habitant-es ne parlent pas spontanément de ces rencontres et ces espaces de concertation sont peu évoqués, si ce n'est à Sevran. La directrice de la Maison de Quartier Michelet, qui anime la rencontre avec les habitant-es, s'interroge à haute voix sur cette participation : « on a parlé de rénovation urbaine, de l'action du gouvernement pour les quartiers. Et dans tout ça, il y a une obligation de concertation. Est-ce qu'ici à Sevran, la voix des habitants a été respectée ? ». L'échange qui suit, avec un groupe de jeunes du quartier, témoigne de l'éloignement d'une partie de la population de ces espaces :

« — Comment ça concertation, j'ai pas compris ?

— Pour les jeux, dehors, il y a eu une concertation c'est ça ?

— On n'a pas trop été concertés je trouve.

— Oui, depuis 2019, on n'a pas de nouvelles ».

Mohammed, un jeune du quartier, est surpris d'apprendre que la mairie s'intéresse à son avis : « Quand il y a un projet à la mairie, ils appellent les habitants pour leur demander si ils sont d'accord pour faire ci ou ça ? » On lui répond que c'est plus compliqué : « Non il faut aller sur le site de la ville, on te dit "il y a une concertation, venez tel jour à telle heure" ». Son voisin s'exclame : « Ah, il faut aller sur le site de la ville carrément ! » Les jeunes autour ricanent. Marco reprend la parole : « Je ne comprends pas moi, concertation, c'est la première fois que j'entends ce mot. Demain on va demander à 70 % des habitants, ils ne vont pas savoir qu'il y a une concertation pour eux. Il faudrait peut-être penser à aller vers eux, faire du porte à porte... ».

En 2011, à l'époque de la première rénovation du quartier, la donne était différente. Sevran était le théâtre de guerres entre gangs rivaux, avec des blessés par balle. La colère des habitant-es et la pression médiatique étaient grandes. Sofia témoigne : « On était beaucoup de parents avec de jeunes enfants. La violence avait fait réagir tout le monde. Les services publics ne passaient plus. Mais c'était plus profond. Il n'y avait pas de jeux dans le quartier à l'époque. Les gens étaient en colère, pour les problèmes, les charges. On avait l'impression d'être abandonnés complètement. Alors quand le projet est arrivé, on s'est imposé.

« On a travaillé sur des plans, on a fait des modifications pour l'espace public, même pour les noms de rue, les jeux, la sécurité de l'école. C'était vraiment intéressant. »

Farid réagit : « C'était arrivé à l'extrême, c'était sûr qu'ils allaient bouger ! »

— Sofia & Farid —

← Champs de course, le Bouscat (33)
Les Fougères, Avon (77) →



31



Il y avait la gestion urbaine de proximité, on y est allés : on a travaillé sur des plans, on a fait des modifications pour l'espace public, même pour les noms de rue, les jeux, la sécurité de l'école. C'était vraiment inté-

ressant». Farid réagit : «Voilà, là quand il y a des événements comme ça, les gangs, les tirs, d'un coup vous étiez écoutés. C'était arrivé à l'extrême, c'était sûr qu'ils allaient bouger!».

Quand les bailleurs renvoient à la responsabilité individuelle

En dehors des grands programmes de rénovation urbaine, les habitant-es se tournent d'abord vers leurs bailleurs pour agir sur leurs problématiques de logement ou encore pour demander des comptes à propos de leurs charges. Ces attentes sont souvent déçues. Une habitante d'Avon explique ainsi qu'elle a du mal à avoir des réponses : «il faut souvent forcer avec le bailleur». Au Bouscat, plusieurs habitant-es témoignent de difficultés à créer du dialogue : «Après les travaux dans le quartier, on avait demandé un terrain de basket pour les jeunes, parce qu'il y en avait un avant et là plus rien. Ça avait été refusé, on a jamais su pourquoi. Dès qu'on demande quelque chose, on n'a pas de réponse, ou alors c'est refusé».

«Pour payer les charges qui ont augmenté, pour payer le loyer, ils encaissent, mais nos paroles, ils ne veulent rien entendre.»

— Amina —

En face, les marges de manœuvre des bailleurs sont parfois faibles, tandis que les délais de réalisation des travaux peuvent être très longs. Ceux-ci subissent des coupes budgétaires qui peuvent les empêcher d'agir comme les habitant-es le souhaiteraient. La disparition des gardien-nes dans certains immeubles, comme au Bouscat et à Villepinte, s'inscrit dans ce contexte po-

litique de diminution des dépenses publiques. Les bailleurs font face à cette pression et sont ainsi parfois amenés à fusionner pour poursuivre leur activité, sans que les moyens financiers et humains suivent. C'est ce qu'indique Toufik, à Villepinte : «J'ai réussi à avoir le bailleur qui dépend de la caisse des dépôts. Récemment, il y a eu une fusion avec d'autres organismes sociaux. Depuis, ils arrivent plus à gérer ce qui remonte. Mais, pour les gardiens, pour le moment, ils ont lâché l'affaire».

Dans ce contexte, il arrive que les bailleurs renvoient les locataires à leur responsabilité individuelle. Samira se plaint de cette responsabilisation qu'elle trouve injuste et hors-la-loi : «On nous dit que c'est à la charge du locataire, alors que ce n'est pas vrai parce que je vérifie». Souad, à Marseille, évoque le même phénomène : «Tous les problèmes qu'on a, on va voir le gardien, c'est la même réponse : "Non, non, non, ce n'est pas à la charge du bailleur. C'est à votre charge". [...] Alors, moi je dis, il faut mieux connaître nos droits, comprendre les articles, la loi».

Dans ce cadre là, certain-es habitant-es tentent des démarches individuelles. Des courriers, souvent restés sans réponse, comme à Villepinte où Sylvie raconte : «Quand on envoie du courrier aussi au bailleur, il ne répond pas. Pour payer les charges qui ont augmenté, pour payer le loyer, ils encaissent, mais nos paroles, ils ne veulent rien entendre. Et pour faire les travaux dans les bâtiments, ils ne veulent rien entendre non plus». Plus radical, mais aussi plus efficace, certain-es arrêtent de payer leur loyer,

comme Béatrice, à Avon : «Depuis 6 mois, mon chauffe-bois ne fonctionne pas. C'est ou de l'eau très chaude ou très froide. J'ai d'abord écrit, sans réponse, puis j'ai décidé d'employer les grands moyens : j'ai ar-

rêté de payer, je leur ai dit : c'est fini je paie pas. Et hier, ils m'ont appelée. Mais il faut vraiment forcer avec eux, et j'ai l'impression que dans d'autres endroits, comme à Fontainebleau, ils interviennent plus vite...».

Les associations de locataires «pour pouvoir peser»

Pour avoir un impact plus fort, certain-es se tournent vers l'action collective. S'organiser à plusieurs permet d'aller rencontrer les bailleurs avec des propositions, comme à Marseille, dans le cadre d'une expérience de démocratie participative du quartier Jean-Jaurès dans le ^{xiv}^e arrondissement : la table de quartier⁴.

La structuration de ces actions collectives est un élément déterminant de la réussite de ces mobilisations. Toutes et tous les habitant-es ne sont pas au courant, mais il existe des associations de locataires qui portent la voix de ces derniers vis-à-vis des bailleurs. Une association de locataires est un regroupement qui vise à représenter et défendre

⁴ Les tables de quartier sont des espaces d'échanges, de débats et d'actions collectives qui rassemblent des habitant-es et des associations dans l'objectif d'agir ensemble à l'échelle du quartier. En France, elles sont financées dans le cadre d'une expérimentation nationale par la Politique de la Ville, lancée en 2014, et portée par la Fédération des Centres Sociaux de France et la Coordination nationale Pas Sans Nous.



Les habitant-es s'engagent ! Action contre les nuisibles



📍 Marseille

La table de quartier du Canet, à Marseille, se réunit de manière périodique. Elle rassemble des habitant-es du quartier, qui viennent évoquer leurs problèmes et essayer, ensemble, de les résoudre. Au début de l'année 2022, les nuisances dues aux rats et aux cafards constituent les préoccupations qui reviennent le plus souvent.

Réuni-es au sein de la table de quartier, les habitant-es décident de faire remonter une demande de traitement des parties communes à leur bailleur. Une entreprise vient une première fois installer des produits. Face à l'efficacité de la démarche, le groupe et le bailleur s'accordent pour pro-

poser un traitement et un suivi de tous les logements, en échange d'une petite augmentation des charges (à hauteur de 17€ par an).

Cette proposition est aujourd'hui soumise au vote des habitant-es. Toutes et tous ont reçu un courrier avec cette proposition, et on attend aujourd'hui les résultats des votes. Souad témoigne : «J'espère que ça va aller au bout, parce que si beaucoup de gens du quartier disent qu'ils ne veulent pas, alors personne ne pourra en bénéficier. Mais il faut traiter tout le monde pour enlever tous ces cafards ; si moi je traite et que ma voisine elle traite pas, ça sert à rien».

les locataires auprès des bailleurs sociaux. Leurs représentant·es élu·es ont à leur disposition les documents concernant le calcul et l'évolution des charges locatives et ils-elles participent à différents espaces de discussion avec les bailleurs sur la gestion des immeubles et le cadre de vie des locataires.

À Villepinte, Mariette est venue au centre social alors qu'elle n'habite pas le quartier. Elle a été invitée par l'animateur pour partager son expérience de présidente d'une amicale de locataires. Lors de l'échange, elle précise l'importance de la CNL, la Confédération Nationale du Logement : « c'est bien d'être affilié à un organisme pour donner du poids. Nous on est à la CNL, et bien, dès que vous montrez votre carte de visite, on vous répond immédiatement ! ». La CNL est une organisation nationale qui accompagne et soutient les associations de locataires dans leurs démarches. Elle a également comme objectif de défendre les locataires auprès des institutions nationales.

« C'est bien d'être affilié à un organisme pour donner du poids. Nous on est à la CNL, et bien, dès que vous montrez votre carte de visite, on vous répond immédiatement ! »

— Mariette —

Les associations de locataires sont encore peu connues et leur fonctionnement difficilement compréhensible, comme l'indique Souad à Marseille : « Le bailleur nous a envoyé un papier parce qu'il faut un délégué pour le quartier, pour représenter les habitants de Jean Jaurès. Je n'ai pas trop regardé pour être honnête. J'ai voté pour quelqu'un qui me convient, enfin je crois, je ne le connais même pas... ». Le rôle de la CNL est évoqué par l'animateur : « Oui, ça doit être organisé avec la CNL ou une autre grosse fédération de locataires, il faudra en rediscuter pour voir si tout le monde a bien reçu, et si les gens savent pourquoi et comment voter ».

34



Les habitant·es s'engagent ! Action face aux charges abusives



📍 Sevrans

À Sevrans, lorsque l'on parle de mobilisation, l'année 2011 revient dans toutes les discussions. Face à des charges perçues comme abusives et un bailleur injoignable, un collectif s'est formé. Plus de 300 personnes ont participé à une rencontre à la maison de quartier. Une association a été créée, et certains locataires ont accepté la démarche d'adhérer à la Confédération Nationale du Logement (CNL) — à hauteur d'une trentaine d'euros par année — pour pouvoir peser plus fort dans les échanges avec le bailleur.

Avec la force du collectif et l'appui de la CNL, les locataires se mettent alors à éplucher les charges, leurs justificatifs et les factures des rénovations. Ils remarquent des incohérences, et décident d'agir : « En deux semaines, on a envoyé je crois plus

de 600 courriers recommandés. Le bailleur était noyé dans le courrier » témoigne Marie-Cécile, qui a fait partie de celles qui ont lancé le collectif. L'association est par ailleurs soutenue par le maire. « Désormais, le bailleur était obligé de répondre ». Au bout de 2 ans de lutte, ils réclament et obtiennent une compensation à hauteur de 500 000 € pour les locataires. Quelques années plus tard, ils obtiennent le retour des gardiens, qui était une revendication importante du collectif.

L'adhésion à la CNL est un élément important et délicat à gérer, précise Marie-Cécile : « Il a fallu bien expliquer. Les gens ne comprenaient pas pourquoi il fallait payer 29 euros pour se faire défendre alors que tout le monde savait que le bailleur avait tort ».

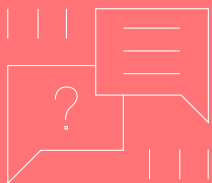
35

→ Porte de Montmartre, Paris (75)



← Plateau de la Haye, Nancy (54)





3 questions à

Eddie Jacquemart

■ Président de la Confédération nationale du logement (CNL)

1

Quelles sont les problématiques récurrentes dans les quartiers populaires autour du logement ?

Les habitant-es des quartiers populaires sont confronté-es à une accumulation de problématiques.

Celles concernant le bâti sont les plus fréquentes: les logements n'ont pas toujours bénéficié de rénovations récentes et plus le bâtiment est ancien, plus cela a des conséquences sur les quittances des locataires. Par exemple, la mauvaise isolation des logements dans les quartiers engendre des factures d'énergie plus importantes que sur d'autres territoires.

Or, cela s'ajoute à des difficultés économiques des familles dans les quartiers prioritaires. Les quartiers de la politique de la ville sont en effet définis par une forte concentration de bas revenus par rapport aux revenus des agglomérations dans lesquelles elles se situent. Les locataires ont plus de difficultés qu'ailleurs à payer leur loyer et les situations d'impayés se sont aggravées depuis la crise sanitaire.

Lorsqu'il y a des réhabilitations, comme ce fut le cas dans les deux derniers programmes de rénovation urbaine, les quotidiens des locataires peuvent être améliorés mais le bâti ne fait pas tout. Quand les locataires doivent être relogé-es le temps des rénovations ou en cas de démolition, cela est parfois vécu comme un drame: les familles doivent souvent partir du quartier historique familial et perdent une partie de leur identité.

2

Comment la CNL agit pour aider à améliorer les conditions de l'habitat et appuie les mobilisations d'habitant-es ?

La CNL (Confédération Nationale du Logement) fédère des amicales locales de locataires, créées par des habitant-es dans des quartiers partout en France.

Le rôle d'une amicale locale est d'organiser l'entraide entre ses adhérent-es sur les questions de logement, de les accompagner pour qu'ils-elles fassent valoir leurs droits et de faire jouer la démocratie locale.

Concrètement, dans un quartier, l'amicale locale peut organiser des contrôles de charges (c'est-à-dire un contrôle, chez le bailleur, de la bonne répartition des charges imputables au locataire). Elle peut faire entendre les voix des habitant-es au sein des conseils d'administrations de bailleurs, via des représentant-es des locataires. Elle peut intervenir dans les problèmes du quotidien rencontrés par ses membres: par exemple, interpellier un bailleur pour la réparation d'un ascenseur et actionner les droits que cela ouvre (comme un portage de courses). Elle organise en ce sens la solidarité des locataires et leurs interpellations. Elle peut aussi travailler avec les services sociaux d'un territoire pour prévenir les expulsions locatives lorsqu'un ménage ne peut pas payer son loyer.

Certaines amicales couplent ces actions avec des actions socioculturelles; comme de l'aide aux devoirs, l'organisa-

tion de goûters... La convivialité crée aussi de la mobilisation: quand les locataires prennent un apéro ensemble, ils discutent des problèmes qu'ils rencontrent et des solutions possibles.

Les amicales peuvent s'appuyer sur les fédérations locales de la CNL, qui les informe de leurs droits grâce à des formations, des brochures et une revue mensuelle, et qui tentent d'en conquérir de nouveaux par un travail d'influence auprès des pouvoirs publics.

3

Qui sont les représentant-es de locataires? À quoi servent-ils-elles ?

Les représentant-es des locataires sont souvent les seul-es membres élu-es dans les conseils d'administration des bailleurs sociaux. Leur rôle est démocratique: ils et elles représentent les locataires dans ces instances. 405 adhérent-es d'amicales locales de la CNL sont élu-es au sein de 73 bailleurs, partout en France.

Cependant, cette démocratie est très difficile à faire vivre: la loi ELAN (Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique), promulguée en 2018, a changé le paysage des organismes HLM en les obligeant à se regrouper. Cela a éloigné les locataires des centres de décisions: auparavant, on comptait un-e représentant-e pour 3000 à 4000 logements. Aujourd'hui, un-e élu-e dans un organisme représente jusqu'à 100 000 logements. Par le jeu des fusions, la CNL a perdu entre 120 et 150 élu-es.

37

36

Dans le quartier, un manque de services, d'espaces verts et de transports

«Ça fait maintenant trois, quatre ans que la boulangerie est fermée, c'est une grande perte.»

— Un-e habitant-e lors d'un échange à Sevrans —

fants ou les inscrire à des activités».

Les habitant-es d'Allonnes expriment un sentiment d'isolement face à la disparition des services sur le quartier: «De notre point de vue, ce qui manque? Une poissonnerie, un fleuriste, une radiologie et une couturière... tout ça a fermé. Tous ces gens sont partis. On manque de chaleur humaine». La perte de ces services est ainsi rattachée à une perte de «chaleur humaine», car ces commerces et ser-

vices publics sont aussi des lieux de rencontre, de discussions, d'informations sur les actualités du quartier, que les associations seules ne peuvent pas complètement compenser. À Sevrans, les échanges se focalisent ainsi sur la disparition de la boulangerie du quartier: «Ça fait maintenant trois, quatre ans que la boulangerie est fermée. C'est une grande perte. Je ne comprends pas pourquoi. C'est le bailleur qui n'en voulait plus? Ou alors c'est qu'aucun commerçant ne veut s'installer?». Une voisine rebondit: «C'est un lieu convivial, la boulangerie, ça fait de l'interaction et puis ça fait une occupation pour les enfants. Ils connaissaient les prix, ils allaient avec leurs pièces acheter, ils se rencontraient... il n'y a plus ça. Déjà que nos enfants n'ont pas grand-chose à faire, là ils ne peuvent même plus aller chercher le pain».

La perception par les habitant-es de la qualité de leur cadre de vie peut être bien différente d'un quartier à l'autre, que ce soit

en termes de services proposés aux habitant-es, de propreté de l'espace public ou encore de qualité de l'environnement.

La disparition des services et des commerces: «tout a fermé»

Certains territoires sont plus denses et plus attractifs, en région parisienne notamment, et disposent d'un grand nombre de services à proximité. À Argenteuil, on regrette le départ de quelques commerces, notamment de lieux pour se retrouver comme des cafés, mais, dans l'ensemble, les retours sont plutôt positifs, comme l'indique Katia: «Nous, on n'a pas besoin de se déplacer beaucoup: on a la Poste, le Monoprix, le marché... il y a tout ce qu'on veut».

À l'inverse, les quartiers plus éloignés des territoires attractifs, qui voient parfois leur population décroître, subissent de plein fouet la disparition d'un grand nombre de services. À Reims, dans le quartier Croix-Rouge, les habitant-es se retrouvent au sein de la maison de quartier pour discuter de ce

qui leur plaît et ce qui manque dans le quartier. Ils évoquent prioritairement le centre commercial qui a fermé ses portes, avec son supermarché discount et ses commerces: coiffeur, fleuriste... Il n'a été remplacé que par des épiceries plus chères et moins fournies, alors même qu'il s'agit du plus grand quartier de la ville. À Audincourt, c'est le manque d'espaces d'accueil pour les petits enfants aux alentours du centre social qui est pointé du doigt. Samia a dû démissionner à cause de cette situation: «Il n'y a ni crèche, ni garderie, ni centre de loisirs. J'ai travaillé un moment, mais je n'arrivais pas à gérer le travail et en même temps m'occuper de ma petite, et j'ai démissionné à cause de ça. On est toujours obligé d'aller jusqu'au quartier voisin pour déposer les en-

Se déplacer: un besoin crucial

Dès lors que le quartier lui-même ne dispose pas, ou plus, de certains services, la question de la mobilité devient centrale. Certains quartiers sont raccordés au centre-ville ou à la ville voisine par le tram, à l'image du Bouscat, du 18^e arrondissement de Paris ou des Côteaux, à Mulhouse, où Marielle valorise cet atout: «Avoir un tram qui dessert le quartier, c'est vraiment un bon côté du quartier. Parce que dans beaucoup d'autres quartiers, vous devez marcher beaucoup pour trouver quoi que ce soit». À contrario, l'absence de transports isole certains quartiers, à l'image des Forges et de Montanot à Audincourt. Quand on lui demande ce qu'elle ferait pour améliorer le quartier si elle disposait d'une baguette magique, Marie évoque ce problème de transport: «Il n'y a qu'un seul bus qui passe toutes les 30, voire 45 minutes pendant les vacances. C'est dur pour aller chercher quoi que ce soit comme faire les courses, puisqu'il n'y a pas non plus de su-

permarché dans le quartier».

Cet enjeu de l'accès aux services est aussi un enjeu générationnel: les personnes les moins mobiles sont les plus touchées par le manque de services. Cela concerne donc les plus jeunes, qui n'ont pas encore l'âge de se déplacer sur de grandes distances, en transport en commun ou en véhicule personnel, mais aussi et surtout les personnes âgées. Or ce sont également elles dont les besoins en services, notamment de santé, sont les plus importants. Brigitte, habitante du Val Notre Dame à Argen-

«On n'a pas de commerces de proximité ou de cabinets médicaux. Il n'y a plus de médecins, ils ont tous déménagé à Fontainebleau. Aujourd'hui, si tu n'as pas de véhicule tu ne peux rien faire.»

— Fatima —

teuil, est lucide à ce sujet : « Plus on avance dans l'âge, plus il nous faut des structures à proximité ». À l'inverse, les catégories plus mobiles sont moins touchées par ces phénomènes, comme l'indique Hakim, lors de la même réunion : « Moi, ça me parle moins, parce que pour aller chez le généraliste je peux me déplacer ailleurs... ».

S'agissant de la disparition des services, c'est ce qui touche à la santé qui revient le plus souvent dans les discussions. À Allonnes, Fatima évoque ce problème : « ce qui manque ? Des médecins, des généralistes, des spécialistes. Pour tous ces ser-

vices, maintenant on est obligés d'aller plus loin, jusqu'au Mans... ». La ville d'Avon, où est implanté le centre social Couleurs Terrasses, est voisine de Fontainebleau. Ces dernières années, les services tendent à déménager d'une ville à l'autre. Lorsqu'on leur demande quels sont les problèmes dans leur quartier, les habitant-es parlent d'abord de cette situation, à commencer par Fatima : « On n'a pas de commerces de proximité ou de cabinets médicaux. Il n'y a plus de médecins, ils ont tous déménagé à Fontainebleau. Aujourd'hui, si tu n'as pas de véhicule tu ne peux rien faire ».

« On est obligés de se mettre à l'ombre des blocs »

La qualité esthétique et environnementale du quartier joue un rôle important dans la perception du cadre de vie.

« Dans mon immeuble, il y a 154 logements. C'est un petit village, sauf que dans un village il y a une place, un café, des lieux pour se rencontrer. Là il n'y a rien. »
— Fabrice —

À Argenteuil, les habitant-es articulent mixité culturelle, solidarité et mixité du bâti. Hakim, le premier, évoque ce rapprochement : « Dans le quartier, il y a de tout, ce n'est pas cloisonné. On pourrait imaginer les quartiers populaires avec uniquement des barres d'immeubles. Non, ici c'est mélangé : des pavillons, des bailleurs sociaux, des commerces... ». Serge poursuit : « Cette diversité, c'est très attachant. Il y a quelques petites cités, mais ce n'est pas comme on pourrait imaginer un quartier politique de la ville, justement. À côté des cités, il y a des rues avec des pavillons, on n'imaginerait pas ça à Argenteuil ! C'est dé-

paysant ». À l'inverse, aux Côteaux, à Mulhouse, Fabrice critique la densité du quartier : « On est entassés. C'est ça l'image que j'ai de notre quartier. Dans mon immeuble, il y a 154 logements. C'est un petit village, sauf que dans un village il y a une place, un café, des lieux pour se rencontrer. Là il n'y a rien. L'urbanisme n'a pas été fait dans nos quartiers pour que les gens vivent ensemble, mais pour qu'ils vivent les uns sur les autres ».

La présence d'espaces verts est également perçue comme un élément positif par les habitant-es des quartiers concernés. C'est le cas du quartier Fouchet, à Pau, comme l'indique cette habitante : « Il y a beaucoup de verdure, je me plais ici. Et ça s'est encore amélioré avec les travaux, il y a plus d'espaces verts ». Au quartier des Forges, à Audincourt, la rencontre des habitant-es se fait en plein après-midi, sous la chaleur des premiers jours d'été. La présence de verdure, d'ombre, d'eau, est souvent évoquée dans les discussions. Un parc jouxte l'école maternelle et le centre social. Les habitant-es expriment leur plaisir à s'y promener, à l'image d'Aïcha : « Le parc, c'est la meilleure chose du quartier. C'est vraiment un atout, c'est là où on se retrouve entre

voisines, où les enfants passent du temps ». Tout l'inverse du quartier voisin de Montnot, où Eric déplore le manque de verdure : « Chez nous, c'est tout le contraire par rapport aux Forges. On n'a plus d'ombre, ils ont enlevé les peupliers qui étaient le dernier endroit où on pouvait s'installer à l'ombre. Donc on est obligé d'aller plus loin, dans les bois à côté de la ville, si on veut un peu de nature ». Samia confirme : « Ma voisine qui habite au premier étage, elle a un petit bébé. C'est infernal. Il n'y a pas un coin tranquille, de la verdure, une fontaine pour avoir de l'eau. Non, là elle est obligée de se mettre à l'ombre des blocs... ».

Le quartier des Fougères, à Avon, borde la forêt de Fontainebleau, et dispose d'un grand parc en son centre. Cette situation est un atout pour les habitant-es. Mais elle comporte son lot de problèmes spécifiques comme par exemple la présence de sangliers dans l'espace public ! Marie témoigne : « Il y a des sangliers qui traînent et qui rentrent dans la ville. Vous vous souvenez avant, quand ils venaient jusque dans la résidence ? Les petits qui couraient après les sangliers... C'était quand même dangereux. Heureusement que le syndic a posé des grillages autour de Fougères. Maintenant, il y en a quand même beaucoup moins ».



Les habitant-es s'engagent !

Contre la chaleur, il faut planter des arbres !

📍 **Le Bouscat**

Lælia est animatrice au centre social du Carrousel, au Bouscat. Au moment de lancer la discussion sur les mobilisations dans le quartier, elle évoque son expérience personnelle, dans son quartier de résidence à Bordeaux.

Elle habite au quartier de la gare Saint Jean, en rénovation dans le cadre d'une opération d'intérêt national. Le problème évoqué par les riverains est le manque d'espaces verts : « Il y a une grande bétonisation : ils ont énormément construit mais ils n'ont planté aucun arbre. L'été dernier, la température a doublé ! »

Les riverains commencent alors à se mobiliser : « On s'est d'abord réunis entre habitants du quartier. On a créé un groupe Whatsapp, on s'est réunis et on a échangé. Petit à petit, on a décidé d'interpeller les pouvoirs publics ». Par leurs réseaux et connaissances, ils parviennent à sensibiliser des géomètres, des avocats, tout comme des hommes et femmes qui vivent et travaillent au quotidien dans cet environnement bétonné : « chacun est venu défendre et apporter son expertise ».

Ils organisent une pétition, qui récolte plus de 800 signatures, et exigent des promesses quant à l'inscription d'espaces verts dans le programme et au maintien du parc social. En juin 2023, ces demandes ont permis de faire évoluer le projet : le parc prévu a été agrandi, et un immeuble social a été préservé. Le collectif poursuit sa mobilisation face à ce qu'ils considèrent comme un projet démesuré et inadapté aux enjeux climatiques contemporains.

Pour un quartier plus propre : sensibiliser ou interpeller ?

La plupart des actions menées par les habitant-es sur leur cadre de vie ont pour objectif de «sensibiliser» la population. Et elles portent le plus souvent sur des questions de propreté, avec par exemple des journées de ramassage collectif des déchets qui traînent dans la rue. La sensibilisation passe d'ailleurs souvent par les enfants, comme à Villepinte, où une riveraine se souvient d'une action menée sur le ramassage : «Vous vous souvenez quand on avait organisé une pièce de théâtre, sur le tri ? Les enfants, ça les avait bien intéressés, ils étaient attentifs, ils avaient retenu la leçon. Ensuite, ce sont les enfants qui éduquent les parents».

même... On a demandé que ce soit enlevé, on ne va quand même pas le faire nous-mêmes ! Pourquoi on paie les charges sinon ? ». Cette question suscite un débat, à Cambrai Saint-Roch. Alors qu'une habitante évoque le problème des déchets, elle commence par critiquer le manque d'action publique : «ce n'est pas assez ramassé, les feuilles, les déchets». Sa voisine rebondit, en évoquant une autre source du problème : «C'est une sensibilisation qu'il faut faire, sur le recyclage. À l'école, des ateliers sont organisés, on explique aux enfants que "madame la poubelle a faim", pour qu'ils prennent l'habitude, et qu'ils fassent remonter ça aux familles». Elle reprend : «Mais ce n'est pas que ça, ce n'est pas que de la sensibilisation. Le problème avait déjà été évoqué aux municipales : il manque des poubelles, il manque du ramassage ! ».

« Les saletés, les bouteilles, les cartons, les meubles même... On a demandé que ce soit enlevé, on ne va quand même pas le faire nous-mêmes ! Pourquoi on paie les charges sinon ? »

— Farah —

Tout le monde ne s'accorde pas sur le fait d'aborder la propreté, le ramassage, le tri, sous l'angle de la «sensibilisation» des populations. À Marseille, Farah refuse cette forme de responsabilisation : «Les saletés, les bouteilles, les cartons, les meubles

→ Montceaux-Pont-Blanc, Sevrin (93)



← Tour du Renard, Zac I, II et III, Outreau (62)

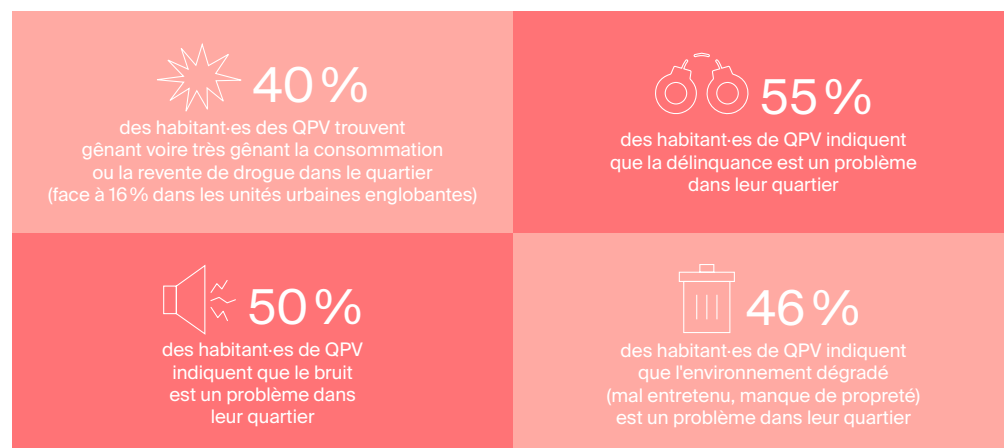


Sécurité

42 %
des habitant-es en QPV jugent que leur quartier n'est pas sûr

24 %
le trouvent tout à fait agréable à vivre (contre 58 % dans les Unités urbaines englobantes)

L'image de son quartier: une préoccupation des habitant-es des QPV



Bien vivre dans les quartiers prioritaires, ANCT, 2019

Payer plus cher ou « partir plus loin »

Certains quartiers, plus attractifs, voient les prix augmenter ce qui accroît la pression foncière et se traduit par des difficultés pour se loger ou envisager un déménagement. C'est le cas par exemple à Argenteuil. Située à l'Ouest de Paris, à quelques kilomètres du quartier d'affaires de la Défense, la ville est en proie à une forte augmentation des prix de l'immobilier. Yousef est clair: «on cherche quelque chose

cession à la propriété. Lucie, l'animatrice, évoque la stratégie de la mairie: «Sur ce quartier, je crois ce qu'ils souhaitent c'est qu'il y ait plus de mixité sociale, donc que les habitations soient détruites pour pouvoir réaménager le quartier, réinvestir dans de l'habitat avec de l'accès à la propriété». La discussion entre deux habitants est tendue:

«La politique des HLM, c'est limite-limite. Les quartiers populaires, ce n'est pas leur problème, ils investissent pour la propriété privée, ils font des villas.

— Vous ne pouvez pas dire que ce sont des villas. C'est de l'accession à la propriété, tout le monde peut y accéder.

— Excusez-moi, mais avec quel revenu? Entre ça et l'augmentation des loyers dans les appartements qui se libèrent, c'est vraiment devenu compliqué.

— Est ce que vous avez fait une demande, vous avez regardé? Moi, que tout le monde puisse avoir accès à la propriété, je trouve ça assez bien au final...»

« Avec le COVID les gens de Paris se sont déplacés, ils sont arrivés là, et ceux d'Argenteuil doivent partir plus loin. »

— Brahim —

de petit, une chambre, 19 mètres carrés, on est arrivés à 650 euros». Brahim s'est tourné vers une demande en logement social, sans succès: «j'ai fait la demande en 2008. Je serai peut-être logé en 2028! Il faut attendre 20 ans c'est ça?». Lucie conclut: «c'est comme ça un peu partout dans Argenteuil. Il y a la Défense pas très loin. Et avec le COVID les gens de Paris se sont déplacés, ils sont arrivés là, et ceux d'Argenteuil doivent partir plus loin». À Paris, la porte de Montmartre reste un quartier précaire et peu attractif. Néanmoins, les projets urbains récents, qui privilégient la mixité fonctionnelle, laissent peu de place pour le développement du parc social classique, comme l'indique Tarik: «Ils ont fait des hôtels, ils ont fait des logements étudiants, c'est pour ça que pour nous, c'est difficile d'en avoir».

Cette tension sur le parc locatif découle également de la stratégie des bailleurs sociaux, comme à Pau, dans les quartiers autour du centre social, où est privilégiée l'ac-

44 Lorsque les populations changent, (re-)créer du lien

La question du vivre-ensemble revient dans les discussions des différents groupes présents dans le quartier, quels que soient l'âge, la culture ou la religion. Ces dernières décennies, les quartiers populaires ont vu leurs populations fortement évoluer, souvent dans le sens d'une paupérisation en lien avec le départ des classes plus aisées, parfois, à l'inverse, dans le sens d'une gentrification, qui entraîne des

difficultés pour se loger. Dans tous les cas, ces changements de populations amènent leurs lots de défis pour celles et ceux qui habitent déjà là, comme pour celles et ceux qui arrivent.

45

Des nouvelles populations associées au déclin du quartier

À l'autre bout du spectre, dans des quartiers qui subissent le départ des classes moyennes et l'arrivée de populations toujours plus précaires, la paupérisation inquiète. C'est le cas à Outreau. Dans le cadre d'une rénovation, le quartier voisin de la Tour du Renard va être en partie rasé : 287 logements locatifs sociaux sont concernés. Pendant les travaux, certain-es habitant-es sont relogé-es dans les résidences avoisinant le centre social, avec, pour certain-es, une vocation à rester. Ce qui n'est pas du goût de certain-es de leurs habitant-es. «Côté voisinage on n'a pas trop à se plaindre, les gens restent polis. Bon on a eu des "cas" qui venaient de la Tour du Renard et ils ont dû partir. À la Tour du Renard, ils avaient l'habitude de se rassembler entre voisins, de faire des fêtes, c'est vrai que c'était vivant. Mais dans notre quartier, ce n'est pas ça. Nous, il y a des gens qui travaillent. Il faut respecter cela». Cette distinction entre un « nous » intégré, travailleur, et un « eux » bruyant, parfois irrespectueux, se retrouve dans les conversations dans plusieurs quartiers.

Cette évolution est vécue comme une paupérisation du quartier, une perte des éléments issus des classes populaires supérieures ou de classes moyennes. C'est ce que dit Toufik, à Villepinte : «avant il y avait les hôtesse de l'air qui habitaient ici à la tour et il y avait beaucoup de personnes d'Air France dans le quartier, avec le 1% patronal. Depuis que le bailleur a changé, ça n'arrête pas de se dégrader». Au Bouscat, ce changement est analysé comme un manque de rigueur dans les sélections des dossiers : «avant on devait montrer patte blanche, casier vierge, travail, enfants, etc etc, le dossier était comme ça!».

Ces critiques peuvent prendre un tournant raciste lorsqu'elles désignent plus précisément ces nouvelles populations, comme lorsque cet habitant prend la parole à Pau pour se plaindre de «la sociologie du quar-

tier qui a changé en 20 ans. Au départ c'était l'immigration espagnole, portugaise, maghrébine. Ça a changé le quartier. Et il y a l'afflux d'une nouvelle population qui est complètement différente de ceux qui étaient avant. Il n'y a pas de lien social, c'est tout». Ailleurs, lors d'une rencontre, un débat houleux porte sur des «nouvelles populations» noires dans ces quartiers. Rachid entame la conversation : «dans le quartier où je travaille, la gardienne m'a dit, et je m'excuse hein, "je vais encore recevoir des blacks qui vont arriver". Je lui ai répondu que tant qu'ils paient le loyer c'est bien. Mais il ne faut pas mettre n'importe qui dans notre quartier. Il faut mettre des personnes qui pensent bien, vous comprenez ? Il faut sélectionner les personnes qu'on va mettre, des personnes qui travaillent, qui savent ce que c'est que l'argent, qui savent ce que c'est leurs voisins. Sinon, il y a des gens qui viennent et qui foutent la merde».

«Avant il y avait les hôtesse de l'air qui habitaient ici à la tour et il y avait beaucoup de personnes d'Air France dans le quartier, avec le 1% patronal.

Depuis que le bailleur a changé, ça n'arrête pas de se dégrader.»

— Toufik —

Face à ces propos, Ramatou prend la parole, exaspérée : «Si je peux parler maintenant... je voulais revenir sur quand il dit "qu'on ne mette pas n'importe qui dans notre quartier"» Rachid, qui avait entamé la discussion l'interrompt : «Mais je ne parlais pas pour vous...». Le groupe autour s'empote et le somme de se taire. Ramatou reprend : «Mais quand quelqu'un vient, au premier abord, vous ne pouvez pas savoir comment il va se comporter ! Donc, on ne peut pas faire de tri systématique au départ!».



↑ Villepinte (93)

Tour du Renard, Zac I, II →
et III, Outreau (62)



D'autres personnes s'opposent également à ces propos classistes, âgistes (puisqu'ils concernent également les «jeunes» évoqués sans plus de précisions) ou encore racistes. Ils estiment qu'à travers ces discours, on cherche à désigner des «boucs-émissaires». C'est le cas de Farrah, à Mulhouse: «Quand il y a quelque chose qui ne va pas, c'est toujours parce que c'est la couleur, la race... Il y a toujours des propos racistes.

Bref, il faut toujours mettre la faute sur quelqu'un». Des propos discriminants que certain-es entendent jusque dans les locaux associatifs du quartier. À Reims, quand on lui demande d'indiquer ce qu'il voudrait voir changer vis-à-vis de son quartier, un jeune note sur une grande feuille de Paperboard: «Les paroles de rejets d'une autre communauté qu'on peut entendre à l'accueil de la maison de quartier».

Une mixité entre minorités, sans les «Marie» et les «Paul»

Les habitant-es des quartiers qui se paupérisent évoquent également un autre élément: le départ des populations blanches. C'est un des arguments de Salim, un jeune du centre social de la Maison Bleue dans le 18^e arrondissement de Paris, lorsqu'on lui demande pourquoi il se verrait bien quitter le quartier. Il est d'abord hésitant à donner son point de vue: «il y a de la mixité dans le quartier, mais, comment dire...». L'animatrice l'encourage «Ce n'est pas grave, dis comme ça vient, on ne sera pas choqué». Il se lance: «Ce n'est pas assez mixte. Il y a trop de maghrébins et d'africains et pas assez de blancs».

Cette perte de mixité vis-à-vis des populations blanches réaffirme aux yeux des

habitant-es l'idée de leur exclusion vis-à-vis du reste du territoire national. Ce départ est d'ailleurs visible d'une génération à l'autre, comme l'indiquent Rachida et Saana à Avon. Les deux femmes sont trentenaires et ont elles-mêmes grandi dans le quartier et fréquenté son école. «Ce n'est pas compliqué, aujourd'hui, il y a moins de personnes qui s'appellent Paul. Je ne sais pas pourquoi, ils ont peur de venir dans ces quartiers là? J'ai fait ma maternelle et ma primaire ici, et il y avait des Marie, des Paul. Moi j'ai gardé des contacts avec eux. C'est une richesse aussi». «C'est ça! On nous parle de mixité, c'est super, mais c'est une mixité hors de France, pas d'origine française...».

S'intégrer à sa communauté pour s'ouvrir aux autres

Pour sortir de ces formes de ségrégation, certaines personnes évoquent l'objectif de mixité sociale. À Mulhouse, la rencontre, qui se tient dans les locaux de l'AFSCO, l'Association Familiale et Sociale des Coteaux, démarre sur ce sujet: Henriette évoque

l'idée que les différentes communautés devraient plus se côtoyer: «Quand on est tous mélangés, qu'on partage tous nos savoirs, c'est ça, s'intégrer. Pas rester chacun dans son coin». Rachida, sa voisine, évoque ces différences comme quelque chose de posi-

tif: «C'est un atout d'avoir des différences, qu'elles soient religieuses, ou de culture, de savoir-faire. C'est une richesse pour le quartier».

Les échanges sur cette idée de mixité sociale se mènent également à Avon. Pour Aminata, l'intégration, pour les personnes nouvellement arrivées, doit aussi se faire via la communauté. Il s'agit à la fois de créer les conditions de l'accueil au sein des communautés et les conditions pour que les échanges se fassent entre personnes issues de communautés différentes. «On est plus à l'aise au sein de sa communauté, pour être accueilli, échanger. C'est cette base là qui permet de s'ouvrir sur les autres communautés». Plus qu'une marque d'un repli, la communauté peut-être un tremplin vers une intégration au quartier dans son ensemble. À Allonnes, la discussion tourne autour de cet enjeu d'accueil également. Fatou propose une idée: «Sans vouloir vexer quelqu'un, les Africains qui arrivent en France, qui arrivent dans le quartier, ils

«On est plus à l'aise au sein de sa communauté, pour être accueilli, échanger. C'est cette base là qui permet de s'ouvrir sur les autres communautés.»

— Aminata —

ont une culture, des habitudes. Il faut un accueil, pour qu'on se retrouve, que les anciens leur expliquent certaines choses, que eux se sentent bien également. Et après, multiplier les échanges, les anciens avec les jeunes, le multiculturel, tout ça, parce que c'est la source de tout». Marie confirme ces propos: «Je suis d'accord, que ce soit pour réunir et accueillir les nouveaux arrivants, pour faire des rencontres entre générations. Au final, j'aimerais juste qu'il y ait un peu plus d'humanité, de contacts, de communication».

Maraudes, fêtes, barbecues, «ça fait partie de l'ADN du quartier»

Loin de se résigner au manque de mixité et aux formes de repli, nombre d'actions collectives et associatives sont évoquées autour du lien social, comme les jardins partagés, les maraudes, l'aide aux devoirs, les barbecues d'été.

Le 9 décembre 2022, dans les locaux de l'Espace Rosiers-Chantepie, à Sarcelles, la rencontre des habitant-es est très studieuse. Parmi les participant-es, on retrouve beaucoup de jeunes. Sur la mobilisation et l'engagement, l'animatrice leur propose de se mettre en petits groupes, de prendre des notes... La réaction ne se fait pas attendre: «Franchement, ça ressemble beaucoup à des devoirs là maintenant». Au final, ce format de groupes permet à chacun-e de s'exprimer, et de repérer des grandes tendances parmi le groupe de jeunes présents.

Et, quand la question posée est celle des «choses que vous aimez faire ensemble, de manière collective», les réponses fusent dans les groupes, toutes centrées sur des formes d'entraide, de solidarité. Cindy résume les échanges avec son groupe: «On a noté ces différentes informations: actions d'entraide type maraudes, les fêtes de quartier, la mosquée surtout lors des fêtes de l'Aïd, la maison des parents, les solidarités pour les mariages ou en cas de décès, l'arbre de Noël, ou encore les projets humanitaires, les manifestations organisées avec la maison de quartier comme le loto, le karaoké, les sorties... Tout ça, ça amène la fierté de représenter son quartier». La place des repas y est primordiale, notamment les barbecues l'été: «Les barbecues, ça fait partie de l'ADN du quartier. Un été sans

barbecue, c'est pas un été». Pendant la période de confinement, cette solidarité de quartier s'est également faite ressentir. «Pendant le Covid, on a eu beaucoup de choses aussi: des distributions de masques» indique Cindy. Dans d'autres quartiers également, comme à Allonnes, où Marie évoque la mobilisation des jeunes: «C'était les premiers à aller vers les mamans, vers les personnes âgées!».

Plus d'entraide dans le quartier: c'est exactement ce que vise Léna avec son projet de Maraude dans sa ville du Bouscat, en banlieue de Bordeaux. «Plus je grandis, plus je veux me mobiliser. Et là il fait froid en ce moment et avec des amis on voudrait faire une maraude. Voilà ce serait l'occasion d'en par-

ler avec des personnes plus âgées que nous et créer des liens. C'est surtout ça, créer des liens, parce qu'il y en a pas assez, on se connaît juste de vue. Et il y en a qui ne se parlent pas, ils ont des préjugés, ils ont peur. Donc voilà, ça permettrait d'unir un peu tout le monde et faire quelque chose d'utile». En définitive, toutes ces actions, tous ces engagements, jouent un rôle fondamental de création de lien social.



Les habitant-es s'engagent! Un jardin partagé



📍 Nancy & Outreau

Pour produire du lien social, certain-es habitant-es s'appuient sur l'outil du jardin partagé, comme à Nancy et Outreau.

Dans le quartier de la Clairière, à Nancy, le jardin est au centre des discussions sur la thématique de la mobilisation. Le jardin a été créé il y a quelques années à l'initiative de quelques habitant-es, dont Jean-Luc. La démarche a été longue: «on a dû aller discuter avec beaucoup de gens, avec les responsables, au niveau de la ville». Mais l'action a porté ses fruits, et désormais, le jardin est un lieu d'échange. «Avant, c'était chacun pour soi. Ça nous a permis de communiquer, et de partager, à travers les plantes. Moi je ne savais pas planter, et on m'a aidé». Un autre habitant renchérit: «Il ne faut pas oublier qu'il y a beaucoup de personnes âgées ici, et pour elles, c'est une place pour de la détente, elles viennent le matin, ça leur fait du bien. C'est à nous d'aller vers elles, pour qu'elles sachent que ça

existe et qu'elles peuvent le faire. C'est important».

Il existe également un jardin partagé du côté de la tour du Renard, à Outreau. Madeleine, la présidente de l'association qui gère le jardin explique: «j'ai repris l'association en 2021 et on a fait pas mal de choses. On a une cinquantaine d'adhérents actifs, et d'autres personnes qui viennent aider dans le jardin». L'association est aujourd'hui reconnue: «On est félicités pour tout le travail qu'on a fait. On a embelli le jardin, on participe à la fête de quartier». Néanmoins, elle déplore le manque de mobilisation des habitant-es: elle évoque, pêle-mêle, le besoin de mieux communiquer, de faire plus de publicité pour «faire descendre les gens de chez eux, car ils n'osent pas». Enfin, elle évoque la période du COVID qui a empêché la mobilisation. L'association se relance aujourd'hui, et tente de mobiliser de nouveaux et nouvelles habitant-es.



→ Champs de Course, le Bouscat (33)
→ Tour du Renard, Zac I, II et III, Outreau (62)



↑ Val Notre-Dame, Argenteuil (95)
↓ Le Raizet, Les Abymes (971)

Le quartier comme un «village»

Ces activités collectives, plus ou moins formelles, font la fierté de beaucoup d'habitant-es de ces quartiers. À Pau, dans le quartier du Fouchet, «Il y a plein d'associations qui se développent, et on vient en aide aux habitants. Ça permet de créer plein de choses». À Argenteuil, un habitant venu pour la première fois au centre social souhaite exprimer sa satisfaction par rapport à cette particularité de son quartier: «il y a quelque chose que j'apprécie beaucoup dans ce quartier c'est que je trouve qu'il y a quand même une vraie solidarité, une vraie humanité en fait où les gens sont contents de se voir».

Murielle, à Cambrai, résume cette idée:

«chez nous, c'est un grand village». Le terme de «village» renvoie à l'idée d'inter-connaissance, de convivialité, de solidarité. Comme le dit Juan vis-à-vis du quartier de Val-Notre-Dame à Argenteuil. Ce quinquagénaire travaille dans le quartier, mais réside dans les Yvelines. Avec ses collègues, ils se font la même remarque: «On voit les gens qui se promènent dans la rue, on voit qu'ils se disent bonjour, qu'ils se saluent, qu'ils se reconnaissent. Il y a une vraie humanité, une vraie solidarité, les gens sont contents de se voir». À Cambrai, les habitant-es évoquent le contre-exemple de Paris pour défendre leur quartier. Séverine évoque une anecdote: «une amie est

52



53



Les habitant-es s'engagent! Un film sur le quartier, avec ses habitant-es



📍 Sarcelles

Le groupe de jeunes réuni à la maison de quartier des Rosiers, à Sarcelles, a connu à l'été 2021 un événement extraordinaire: le tournage d'un film dans le quartier, avec ses habitant-es, par un ancien jeune du quartier, Amadou Mariko⁵.

Ceux-ci racontent: «c'est un film qu'on a fait tous ensemble, pour parler de la réussite des jeunes du quartier. Chacun y a trouvé un avantage, pour participer à la réalisation, ou comme figurant. Tout le monde en sort gagnant».

La fierté est grande: «Il a ramené Gaumont dans notre quartier. C'est un film qu'il aurait

pu réaliser ailleurs, et il a absolument tenu à le faire ici». «C'est le premier à avoir réalisé un long métrage en étant issu du quartier». «Ça fait rayonner le quartier, moi je tiens à l'applaudir pour ça».

L'animatrice résume l'ambition et l'engagement des habitant-es: «là, ça s'appelle une mobilisation, c'est quelque chose que vous avez fait tous ensemble autour de ce réalisateur, et ça fait rayonner tous les habitants du quartier». Alors, quand il s'agit d'écrire les réussites du quartier, une jeune résume l'idée générale: «en fait, on a juste écrit son nom, "Amadou Mariko", pour le remercier».

venue me voir, elle était surprise par les passages piétons, elle me disait « mais dès que tu poses le pied, les gens s'arrêtent! ». Elle était surprise, parce qu'elle me disait qu'à Paris... ». À l'évocation de la capitale, elle est interrompue par une clameur générale, suivie par un constat : « Il y a des points négatifs à Cambrai, mais c'est agréable, c'est une petite ville, comme un grand village en fin de compte ». Les autres approuvent : « un grand village, oui! ».

Lorsque cette solidarité est reconnue, les habitant-es en tirent de la fierté.

De toutes ces envies, le plus souvent proposées par des jeunes — peut-être plus avides de rencontres et moins inquiets? — ressort une idée forte : bien souvent, les personnes s'engagent justement pour lutter contre le repli sur soi, contre l'idée que chacun vive les uns à côté des autres, sans jamais se croiser. Cette lutte contre le repli sur son seul cercle proche, amical ou familial est analysée comme un premier pas

« On voit les gens qui se promènent dans la rue, on voit qu'ils se disent bonjour, qu'ils se saluent, qu'ils se reconnaissent. Il y a une vraie humanité, une vraie solidarité, les gens sont contents de se voir. »

— Juan —

indispensable à toute forme de mobilisation collective par Lucie, animatrice à Sarcelles, en conclusion de la rencontre : « On voit que dans le quartier il y a plein de choses qui se sont passées. Au début, vous étiez sur des choses vraiment conviviales, voilà, manger ensemble, faire des choses et puis plus vous êtes allés dans la discussion, plus vous vous êtes rendu compte qu'en fait il y avait plein de moments où vous vous étiez mis ensemble pour faire bouger les choses et que ça avait marché. Donc c'est super chouette de voir tout ça ».

Un sentiment d'abandon vécu comme une injustice sociale

« On veut être traités pareil que dans le centre-ville »

L'évolution du logement, du cadre de vie et de l'accès aux services provoque un fort

sentiment d'injustice de la part des habitant-es, dès lors que celles-ci et ceux-ci

comparent leur situation avec celle d'autres quartiers, dans le centre-ville, ou dans la ville voisine. Amina, à Paris, évoque ainsi son quartier, Montmartre, comme un quartier « coupé en deux » : « On a le Montmartre du haut et celui du bas. En bas les magasins « exotiques », en haut la fromagerie. Et bien moi, j'adore le fromage, et je suis désolée qu'il n'y ait pas de fromagerie dans le quartier. On est vraiment coupés en deux et je trouve ça dommage ».

À Cambrai, on retrouve la même comparaison entre le territoire du quartier et celui d'un extérieur mieux loti : le centre-ville. L'exemple est donné de la gestion des terrains et des parcs publics : « il y a des jeunes qui traînent le soir, il était question de fermer à clef, mais cela suppose que quelqu'un vienne à chaque fois » ; « Et bien, là bas, dans le centre ville, il y des appareils de gym, des choses pour les enfants, et tous les jours ils viennent ouvrir et fermer. C'est peut être parce que c'est le centre ville, c'est privilégié... ». À Audincourt, Yvette va même plus loin lorsqu'elle parle des décorations de Noël qui n'arrivent pas jusqu'à son quartier : « Dans notre quartier, aux Forges, il n'y a rien. Rien à Noël par exemple. À Audincourt, le centre-ville est joli et tout est illuminé. Là, il n'y a pas

de lumières. C'est comme si, nous, on était dans le tiers-monde... On paie nos impôts, comme tout le monde. Nous, on veut être traités pareil que dans le centre-ville ».

Ce cadre de vie dégradé, comparé aux situations voisines, peut donner envie de partir. À Paris, à la Maison Bleue, l'animatrice demande au groupe de jeunes présents s'ils se voyaient toujours dans le quartier dans cinq ans. La première réponse fuse : « Non, pas du tout ». Les autres semblent acquiescer. Lorsqu'ils développent, le groupe de jeunes évoque notamment la saleté dans le quartier, des vendeurs à la sauvette, la consommation de drogue dans l'espace public...

Dans les QPV

40%

jugent leur situation
« moins bonne que la moyenne »,
face à 18 % en moyenne
en France

Baromètre d'opinion — Les Français dans leurs quartiers,
ANRU — Harris Interactive, 2022.

**« Un ras-le-bol général » :
indignité et manque de considération**

Ces écarts entre les quartiers de considération par l'action publique sont interprétés comme un abandon, comme l'indique Fatima, à Marseille : « Dans le 14^e arrondissement, on est vraiment abandonnés ».

« On nous a laissés là, entre l'autoroute et le chemin de fer. »

— Souad —

Que ce soit dans les écoles, que ce soit dans les quartiers, que ce soit dans les bâtiments... ». Constat reproduit par Souad, une autre femme du quartier : « Avec tout ça, on se dit qu'on est abandonnés. On est dans une petite île en fait, qui s'appelle Le Canet. On nous a laissés là, entre l'autoroute et le chemin de fer ». Même écho de la part d'une participante à la rencontre parisienne : « Pour les élus de l'arrondissement, tout ce qui est de l'autre côté du boulevard, c'est comme si ça n'existait pas. On est un peu abandonnés ».

Ce sentiment d'abandon par l'action publique s'ajoute aux difficultés économiques des habitant-es de ces quartiers. De cette situation découle un sentiment d'indignité, comme le résume Fabrice, à Mulhouse : « Ce que la société montre à ces gens, c'est qu'ils sont en échec. Et quand on est en échec, c'est difficile de se mobiliser ».

**« Les gens qui sont en colère,
c'est au-delà des charges,
c'est un ras-le-bol général de ce
qu'il se passe dans le quartier. »**

— Safia —

En réponse à ce sentiment, à travers leurs actions concrètes en termes de logement, d'aménagement, de propreté, c'est bien pour leur dignité que les habitant-es s'engagent. Lorsqu'elle entend que le collectif est parvenu à mobiliser 300 personnes dès sa première rencontre, Virginie, l'animatrice de la rencontre de Sevrans, lance « Dès que ça touche au porte-monnaie... ». Safia, qui a participé à ce collectif, la coupe : « Franchement, ce n'est même pas que le porte-monnaie, c'est que les prestations ne suivaient pas. On n'avait plus de gardien, plus de services publics dans le quartier, plus de jeux pour les enfants, des problèmes de sécurité. Les gens qui sont en colère, c'est au-delà des charges, c'est un ras-le-bol général de ce qu'il se passe dans le quartier ». La mobilisation contre le bailleur est une mobilisation pour la justice et pour la dignité : ce « ras-le-bol général » est motivé par le sentiment de ne pas être pris en compte, entendus, par les institutions locales, que ce soit les bailleurs, les écoles ou les pouvoirs publics.

Quelques mots pour finir

Malgré les efforts de la politique de la ville et des rénovations urbaines, les quartiers prioritaires ne sont, généralement, pas en voie de rattraper le reste des territoires nationaux. Qu'il s'agisse du logement ou de l'espace public, les situations sont souvent dégradées, parfois critiques. Cette évolution est vécue comme une injustice sociale. Le regard des habitant-es sur leur quartier est ambivalent : des constats très graves sont portés sur leur situation, et dans le même temps ils expriment une certaine fierté autour de la convivialité et de la solidarité.

L'envie de défendre le quartier face à l'image médiatique et politique qui peut en être faite et l'envie de partir se retrouvent dans les discussions, parfois exprimées par les mêmes personnes. Séverine, habitante du 18^e arrondissement de Paris, résume ces deux versants : « Pour résumer : d'un côté, on est fiers, mais de l'autre, on s'imagine pas forcément être encore là dans cinq ans. Quand on pense à la question de l'engagement, ça veut dire qu'on s'engage à la fois pour contribuer aux éléments de fierté et pour lutter contre tous les problèmes, tous les éléments qui nous révoltent ».

**PROBLÈMES
DES JEUNES,
JEUNES À
PROBLÈMES**

Introduction

La thématique des «jeunes» apparaît très régulièrement dans les propos exprimés par les habitant-es. Leur âge n'est jamais clairement défini, ils sont cette génération qui cumule stigmates et discriminations. Leur situation suscite de l'inquiétude face au manque de perspectives qui s'offrent à eux, au décrochage scolaire, au désœuvrement. Face à ce constat, de nombreux témoignages évoquent la présence des trafics qui semblent leur offrir des solutions à court terme et dont ils sont les premières victimes à long terme. Ils mentionnent les trajectoires de certains-es d'entre eux et elles vers la délinquance ou des comportements à risque.

Pour les habitant-es, l'avenir de ces jeunes est l'affaire de tous. Le rôle des parents est sujet à débat, entre celles et ceux qui pointent du doigt le manque de responsabilité ou d'autorité de certain-es et les autres qui évoquent des situations de parents «dépassés» qu'il s'agirait d'accompagner. Les institutions en contact avec ces jeunes sont également critiquées, que ce soit le monde de l'école, des loisirs, du travail. Elles sont vues comme étant au cœur d'une société qui, génération après génération, pousse une partie de sa jeunesse vers l'échec. Pour lutter contre ce sentiment de fatalité, certain-es s'organisent, au premier rang desquelles les mères. Les jeunes eux-mêmes se mobilisent. Leurs revendications sont multiples. Ils expriment souvent l'envie d'organiser des événements pour tout-es les habitant-es du quartier, ou encore de disposer d'un lieu pour pouvoir être eux. Ils s'engagent également pour la défense de leurs droits, pour un meilleur accompagnement vis-à-vis de l'école et de leur orientation, et, enfin, pour être mieux considérés et écoutés dans le débat démocratique.

Un quotidien rythmé par l'ennui et le manque de perspectives

Le désœuvrement : «On est là, et on ne fait rien»

Le désœuvrement est un des premiers problèmes mentionnés par les habitant-es, et particulièrement par les jeunes eux-mêmes lorsqu'ils évoquent leur vie dans les quartiers populaires. Lors d'une rencontre à Outreau, l'animateur décide de former des petits groupes pour faciliter la discussion. Les six jeunes présents s'installent autour d'une même table, avec trois adultes. Dans cette configuration, la parole se libère, et les jeunes échangent sur l'ennui, qui les amène à «traîner» dans le quartier. Trois d'entre eux prennent la parole : «Il n'y a rien à faire. On est là, tous les jours, ensemble, et on ne fait rien». L'animateur rebondit : «Qu'est ce que vous voudriez?», «Des trucs simples, un terrain de pétanque, du foot, ou encore mieux, un terrain pour faire de la moto! Le city-stade aujourd'hui, il n'est plus en état». «Et du coup, quand vous ne faites rien... vous faites quoi?». «On traîne en bas du bloc, on discute, on crie des fois, des fois on se bagarre un peu pour rigoler. Et ça ne plaît pas aux voisins, et ils descendent. Nous on ne veut pas leur parler, alors voilà, des fois on s'insulte un peu».

Ce constat de l'ennui chez les jeunes est partagé par bon nombre d'habitant-es, qui évoquent la nécessité de développer plus

d'activités. «Ce n'est pas une vie, toute la journée à la maison, ils n'ont rien, nous, on vivait mieux qu'eux» résume Souad, de Marseille, secondée par Fatima : «Les jeunes de maintenant, les petits, ils n'ont rien à la base. Pas de jardin. Ils ont peur d'aller au terrain donc ils restent enfermés». Marie, à Allonnes, va dans ce sens : «On aimerait qu'il y ait beaucoup plus d'activités pour les enfants, les jeunes, c'est ce qui manque à Allonnes». Même son de cloche à Avon,

«On traîne en bas du bloc, on discute, on crie des fois, des fois on se bagarre un peu pour rigoler. Et ça ne plaît pas aux voisins, et ils descendent.»

— Un jeune lors d'une rencontre à Outreau —

pour Sylvie : «Ils n'ont rien à faire, pas d'espace pour dépenser leur argent. Dans le quartier il n'y a rien, heureusement qu'il y a l'association dans la semaine, mais le week-end, qu'est-ce qu'ils peuvent faire? À part se réunir dans les entrées, pour eux, il n'y

«Ce n'est pas une vie, toute la journée à la maison, ils n'ont rien, nous, on vivait mieux qu'eux.»

— Souad —

a rien». Les nouvelles occupations numériques de ces jeunes constituent une autre explication de ce désœuvrement. Fatima,

à Marseille, explique ce qu'elle pense de ce changement de génération: «Nous, on jouait aux billes, vélo, cartes, dinette... Maintenant, c'est tout électronique, téléphone, jeux. Mais du coup ils voient des choses, ils jouent à des choses, ils sont beaucoup trop jeunes. Comment tu peux laisser ça à tes enfants? Les jeux où ils tuent des gens! Après ils connaissent toutes les armes, voilà. Mais je vois bien mes amies qui me disent "c'est pour qu'il me laisse tranquille, sinon il va me dire qu'il veut sortir". Mais ce n'est pas une solution, je suis désolée».

Face au décrochage scolaire

Lieu important dans le parcours des jeunes, l'école est pointée du doigt pour ses limites. De nombreuses voix dénoncent le problème de leur orientation, comme celle de Sylvie, à Avon: «Il y a un manque de suivi des jeunes. Ils arrêtent le collège et après ils sont livrés à eux mêmes, personne ne vient les voir. Il n'y a pas d'éducateurs de rue comme dans d'autres quartiers. Les jeunes n'ont peut-être pas assez de formation et de renseignements. Ils n'ont pas d'orientation». Irène, au Bouscat, évoque le même problème: «Après la fin du secondaire, les ados du quartier sont laissés à eux-mêmes et ça part dans tous les sens. Ce sont des adolescents, moi je pense qu'ils sont perdus». À ses côtés, Léna, jeune du quartier, acquiesce: «Je pense qu'on devrait plus les suivre et dans ces périodes là qui sont très importantes: fin du collège, fin du lycée. Il faut leur faire découvrir d'autres choses». L'école est aussi le lieu de construction d'un parcours de vie, et d'une identité au sein de la société, dans le rapport aux autres et à l'institution. Dans ce contexte, les notes, les diplômes, ont un poids réel et symbolique important: ils sont vécus comme une possibilité de s'en sortir. Certains parents, particulièrement des mères, témoignent ainsi de leur engagement en tant que pa-

rents d'élèves ou dans les espaces d'aide aux devoirs pour mieux accompagner leurs enfants. À Avon, Muriel évoque cette situation: «J'ai une fille qui est au CP et moi, il y a des choses qu'on fait à l'école que j'ai carrément oubliées. Alors, l'aide aux devoirs, c'est l'occasion de rafraîchir ma mémoire. Ça va m'aider dans les études de

«Il y a un manque de suivi des jeunes. Ils arrêtent le collège et après ils sont livrés à eux mêmes, personne ne vient les voir.»

— Sylvie —

ma fille». Au-delà de l'aide concrète, ces engagements sont également un moyen de comprendre le système éducatif et de développer des réseaux en son sein, pour mieux aider et accompagner les enfants. C'est le cas pour Marie, à Allonnes: «J'ai beaucoup accompagné, les sorties, tout ça, au moment où ma fille est arrivée au CP. Ça m'avait aussi aidée à apprendre comment le système fonctionnait». Amina, à Paris, suit cette logique: «Je suis parent déléguée, j'avais le conseil de classe il y a deux jours, la maman qui m'accompagne,

← Montceuleux-Pont-Blanc, Sevrans (93)
→ Croix rouge, Reims (51)



63



62

c'est une prof, et j'apprends beaucoup d'elle. Elle m'a épaulée pendant le conseil de classe». Enfin, Aïcha, à Allonnes, évoque sa rencontre avec un professeur: «Moi, la grande, comme c'était une grande dyslexique, c'est même grâce à son prof de français que j'ai pu trouver une orthophoniste [...] Je ne sais pas pour les autres, mais les profs, ils sentent que les parents sont là, ils accompagnent».

Si l'école concentre autant l'attention des parents, c'est aussi pour les aider à s'en sortir, face au manque de perspectives professionnelles et à l'avenir souvent bouché des jeunes de quartiers populaires. Dans la grande majorité des cas, les inégalités scolaires se reproduisent, même si les politiques publiques valorisent certain-es, qui constituent en réalité une infime minorité parmi les plus méritant-es. Dans ce cadre, l'échec scolaire est facilement interprété comme un échec personnel. C'est pourquoi à Nancy, Muriel tient à rappeler la différence entre un bulletin scolaire et l'identité des jeunes: «Ils ont des mauvaises notes et ils se disent "on est comme ça". Moi je dis toujours aux jeunes même quand tu as eu un 2 à l'école, cette note ne te définit pas. C'est juste que tu n'as pas compris la leçon. Il faut être fier de ce que l'on est, c'est

« Je pense qu'on devrait plus les suivre et dans ces périodes là qui sont très importantes: fin du collège, fin du lycée. Il faut leur faire découvrir d'autres choses. »

— Léna —

tout». Mariette et Farah évoquent cette même question: «Si il y en a qui ne veulent pas faire d'études, ce n'est pas forcément un problème. Ce n'est pas grave d'avoir un zéro. L'important c'est le comportement: un zéro ça se rattrape, avoir zéro en comportement, ça te suit toute ta vie. Je préfère faire attention au comportement». L'école, enfin, c'est aussi le lieu des rencontres, bonnes comme mauvaises. Les jeunes de Sevran en sont bien conscients, comme le dit Toufik: «Des fois, tu peux être très bien éduqué, mais il y a le groupe, il y a l'engrenage. Ton enfant, il est plus à l'école que chez toi, donc il fréquente ses amis. Ça part de ça aussi...». Au Bouscat, Marie dit la même chose: «Il y a des amis qui entraînent d'autres. Et parfois, quand ils sont déjà ados et à un certain âge, ils sont beaucoup plus influencés par des amis que l'éducation reçue».

« Le mélange s'arrête aux portes de la primaire »

Quand le sujet de la mixité sociale est abordé avec les parents, ceux-ci constatent que l'école est le lieu où se reproduit la séparation entre groupes sociaux, dès le collège, parfois dès la primaire. À Allonnes, deux quartiers différents se font face, séparés par l'avenue du général de Gaulle, la rue principale de la ville. L'un est plus aisé, l'autre plus populaire. Lorsqu'une habitante évoque l'idée que, entre les deux quartiers, «Tout le monde se mélange, il n'y a pas de distinction», Tony, assis à côté d'elle, relativise: «Vis-à-vis des écoles, ça ne se mélange pas. Ceux qui habitent dans le quartier d'en face, ils ont leur collège, leurs enfants ne mettent pas les pieds ici».

À ce sujet, les parents observent des changements entre leur génération et celle de leurs enfants. Ils constatent autour d'eux des orientations vers le privé ou des choix stratégiques pour contourner la carte scolaire et ainsi éviter l'établissement de secteur. Amina, du quartier de la Porte Montmartre à Paris, développe ce sujet avec ses mots. «Le problème de mixité sociale, ça m'alerte. C'est évident, c'est flagrant! Le mélange s'arrête aux portes de la primaire. En maternelle, ça ne les dérange pas que les gamins soient mélangés. Mais à l'école, c'est là où on voit les enfants partir dans le privé. Ça m'a sauté aux yeux lorsque j'ai rencontré les parents à la rentrée: je demande aux parents pourquoi nos filles ne sont plus dans la même classe. Ils me répondent «Ça m'arrange au niveau des horaires». Ils ne disent pas que c'est parce qu'ils veulent pas du mélange. Mais tu comprends. Et ça fait mal».

Dans d'autres cas, les personnes autour de la table expliquent avoir elles-mêmes choisi de mettre leurs enfants dans le privé, à l'image de Salima, à Marseille. Cette jeune mère sait l'injustice qu'implique ce choix vis-à-vis des familles qui ne peuvent pas payer les frais de scolarité. «On vit dans le quartier, mais mes enfants, ils ne le

connaissent pas. Ils ne descendent jamais au stade. Mes trois enfants sont dans le privé, c'est dommage mais c'est comme ça, l'école publique ne vaut rien. On doit donner plus de 2 000 euros par an pour les enfants. Comment ils font, les autres? Pour eux aussi, l'école ne vaut rien...».

« Je demande aux parents pourquoi nos filles ne sont plus dans la même classe. Ils me répondent «Ça m'arrange au niveau des horaires». Ils ne disent pas que c'est parce qu'ils veulent pas du mélange. Mais tu comprends. Et ça fait mal.»

— Amina —

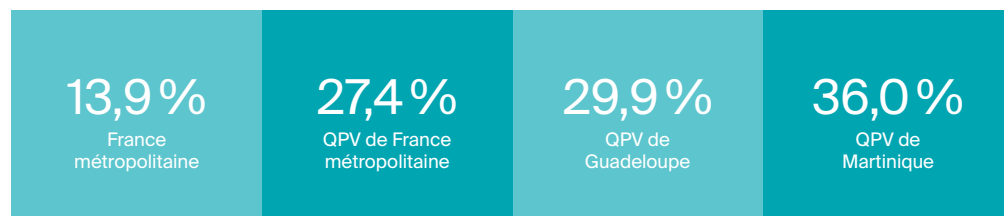
Pourtant le privé n'apporte pas nécessairement de garanties de réussite. Au contraire, les formes de stigmatisation que vivent les élèves peuvent amener à des replis sur soi, voire des abandons. Fatou raconte: «Mes enfants sont partis dans le privé, au lycée Thiers. Ils se sont fait dénigrer. Sur les six du quartier qui y sont allés, il n'y a que mes deux filles qui sont restées, parce que je me suis battue. Mes enfants subissaient du racisme, même de la part des professeurs! Je me suis battue, ils ont eu leur bac, ils sont partis».

64



Source: Les lycéens des quartiers prioritaires dans l'enseignement supérieur: une orientation moins ambitieuse, essentiellement attribuable au cursus scolaire, ONPV, 2019

Part des 16-25 ans non scolarisés et sans emploi



Source: Insee, estimations démographiques issues du recensement 2019

65



Les habitant-es s'engagent ! Expérimentation de mixité sociale au collège



Paris

La perte de la mixité sociale dans les établissements scolaires n'est pas nécessairement une fatalité. À Paris, une expérimentation a été menée dans le 18^e arrondissement, tout près du centre social de la Maison Bleue et du quartier Porte de Montmartre.

Deux collèges du secteur, pourtant très proches géographiquement, recevaient jusque-là des enfants de milieux sociaux opposés. Les établissements ont aujourd'hui mis en place un système de « montée alternée » : une année, tous les enfants concernés par ces deux collèges qui arrivent en 6^e vont dans un des deux établissements ; l'année suivante, c'est l'inverse. Cette expérimentation a d'ailleurs été mise en place dans d'autres quartiers parisiens, mais aussi ailleurs, à Toulouse par exemple⁶.

Lorsque Souad raconte cette expérimentation aux autres habitant-es du quartier, elle est enthousiaste : « Le collectif qui a défendu ce projet s'appelle Apprendre ensemble. Ils m'ont raconté leur histoire, qui ressemble beaucoup à ce que je vois avec mes enfants : un soir, un gamin rentre de l'école en disant à son père "Papa, l'année prochaine, pourquoi je ne suis pas dans le même collège que tout le monde". Son père découvre que parmi les amis de son fils, nombreux sont ceux qui partent, grâce à des options, dans d'autres collèges publics, ou même dans le privé. Le collectif est parti de ce constat, de parents qui disaient : "Je fais partie de ce secteur-là, je reste dans ce secteur-là." ».

Dans leur entourage, la nouvelle passe difficilement : « J'étais aux réunions au

début, même si ça concerne pas directement mon secteur, je voulais aider ce collectif. C'est dur de voir frontalement des gens qui ne veulent pas. Il faut savoir que les gens sont prêts à dépenser des centaines d'euros pour être juste sur la rue d'après pour être sûrs d'être dans le "bon" collège de secteur. Les gens du haut ne voulaient pas se mélanger avec les gens du bas. J'ai une copine qui m'a dit que c'était horrible, "on ne veut pas se mélanger avec ces gens-là, on a acheté des appartements à je sais pas combien de millions et on va pas se retrouver avec ces gens-là". Ces gens-là, c'est qui ? C'est dur quand même ».

Par la suite, tout un travail a été mené, pour obtenir gain de cause. « Le collectif a trouvé des alliés au sein de la mairie du 18^e arrondissement, qui est assez ouverte sur cet enjeu. Un élu notamment portait beaucoup cette question de mixité. Donc cette expérimentation a eu lieu. Beaucoup de gens se sont plaints, mais aujourd'hui, vu que ça porte ses fruits, la carte scolaire est en train de bouger pour que cette mixité se fasse vraiment plus naturellement ».

Le trafic dans la vie des jeunes et des quartiers

Que ce soit des formes de désœuvrement, des situations d'échec scolaire ou encore le manque de perspectives professionnelles, tous ces processus nourrissent une fragilité chez les jeunes de quartiers populaires, et un pessimisme vis-à-vis de l'avenir. Le deal, évoqué d'une manière ou d'une autre par

« C'est un non-choix. Quand on est dans cette difficulté, ne pas se laisser tenter par cette direction, c'est compliqué. »

— Fabrice —

les participant-es de tous les quartiers, peut alors apparaître comme une solution aux retombées économiques directes. Rachida, à Mulhouse, expose cette réalité : « Le gamin qui va faire du deal, ce n'est pas par choix. Quand il rentre, il voit sa mère se casser le dos pour un minimum et malgré ça elle n'arrive pas à subvenir à leurs besoins. Il est mal de voir sa mère comme ça. En face, les grands sont là, ils lui proposent de l'aider. Alors, à votre avis qu'est ce qu'il fait ? ». Fabrice conclut : « C'est un non-choix. Quand on est dans cette difficulté, ne pas se laisser tenter par cette direction, c'est compliqué ». D'autant plus que la solution trouvée dans le trafic semble, aux dires d'une participante à Marseille, plutôt rentable à court

terme : « Le petit, il devait avoir 14 ans, il m'a dit "ce que tu gagnes en un mois je pourrais le gagner en un jour". Je suis restée bouche bée. Après il va s'acheter son pantalon à 100€, sa paire de baskets à 300€, moi je ne peux pas faire ça, donc je ne lui donne pas tort. Et les parents ensuite, ils me disent qu'ils ne sont pas au courant, mais en réalité ils ferment les yeux ».

Les habitant-es évoquent ces trafics et leurs impacts sur la vie dans leurs quartiers. Les situations de délinquance semblent s'aggraver. C'est ce qu'exprime de manière crue Mourad, un jeune du quartier Montceuleux-Pont-Blanc, à Sevran : « Aujourd'hui tu peux voir des enfants à 12 ans, qui guettent ou vendent de la drogue, ou des jeunes de 13 ans qui boivent de l'alcool ».

En ce 11 juin 2022, à Allonnes, le petit groupe d'habitant-es réuni pour échanger sur la situation dans le quartier aborde le problème des jeunes qui font « le bazar » comme dit Micheline. Feux d'artifices la nuit, bruits de scooter la journée, trafic en bas des

« Le petit, il devait avoir 14 ans, il m'a dit "ce que tu gagnes en un mois je pourrais le gagner en un jour". Je suis restée bouche bée. »

— Une habitante de Marseille —

immeubles. Autour de la table, toutes et tous ne semblent pas partager ce même constat. Néanmoins, lorsque l'animatrice lui demande, en fin de réunion, de récapituler ce qui serait, pour elle, la priorité dans le quartier, elle enfonce le clou : « La priorité pour moi dans le quartier, c'est des jeunes qui font moins le bazar. Ce qu'ils font, les trafics, tout ça, ça ne me regarde pas, c'est leur problème. Mais qu'ils respectent un peu les habitants ! ». Au Bouscat, une bonne partie de la rencontre porte sur la situation des jeunes. Patrick évoque ce qu'il voit dans le quartier : « Oui, j'ai connu la chose.

Il faudrait pouvoir montrer que la résidence, ce n'est pas que ça, mais malheureusement, au niveau du Champ de Courses, on retrouve tout un tas de choses dans les buissons... ». Oscar fait lui le déroulé de ce qu'il a pu voir en habitant depuis si longtemps dans le quartier : « Ils sont en bas de la résidence, à 2 heures du matin, à vendre de la beuh, du haschich. Forcément, nous on est réveillés avec les aller-retours des voitures. De les voir et de les entendre courir dans les cages d'escalier à ces heures-là, d'uriner aussi, on a envie de leur mettre un coup de pied aux fesses ».

Les jeunes, premières victimes de la violence

68

La présence du trafic dans les quartiers s'articule à un climat de violence qui fait courir un risque aux habitant-es, et aux jeunes du quartier en premier lieu. Patrick et Oscar, au Bouscat, en ont bien conscience : « On voit des enfants qui se courent après avec des couteaux. C'est choquant pour un adulte, mais c'est choquant pour un enfant. Et ma fille a assisté à ça. Elle avait dix ans ». « C'est surtout entre eux qu'ils ne sont pas tendres. Certains se prennent pour des caïds, c'est très conflictuel ». Emma a 33 ans et a grandi aux quatre Tours, à Villepinte. Après un passage de cinq ans à Paris pour ses études, elle est revenue vivre dans son quartier. Elle est triste de toujours devoir faire les mêmes constats : « Il y a eu un incendie volontaire dans l'ascenseur ; un jeune s'est fait rouer de coups en bas de chez moi. Je suis découragée ». À Marseille, beaucoup remarquent l'arrivée des armes, notamment des armes à feu. Fatima raconte, la voix émue : « Avant c'était plus cadré, et ça tirait pas à tout va, même si il y a avait déjà la drogue qui circulait. Aujourd'hui, ce ne sont plus les parents qui s'en vont, c'est les parents qui enterrent leurs enfants. Et puis c'est plus jeune, ce sont des petits jeunes de 13, 14 ans que tu

retrouvés dans le quartier, à faire le deal... ». Farida rebondit : « Dernièrement, une fille a dîné chez sa mère. Elle est sortie à minuit et s'est fait tirer dessus. Des balles perdues, et elle se retrouve à l'hôpital. La première base, pour sauver le quartier, c'est d'agir sur ça ».

« Avant c'était plus cadré, et ça tirait pas à tout va, même si il y a avait déjà la drogue qui circulait. »

— Fatima —

De cette situation naît aussi la peur d'aller se confronter à ces jeunes lorsqu'ils posent problème. Pourtant, pour Oscar du Bouscat, c'est fondamental : « Nous les adultes, on doit leur dire : "ce que tu fais, c'est pas bien ; ce que tu fais, c'est bien"... faut pas hésiter ». Mais les histoires et les témoignages circulent, et la peur s'installe. Il ajoute : « Mais je comprends aussi qu'on puisse avoir peur de parler à ces jeunes gens qu'on connaît pas forcément.



↑ Grand Canet, Marseille (13)
↓

69



Quand on connaît les parents c'est plus simple: "ah, c'est le fils d'un tel... Je vais aller voir son père". Et puis ils s'arrangent dans la famille, moi je ne suis pas là pour les éduquer». Ce père de famille d'Allonnes raconte: «On m'a dit de ne pas leur parler, de ne pas aller les voir, que j'allais me faire attaquer par un couteau... Bon après je ne sais même pas si c'est déjà arrivé à Allonnes». Une autre personne raconte que «La personne qui s'occupe du syndic s'est

déjà fait agresser, parce qu'elle a voulu aller voir ces jeunes». Pour celles et ceux qui connaissent mieux ces jeunes, l'interaction est plus facile, mais pas pour autant plus efficace, comme l'indique Fatima à Marseille: «On les connaît de toute façon parce qu'on les voit pratiquement tout le temps. Ils comprennent ce qu'on dit mais au final ils font ce qu'ils veulent. Il y a le réseau et ça, ça va être dur d'agir dessus. Mais au moins ils respectent les gens».

Une « mauvaise image » qui colle à la peau

Le terme indéfini de «jeunes de quartier» vient coller à la peau de tou·tes les habitant·es du quartier qui pourraient, de près ou de loin, correspondre à cette catégorie, avec tous les stigmates qui y sont associés. Alors que la discussion tourne autour de la délinquance sur le quartier, Toufik, 19 ans, exprime son ras-le-bol: «On en a marre. Dans la tête des gens, c'est toujours nous qui cassons tout, qui faisons ci, qui faisons ça. Le bordel, c'est nous».

« Pour beaucoup de monde, notre quartier, c'est l'endroit où les racailles vivent. Moi c'est pas ce que je vois tous les jours, je vois un quartier convivial et chaleureux. »

— Sarah —

Cette image de la délinquance juvénile va jusqu'à définir le quartier vis-à-vis de l'extérieur, comme l'indiquent Sihame et Iris, dans la petite salle de l'association Couleurs terrasses, à Avon: «Les jeunes donnent une mauvaise image de tout ce qui pose problème sur le quartier, les petits trafics, tout ça». Les jeunes autour de la table acquiescent: ils connaissent la réalité de ce stigmate et ils ne se reconnaissent

pas dans cette image. Manel, 14 ans, a vu des parents d'élèves de la ville voisine de Fontainebleau s'inquiéter: «Beaucoup de personnes de Fontainebleau ont peur. J'ai des amis dont les parents refusent de les laisser venir ici parce qu'ils craignent plein de choses... Alors qu'il n'y a rien! Je vis ici moi, je connais!». Sarah, de 3 ans son aînée, résume ce sentiment d'injustice face à l'image du quartier: «Pour beaucoup de monde, notre quartier, c'est l'endroit où les racailles vivent. Moi c'est pas ce que je vois tous les jours, je vois un quartier convivial et chaleureux». À Mulhouse, Farrah partage ce sentiment: «On nous stigmatise, on dit que dans nos quartiers, il n'y a que la drogue, il n'y a que de la violence. Non, il y a des gamins qui ont réussi, qui ont été à l'université, qui ont été plus loin que ça. Il n'y a pas que du négatif sur le quartier».

L'avenir des jeunes: l'affaire de toutes et tous

Le rôle des parents dans l'éducation de leurs enfants est un des premiers éléments apportés et fortement débattus dès que les discussions tournent autour des problèmes liés à la jeunesse. À Mulhouse, Mariette évoque ce qu'elle considère comme un manque de responsabilité parentale: «Quand tu vois un enfant faire des conneries, que tu vas voir les parents pour leur en parler, c'est jamais leur enfant, c'est toujours les autres. Les parents doivent prendre leurs responsabilités et ça ira beaucoup mieux dans tous les quartiers». D'autres parents évoquent cette impression d'un laisser-aller, qu'ils comparent avec leur propre vécu, comme le dit Patrick, au Bouscat: «Il y a des parents dans la résidence, ils laissent leurs gamins du matin au soir... Alors, je sais pas si c'est moi qui

suis devenu un vieux con, mais ma fille elle ne sort pas à 22h ou quoi». Maider, une femme d'une cinquantaine d'années, qui a jusque-là peu pris la parole, prend sa suite: «Il faut pas chercher trop loin. Ce sont les parents qui en premier font l'éducation des enfants. Et il y a beaucoup de parents qui laissent trop faire».

À Sevran, le petit groupe de jeunes aborde ce sujet de l'éducation quand l'animateur leur demande: «Qu'est ce qui fait selon vous que ça a évolué?» Les réponses fusent: «Peut-être que la génération d'avant éduquait mieux? Je vois les enfants, ils ont des iPhone 12, ils sont dehors, ils vendent... Les parents ils ne suivent pas. La génération d'aujourd'hui, on dirait que ce sont les parents qui ont peur des enfants! J'ai entendu des enfants mal parler à leurs parents...».

« Il faut un village pour éduquer un enfant »

Lors de la rencontre du Bouscat, la seule jeune dans la salle du centre social, Léna, marque quant à elle son désaccord avec l'avis presque unanime des gens autour de la table qui ciblent les parents: «Il y a des

parents qui sont dépassés et on ne peut pas les pointer du doigt, pointer l'éducation qu'ils ont donné à leurs enfants. Il y en a qui sont dépassés par ce que leurs enfants font». À Mulhouse, la discussion tourne



72

**« Il y a des parents qui
sont dépassés
et on ne peut pas les
pointer du doigt. »**

— Léna —

autour de l'impact de la précarité économique sur la parentalité : « Il y a beaucoup de personnes qui ne savent pas comment arriver à la fin du mois, qui n'arrivent pas à s'en sortir. Ils sont atteints dans leur dignité. Demander à une famille dans la précarité de suivre les enfants convenablement, c'est pas possible : les enfants, ils n'ont pas le droit à la culture, ils ne peuvent pas sortir, ils ne partent pas en vacances. Ils n'ont rien. Il faut commencer par restaurer le droit des personnes à vivre dignement ».

À Sevran, les jeunes remarquent un repli sur la relation parent-enfant : « Avant, tout le monde éduquait, le tonton, le voisin, il nous disait "fais pas ci, fais pas ça". Aujourd'hui, tout le monde se dévisage, les enfants disent "t'es qui pour me parler" et les parents "ne parlez pas comme ça à mon enfant!", comme si leur enfant était au-dessus de tout le monde. Moi, je pense que l'éducation ça passe aussi par les parents des autres, de tout le monde ».

Ce modèle éducatif très exclusif peut enfermer et culpabiliser les parents. Les participant-es souhaitent qu'ils soient mieux accompagnés, car ceux-ci peuvent aussi être en difficulté. À Mulhouse, quand elle entend qu'il faudrait que les parents s'occupent mieux de leurs enfants, Rachida réagit : « Il faut sensibiliser les parents, mais il faut aussi les faire participer à des groupes où ils puissent échanger, comme aujourd'hui. À l'école par exemple ». À Marseille, Fatima évoque l'idée de réunir les parents du quartier : « Il faudrait organiser une réunion, que les parents qui en sentent le besoin viennent, même moi je pourrais en discuter avec eux hein. Les aider, parce que je pense qu'ils sont mal dans leur peau de voir leurs enfants comme ça ».

Pour les enfants, beaucoup évoquent le souhait d'un accompagnement plus large,

qui ne repose pas que sur la responsabilité parentale. L'expression populaire « Il faut un village pour élever un enfant » a ainsi été reprise par Fabrice, à Mulhouse, pour créer un groupe de parents : « C'était le nom de notre groupe au départ : il faut tout un quartier pour éduquer un enfant ». Les participant-es évoquent l'idée d'un accompagnement plus constant, comme le dit Fatima, à Marseille : « Il faut être constamment avec eux, qu'ils soient entourés, qu'ils puissent se sentir en sécurité avec des personnes plus âgées qui leur expliquent, tout doucement ». En dehors de l'école, c'est tout un ensemble de connaissances, associatives, familiales, qui peuvent aider les jeunes. Comme l'indique Samira, à Avon : « Il faut aller les voir, nous, on les connaît, ou les voisins, ou des médiateurs, quelqu'un avec qui ils se sentent de parler. Il faut de la confiance ».

Les voisin-es plus âgé-es peuvent également être d'un grand recours pour les jeunes. Dans plusieurs rencontres, l'idée d'un travail inter-générationnel fait son chemin. À Allonnes, le groupe de femmes défend cette idée : « Ce serait bien de mettre ensemble les anciens et les jeunes, de faire des relations entre les deux. C'est aussi à nous d'aller vers eux ». À Reims, la deuxième rencontre « paroles d'habitant-es » rassemble spécifiquement un groupe de jeunes lié aux projets jeunesse de la Maison de quartier et quelques personnes âgées. Tout le monde se félicite de ces échanges entre générations, avec des jeunes « vraiment à l'écoute des aînés » et intéressés par la transmission de l'histoire du quartier, comme l'indique Léo, animateur jeunesse.

**« Avant, tout le monde éduquait,
le tonton, le voisin, il nous disait
"fais pas ci, fais pas ça".
Aujourd'hui, tout le monde
se dévisage. »**

— Des jeunes de Sevran —

À Nancy, Brigitte propose même une ma-raude de mamans : « On pourrait faire ça avec les autres mamans. Une semaine moi,

73



**« Il faut aller les voir, nous,
on les connaît, ou les voisins,
ou des médiateurs, quelqu'un
avec qui ils se sentent de parler.
Il faut de la confiance. »**

— Samira —

une semaine Souad, Nathalie... on pourrait faire le tour de la cité, aller voir ces jeunes...

On pourrait créer ça : faire des maraudes ». Ces idées pour mieux accompagner les enfants et leurs parents sont autant de moyens de voir différents parcours se confronter à d'autres réalités. Au Bouscat, Marc approuve l'idée : « Le truc c'est de montrer à des enfants que la vie d'un enfant, c'est de partager des choses, faire des choses... Et c'est ça qui permet qu'ils se laissent moins entraîner par des... — je m'excuse du terme — des petits branleurs qui vont faire les cons ».

Quand les parents veulent faire bouger l'école

Les habitant-es visent également plus directement l'école, son fonctionnement, et les conditions dans lesquelles les jeunes étudient. À Marseille, l'école du quartier du Canet rencontre de nombreuses difficultés bien connues des habitant-es. Lors de la rencontre, un problème en particulier fait l'objet d'échanges, et d'une proposition d'action. Souad l'expose : « Il y a surtout un problème : il n'y a pas assez d'employés dans l'école. Ce n'est pas nettoyé, les toilettes, les salles de classe. Et les repas le midi, ça fonctionne mal. Ils ont fermé l'école avant les vacances parce qu'il n'y avait personne pour nettoyer. Nous on demande juste une école propre et que ce soit fini avec le manque de personnel ». Comment agir sur cette situation ? Le débat est lancé. Une habitante d'un autre quartier prend la parole pour évoquer les actions dans son quartier : « Dans mon quartier, je n'ai pas eu ces problèmes, mais on était solidaire. Quand on avait un problème, toutes les mamans se réunissaient, on descendait à la Mairie, et on faisait venir les élus à l'école. On a obtenu pas mal de trucs, les peintures refaites, même sur les devantures des écoles. Après, je ne sais pas comment ça se passe chez vous. Est-ce que vous arrivez à être solidaires ? ».

Des pistes sont alors évoquées par le

groupe. Fatima évoque son parcours de déléguée de parents d'élèves : « Moi j'ai été élue déléguée de parents d'élèves de l'école. Pour la cantine et le personnel, on a tenté plein de choses. On a envoyé des courriers. On est en train de monter une pétition. Qu'est-ce qu'il faut faire, bloquer, dormir dedans ? Ça on n'a pas encore fait ». Sa voisine approuve le besoin d'une action plus radicale pour faire bouger les lignes. Elle évoque une mobilisation qu'elle a elle-même initiée vis-à-vis des punaises de lit : « La maîtresse en avait parlé à une seule maman. Moi, je me suis mise devant l'école et j'ai dit "personne ne rentre". Là, d'un coup, ça a fait bouger les gens, ils me disaient "je travaille". Je leur répondais : "va travailler, laisse ton enfant rentrer à l'école, il va te ramener des punaises chez toi". Ça a fait réagir, et il a fallu ça pour qu'il y ait de la solidarité et que l'école soit traitée. Il faut des actions coup de poing comme ça, qui responsabilisent les gens, sinon ils ne se mobilisent pas ». L'animateur de la rencontre, Oscar, propose d'agir sur ce sujet avec la table de quartier, qui est l'espace de discussion des problématiques du quartier entre habitant-es au Canet : « Il faut qu'on s'empare de ça avec la table de quartier. On va faire le lien avec l'école. Vous en avez déjà parlé, le problème vient des liens

entre l'école et la mairie. La directrice de l'école veut voir la mairie. On va prendre les devants et organiser cette rencontre, pour montrer que c'est important pour nous, pour que les choses bougent vraiment. Pour préparer ça, je vous propose qu'on se retrouve le mois prochain, on fait notre prochaine réunion de table de quartier devant l'école. Et on prépare une pétition, ça vous va ? » Le groupe acquiesce : une piste a été proposée sur laquelle va désormais se tourner l'action collective.

Une autre action a été menée vis-à-vis des études, cette fois-ci à Paris. Des jeunes filles du quartier ont exposé un problème récurrent vis-à-vis de leurs études : l'absence de lieu pour travailler. Severine raconte : « Au moment où la bibliothèque était fermée, l'an passé, un groupe de jeunes filles s'est mobilisé pour que les écolier-es et les étudiant-es puissent avoir accès à un lieu pour travailler. Elles disaient "il y a une inégali-

L'école, enfin, est vue comme un lieu qui pourrait s'ouvrir aux réalités du quartier et de ce que vivent les jeunes, notamment en rapport avec le trafic. À Marseille, Fatima revient sur l'école, qui aurait aussi son rôle à jouer en étant plus active pour accompagner les jeunes, en parlant de la drogue, du deal : « Le rôle de l'école, ça devrait aussi être d'inciter les enfants à ne pas tomber dans le trafic. Nous, au collège, on parlait de sexualité, là c'est pareil, il faut parler des vraies choses. Leur montrer que ce n'est pas ça qui va les amener à grandir, mais qu'ils vont devenir plus délinquants qu'autre chose. Même au primaire hein, ils ne sont pas bêtes les enfants, ils connaissent tout ça, ils connaissent tout. Ça revient à les sauver, sauver ces enfants, ne pas les laisser, les abandonner comme ça. Il faut faire quelque chose avec la mairie, les élus, pour les sortir de là ».

**« Pour la cantine et le personnel,
on a tenté plein de choses.
On a envoyé des courriers.
On est en train de monter une pétition.
Qu'est-ce qu'il faut faire, bloquer,
dormir dedans ? »**

— Fatima —

té de fait si on doit faire une demi-heure de transport pour avoir une salle pour travailler, pour pouvoir s'isoler pour bosser, alors que dans d'autres quartiers ils peuvent s'isoler chez eux ET ils ont des salles juste à côté ». Et donc des tables de travail ont été créées comme ça ». Samira, sa voisine, explique à quel point cette action l'a touchée, elle-même étant concernée en tant que mère d'adolescents. « Moi ça me parle parce que c'est mon quotidien. J'ai une chambre pour trois enfants, quand tu dois faire les devoirs, ce n'est pas évident. Or je vois bien qu'il y a plein d'endroits en fait dans le 18^e où ils pourraient travailler. Et là, du coup, grâce à leur action, certains de ces lieux leur ont ouvert des plages horaires, avec le wifi et tout ça, pour travailler. Mes enfants vont pouvoir en profiter ».

Lorsque les jeunes se mobilisent

Génération désabusée ou génération engagée ?

Pour résoudre les problèmes des jeunes, la mobilisation des jeunes eux-mêmes est un objectif partagé par tout le monde. Mais, à entendre nombre d'habitant-es, il semblerait que ce soit un vœu pieux. Lors des rencontres, les discours sur leur manque de motivation pleuvent. À Pau, une participante précise : « Les jeunes ils sont à la maison, où ils sont avec leurs portables, ordinateurs, ils sont en train d'utiliser les réseaux sociaux ». Il est communément admis que les jeunes ne s'engagent pas, qu'ils seraient une génération désenchantée, nihiliste, connectée mais isolée dans la vie réelle, encore fortement marquée par le confinement.

Pourtant, la présence de nombreux jeunes dans certaines rencontres donne à voir une autre réalité. Les chiffres également montrent que la génération actuelle n'est pas moins engagée : une enquête réalisée pour la Fondation Jean Jaurès en 2021 met les jeunes tout en haut des catégories d'âges qui se déclarent les plus engagées, tandis que, dans une enquête européenne de 2010, les jeunes sont deux fois plus nombreux aujourd'hui qu'il y a dix ans à se dire intéressés par la politique⁷.

Reste que ceux-ci sont parfois méfiants vis-à-vis des structures organisées comme les associations. C'est ce qu'indique Léna, jeune femme de 17 ans, au Bouscat : « Oui,

ce serait bien de mobiliser des jeunes. Mais je vois aussi autour de moi tout ce qui vient des associations, tout ça, ils n'ont pas confiance, ils n'aiment pas trop. Ils préféreraient rester chez eux ».

« L'autre jour un un groupe de jeunes avait fait venir tous les candidats aux municipales qui se présentaient, il y avait pas mal de jeunes ! J'étais scotchée, j'étais la seule vieille. »

— Séverine —

À Nancy, Ahmed remarque l'absence de jeunes lors de la rencontre : « On a une réunion, c'est bien, on s'exprime par rapport aux problèmes du quartier, il manque quand même une certaine tranche d'âge ; les jeunes ». Il entame une discussion sur les conditions de leur mobilisation, qui reprend l'idée de sortir là où ils sont, et de ne pas attendre leur venue dans les locaux du centre social : « Il y aurait peut être une possibilité de faire, carrément, à l'extérieur là où il y a le semi-couvert. On peut provoquer cette rencontre à l'extérieur et même s'il y a des gens qui passent, il y a toujours



↑ Quartier Chaoué Perrières, Allonnes (72)
↓ Champs de course, le Bouscat (33)



la curiosité de savoir “il s'agit de quoi?”, “c'est qui?”, quand même c'est un moyen de s'approcher».

Par ailleurs, s'ils s'engagent, les jeunes votent peu. Cette rupture de générations se retrouve dans les échanges entre Amina et Séverine, à la Maison Bleue :

– « Je me mets à leur place moi, alors que j'ai toujours voté hein ! C'était un vrai objectif pour moi, à 18 ans, c'était le permis et le vote. Mais les jeunes de maintenant, je crois qu'ils y croient plus quoi. »

– « Mais ça ne veut pas dire qu'ils ne sont pas engagés ! Ils s'engagent autrement. L'autre jour un groupe de jeunes avait fait venir tous les candidats aux municipales qui se présentaient, il y avait pas mal de jeunes ! J'étais scotchée, j'étais la seule vieille. Et plein de jeunes qui prenaient la parole en plus, les jeunes filles par exemple qui parlaient de leurs problèmes ».

– « Oui, je me souviens. Ces jeunes, c'était un groupe de filles, elles avaient fait une liste de propositions même ! Elles appelaient ça 18 propositions pour le 18^e. »

2021

2022

 **3 jeunes sur 10**
ont donné une partie
de leur temps bénévolement
pour une association

 **44%**
ont signé une
pétition ou défendu une
cause sur internet

 **21%**
ont participé à une
manifestation, une grève ou
occupé des lieux

Les chiffres clés de la jeunesse, INJEP, 2023

Avoir un lieu pour soi, pour se rassembler

Hakim est un jeune du quartier Michelet, à Sevrans. D'abord un peu intimidé par la rencontre, il finit par parler de lui, et de son parcours, sous les demandes insistantes de sa voisine : « Dis-leur ! Dis-leur ! Bon il ne vous le dira pas, mais Hakim est champion de France de boxe. Si ! Mais il est trop modeste... ». Tout le monde se met à rire dans la petite salle de la maison de quartier. « Nan mais ce n'est pas grand-chose, il y a plusieurs catégories... »

Si Hakim est venu à cette rencontre du 4 novembre 2022, c'est pour parler d'un projet qu'il porte avec quelques amis : l'obtention d'une salle de sport pour partager sa passion de la boxe. Ils ont déjà installé du ma-

tériel dehors : « On a mis, derrière le centre social, une barre de traction, des bancs, tout ça. Et on s'entraîne entre nous. Mais là, l'hiver arrive... ». Accompagné par le centre social, il a monté une association de boxe, et il ne manque maintenant plus que la salle. Il énumère quelques éléments qui l'ont aidé à se motiver pour se lancer dans ce projet : avoir « deux, trois personnes sérieuses [avec lui] sur le long terme » ; savoir que « ça peut devenir concret, parce que si on ne pense pas que ça peut être concret, on se mobilise pas, honnêtement » ; et, enfin, son âge : « On a grandi. Depuis tout petit, on veut faire ça. Mais au début on était trop jeunes, on n'avait pas le temps. Et moi je ne me sentais pas

↓ Porte de Montmartre, Paris 18^e (75)

↓ Les Fougères, Avon (77)



« Il y a toujours des endroits pour les petits, mais les adolescents sont oubliés dans les quartiers. »

— Samir —

assez mature pour encadrer des plus petits. Maintenant je pense que je le suis».

Ils exposent le besoin de disposer d'un lieu pour eux, parfois pour du sport, parfois juste pour se voir, passer du temps entre eux et faire des activités. Comme il le dit lui-même, «C'est aussi un bon moyen de se rassembler au lieu de rester à rien faire dehors». À l'image d'Hakim à Sevrans, on retrouve beaucoup de témoignages de jeunes qui souhaitent ce type d'espace.

À Paris, le groupe de jeunes présents regrette le manque d'espace où ils peuvent se retrouver entre eux : «Le centre social est super, mais nous on n'a pas un lieu comme ça pour se rassembler, pour se poser un peu». Sihame, à Avron, propose cette idée : «Un lieu, ce serait bien, aujourd'hui on a pas grand chose. Mais un lieu qui prendrait en compte toute la richesse de nos communautés». D'autres habitant-es soutiennent ces demandes, comme Samir à Audincourt : «La première chose que je ferais, si j'avais le pouvoir de changer une chose dans le quartier, ce serait de créer un lieu pour les adolescents. Il y a beaucoup d'adolescents qui soit restent chez eux, soit ils se regroupent ensemble et ils n'ont pas de lieu à eux pour pouvoir se rencontrer, faire des choses d'adolescents. Il y a toujours des endroits pour les petits, mais les adolescents sont oubliés dans les quartiers».

la play, faire des jeux de société. C'est de ça qu'on a besoin, et c'est pour ça qu'on est là aujourd'hui».

Outre ces revendications pour disposer d'un lieu, les jeunes s'engagent pour leur quartier, pour leur avenir. Ils s'associent plutôt à des mobilisations concrètes et marquées dans le temps, dans des actions qui ont des répercussions directes sur leur cadre de vie : des groupements souvent peu structurés, dans lesquels l'action prime sur les lourdeurs de l'organisation. C'est le cas de l'organisation d'événements éphémères sur le quartier, comme des fêtes sportives, des barbecues, des rencontres entre voisins. C'est le cas également d'actions de solidarité comme des maraudes, auxquelles nombre d'entre eux ont participé, comme Mélanie à Paris, le groupe de jeunes réuni à Sarcelles ou encore pour Léna, au Bouscat, qui souhaite en mettre

une en place dans son quartier. À Allonnes, certains adultes témoignent de la solidarité dont ont fait preuve les jeunes pendant le COVID, aidant les voisin-es avec leurs courses, organisant des distributions alimentaires. Enfin, parfois, leurs actions sont plus revendicatives, à l'image d'un groupe de jeunes filles du 18^e. Séverine, habitante du quartier, raconte : «Au moment des dernières élections municipales, un groupe de jeunes filles a fait une liste : 18 propositions pour le 18^e arrondissement». Une action qui a abouti sur des revendications plus concrètes, notamment vis-à-vis de l'accès à des lieux pour étudier.

80 Les jeunes : faire pour eux, faire avec eux... ou les laisser faire ?

Lors des rencontres où la mobilisation des jeunes du quartier est évoquée, la présence des premiers concernés change la donne. Elle permet d'éviter la reproduction de certaines formes de stigmatisation. Au Bouscat, la présence de Léna, une jeune du quartier, permet de recadrer des discours stigmatisants envers des personnes qu'elle fréquente : «Ceux dont vous parlez, c'est des personnes qui ont mon âge, que je connais. Ils peuvent partir en ville mais c'est des personnes qui ne sont pas comme ça de base, ils suivent un mouvement. Il y a beaucoup de gens qui pointent du doigt, mais ce qu'il leur faut, c'est de l'aide».

Leur présence permet également de repérer leurs besoins réels, et ne pas exprimer à leur place des solutions. Car les écarts de génération sont parfois importants, comme en témoigne cette scène lors de la rencontre de Sevrans. Alors que la discussion porte sur les projets que l'on pourrait

monter pour intéresser toutes les générations, Evelyne insiste sur le fait de trouver des activités pour les jeunes. Enthousiaste, elle donne son idée : «Moi quand j'étais plus jeune avec mes amis, on adorait aller au bowling, il faudrait peut-être faire ça, organiser une sortie bowling!». Le silence gêné de Hakim et ses amis en dit long. Elle poursuit, hésitante : «Bon, peut-être que le bowling, c'est des choses qu'on fait en famille, mais tout de suite, pour répondre aux besoins des jeunes, qu'est-ce qu'on pourrait faire dans le quartier...». L'animatrice l'interrompt : «Mais est-ce que c'est à vous de répondre aux besoins des jeunes, c'est ça la question!». L'assemblée part dans un éclat de rire, et finalement Hakim reprend la parole : «Nous ce qu'on veut, c'est avoir une salle. Aller au bowling, au cinéma, on sait comment ça se passe, on peut le faire nous-mêmes. On veut avoir un lieu pour le sport, mais aussi, voilà, pour se retrouver, jouer à

Quelques mots pour finir

Le cumul des difficultés économiques, scolaires, professionnelles et de la stigmatisation constitue un contexte particulièrement violent pour les jeunes qui grandissent dans les quartiers populaires. Dans ce cadre, ce serait faire porter un poids bien trop large sur les épaules de parents parfois débordés que de les tenir pour seuls responsables du parcours de leurs enfants. C'est tout l'environnement de ces jeunes qui peut aider, accompagner, qu'il s'agisse des professeur-es, des éducateur-ices, des associations, de la famille proche ou éloignée, des ami-es ou encore des voisin-es. Les habitant-es ont envie que les jeunes de leurs quartiers s'en sortent : écoutons leurs idées et leurs propositions.

Cet environnement difficile, explosif, à l'issue incertaine, est illustré par Fabrice, à Mulhouse. Lorsqu'on lui demande de sélectionner une photo qui représente son quartier, il en choisit une qui représente une allumette. Il s'explique : « Pour les habitants du quartier, et surtout pour les jeunes, il y a un feu qui brûle. Cette flamme est à la fois positive et négative. Le négatif c'est qu'on arrive plus à cadrer ces jeunes, des fois c'est un peu eux qui font la loi. Le positif, c'est que cette énergie de la jeunesse, au départ, c'est intéressant, ça peut créer de belles choses. Les jeunes, ils ne font pas que se taper dessus ou se harceler. Ils jouent au foot ensemble, ils font des choses ensemble. Ce feu existe. C'est à nous de le faire vivre de manière positive ».

Ce feu, c'est aussi celui de ces dizaines de jeunes qui sont venus raconter, pendant ces rencontres, leur vécu de leur quartier et leurs multiples engagements. Cette énergie parfois débordante se concrétise dans des envies d'agir et des manières de faire spécifiques. Ils agissent à leur manière, de façon plus spontanée, moins cadrée, mais certainement pas moins altruiste, solidaire, et politique.

+++ Aller plus loin

Le deuxième rapport *Paroles d'habitant-es de quartiers populaires*, publié en 2014, portait spécifiquement sur les jeunes. Intitulé « Ils ne savent pas ce qu'on pense », il s'appuyait exclusivement sur des rencontres organisées avec des groupes de jeunes, contrairement à ce rapport où les jeunes n'étaient souvent pas majoritaires dans les groupes de discussion. Il abordait les différents âges de la jeunesse, de la petite enfance au passage à l'âge adulte. On y retrouvait déjà des enjeux évoqués ici, comme le rapport à l'école, l'ennui ou encore la présence du trafic, mais quelques sujets étaient approfondis : la mobilité et le rapport avec l'extérieur du quartier, les expériences de discriminations, le rapport avec les institutions publiques et plus précisément avec la police.



<https://www.centres-sociaux.fr/ressources/ils-ne-savent-pas-ce-quon-pense-deuxieme-edition-du-rapport-biennal/>

FACE À LA RÉSIGNA- TION, COMMENT MOBILISER ?

Introduction

Les récits médiatiques et politiques de l'engagement dans les quartiers populaires dressent un tableau sombre : la crise démocratique touche particulièrement les classes populaires, qui se sentent mal représentées et votent peu aux élections. Il semblerait que nous vivions dans une période de résignation, où les première-s concerné-es s'engagent peu, et peut-être aujourd'hui moins qu'avant. Pourtant, les nombreuses paroles recueillies à l'occasion de ce rapport montrent énormément de vie collective, d'engagements quotidiens, de mobilisations.

Dès lors que l'on sort d'une vision fermée de l'engagement politique, qui serait bornée au vote et aux formes classiques de l'action collective comme les grèves et les manifestations, on observe une myriade d'expériences de mobilisations, de l'aide entre voisins aux interpellations des pouvoirs publics. Souvent passées sous silence derrière les mouvements plus organisés, elles sont pourtant dans le quotidien des quartiers populaires. Fêtes de quartier, kermesses, négociations avec les bailleurs, rassemblements de parents d'élèves, maraudes solidaires organisés par les jeunes... toutes ces actions s'ajoutent aux espaces plus connus et reconnus que sont les dispositifs participatifs et les mobilisations associatives, syndicales ou artisanes.

Ce chapitre aborde les freins puis les leviers de ces divers engagements. Ceux-ci reposent plus souvent sur des formes de spontanéité et d'informalité et sont d'autant plus volatiles. Ils soulèvent la question de leur capacité à mobiliser dans la durée et à être reconnus par les pouvoirs publics. Ils doivent néanmoins être analysés pour ce qu'ils sont : des formes d'action collectives légitimes qui méritent d'être soutenues et accompagnées.

« Notre parole ne compte pas »

Les personnes rencontrées lors des discussions du rapport paroles d'habitant-es sont toutes, à des degrés divers, déjà engagées dans leur quartier, ou ont une soif de s'engager : c'est pour cette raison qu'elles ont eu vent de ces rencontres et qu'elles s'intéressent à l'idée de parler de leur quartier et de leurs engagements. Elles partagent un même souhait d'actions collectives efficaces, qui permettent de concrètement agir sur les problèmes du quartier. Néanmoins, elles se confrontent au quotidien aux difficultés à mobiliser et au sentiment de ne pas être entendues par les institutions.

À Villepinte, un participant prend l'exemple des bailleurs : « On paie le loyer, on est honnête, on est droit, mais quand on a un souci, personne ne nous entend ou on nous envoie gentiment balader. Et voilà, on

parfois, ils ne font rien en lien avec nos problèmes. Il n'y a rien qui suit, et ça c'est difficile, quand tu t'engages et qu'on ne t'écoute pas. C'est pour ça aussi que des fois les gens baissent les bras ». À Sevran, Mohammed conclut, un peu dépité : « Pourquoi on ne s'engage pas ? Parce qu'on y croit plus. On se dit que ça ne sert à rien ».

Même dans le cas de mobilisations collectives dans le quartier, l'expression des

+++ Aller plus loin

Les relations complexes entre les habitant-es de quartiers populaires et les institutions (élus, collectivités, bailleurs, école, police...) a fait l'objet d'un chapitre du cinquième rapport *Paroles d'habitant-es des quartiers populaires*, publié en 2021. Intitulé "Ils ou nous : tous responsables de la situation ?", ce chapitre revenait en détail sur ce sentiment, que l'on retrouve également dans cette édition, d'un besoin de considération des différentes strates des pouvoirs politiques, économiques et judiciaires.



<https://www.centres-sociaux.fr/5eme-rapport-paroles-dhabitant-es-des-quartiers-populaires/>

« La route dans le quartier est très accidentogène. J'ai fait une pétition. Sur 103 logements, j'ai quand même eu 85 signatures. J'ai envoyé au bailleur, à la mairie, à la communauté de communes. Tout ça à mes frais, en recommandé. Je n'ai eu aucun retour ! »

— Murielle —

n'est pas pris en compte. Notre parole ne compte pas ». Amina, à Paris, évoque cette surdité des institutions qui fait que les personnes se découragent : « Nos députés, ce sont des représentants du quartier. Et bien



Qui s'engage dans les quartiers populaires ?



Lors des rencontres *paroles d'habitant-es de quartiers populaires*, les participant-es ont longuement échangé sur les raisons de leurs engagements. Ils et elles expriment l'idée que, si tout le monde ne se mobilise pas de la même manière, c'est parce qu'il y a plusieurs manières d'« habiter » le quartier. Amina, à Paris, explique ces différences à partir de son propre parcours : « Si tu me demandes comment c'était avant, ici, je n'en ai aucune idée. J'avais mon train de vie qui faisait que je n'étais pas dans le quartier en fait. C'est le cas de beaucoup de personnes qui viennent d'arriver. Les vendeurs à la sauvette, par exemple, elles n'y font même pas gaffe parce qu'elles vont faire leurs courses de l'autre côté. Elles sont déconnectées de ce qui peut se passer dans le quartier ».

À Sevran, Rachid, un jeune du quartier, ne dit pas autre chose : « Il y a des gens qui habitent le quartier, mais ils ne font qu'habiter. Ils ne participent pas, entre guillemets, à la vie du quartier. Après c'est une mentalité, c'est comme entre voisins. Certains vont toquer aux portes, d'autres restent repliés sur eux-mêmes ».

L'ancienneté résidentielle joue aussi dans le fait de s'engager ou non. On retrouve peu de « nouvelles » personnes résidentes dans les espaces d'engagement de mobilisation. Elles se sentent moins concernées par le devenir de celui-ci, soit parce qu'elles n'ont pas encore totalement pris leurs marques, soit parce qu'elles envisagent leur présence dans le quartier comme un passage dans une trajectoire résidentielle. À l'inverse, l'ancienneté résidentielle s'accompagne souvent d'une sociabilité locale plus importante, à travers, par exemple, la participation à des associations⁸.

Les personnes ont bien plus de chances de s'engager lorsqu'elles ont le temps, la sensation de se sentir partie prenante du quartier et de son devenir et enfin le souhait de ne pas être isolées, de pouvoir rencontrer du monde. Les études statistiques montrent ainsi que l'on retrouve beaucoup de personnes âgées, de jeunes retraité-es, parmi les personnes engagées au sein des associations. On parle à ce sujet d'un « vieillissement stagnant » du bénévolat associatif⁹. Le moment de la retraite peut amener à une perte de la sociabilité et du sentiment d'utilité associés à la « vie active », que l'engagement bénévole peut compenser.

L'engagement des femmes dans les quartiers populaires est également massif bien que parfois invisibilisé. Aujourd'hui, les femmes sont par exemple aussi nombreuses que les hommes dans le tissu associatif. C'est une évolution récente : il y a une trentaine d'années, la part féminine chez les adhérents associatifs était proche du tiers ; il y a un demi-siècle, du dixième, et leur présence était limitée aux associations dites sociales, caritatives ou de bienveillance. Néanmoins, un plafond de verre subsiste : plus on s'élève dans la hiérarchie associative, plus la part des femmes est faible. Ainsi, en 2018, 50 % des adhérents associatifs sont des adhérentes, mais seulement 35 % des présidents de conseils d'administrations sont des présidentes¹⁰.

**« Pourquoi on ne s'engage pas ?
Parce qu'on y croit plus. On se dit que
ça ne sert à rien. »**
— Mohammed —

habitant-es est parfois passée sous silence, comme à Outreau, où Murielle avait

pourtant organisé une pétition vis-à-vis des dangers liés à la route : « La route dans le quartier est très accidentogène. J'ai fait une pétition. Sur 103 logements, j'ai quand même eu 85 signatures. J'ai envoyé au bailleur, à la mairie, à la communauté de communes. Tout ça à mes frais, en recommandé. Je n'ai eu aucun retour ! Quand on envoie des courriers, surtout en recommandé, la moindre des choses, c'est de répondre aux gens ».

La tentation de baisser les bras

Lorsque la question de l'engagement est posée aux participant-es, les premières anecdotes qui ressortent parlent plutôt d'un manque : l'engagement, dans les quartiers, c'est ce qui fait défaut. Individualiste, égoïste et les yeux rivés sur son smartphone, le citoyen d'aujourd'hui ne prendrait pas le temps de s'ouvrir sur les autres.

**« On communique moins,
on se regarde en chien de faïence.
C'est l'époque qui le veut.
Chacun pour soi. »**
— Martin —

C'est ce qu'indique Martin, un habitant de La Pépinière, à Pau, lorsqu'on lui demande pourquoi les gens ne se mobilisent pas plus : « On communique moins, on se regarde en chien de faïence. C'est l'époque qui le veut. Chacun pour soi ». Dans quasiment toutes les rencontres, il y a cette idée d'un passé pas si lointain où les personnes se mobilisaient plus facilement, occupaient plus l'espace public, discutaient, se disputaient parfois, agissaient ensemble. Aujourd'hui, les personnes seraient plus isolées. À entendre les participant-es, ce repli sur soi est un trait spécifique de notre époque. Cela renvoie pêle-mêle à l'aug-

mentation de l'abstention, particulièrement importante dans les quartiers populaires¹¹, au déclin du militantisme politique et syndical, et même aux voisins qui ne se parlent plus.

Amina, à Paris, remarque que ce repli est un frein à la mobilisation : « Un soir, je vois un cafard passer dans ma cuisine. Je vais voir mes voisins, pour savoir ce qu'il en est chez eux et qu'on aille en parler au gardien. Ma voisine, qui est juste en dessous, me raconte qu'elle en a plein chez elle. Elle ne nous en a jamais parlé ! Elle a été voir une fois le gardien, et depuis, elle attend un rendez-vous. Je lui ai dit qu'il ne fallait pas attendre, qu'il fallait y retourner ! Les gens baissent vite les bras, ils ont du mal à se bouger... ».

La période des confinements liés au COVID a également laissé des traces : après de lourdes périodes d'isolement et de craintes, les personnes éprouvent des difficultés à se re-mobiliser. Murielle, retraitée,

**« Les gens baissent vite les bras,
ils ont du mal à se bouger... »**
— Amina —

89

¹¹ Phénomène observé dès le début des années 2000. Voir : Cécile Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*, 2007.

« C'est difficile pour moi de tout porter. L... Je tiens, mais des fois, c'est décourageant. Je fatigue, parfois j'aimerais juste faire des sorties avec le centre social ou rester chez moi. »

— Souad —

est l'ancienne présidente d'un comité de résidents dans son quartier. Alors qu'une habitante intervient pour se plaindre du manque d'informations au niveau de la résidence sur les représentant-es, elle répond : « C'est vrai, mais c'est aussi qu'on a du mal à trouver de nouveaux représentants. Il y a eu le COVID et actuellement il n'y a plus de comité... ».

Les personnes plus engagées sont les premières à faire ce constat du repli sur soi au sein de la population. Elles sentent que la structuration des mobilisations repose de plus en plus sur les épaules d'un petit nombre. C'est le constat que pose Souad lors de la rencontre nationale de la démarche « paroles d'habitant-es » à Paris, le 1^{er} octobre. « C'est difficile pour moi de tout porter. À chaque fois je me trouve toute seule. Je vais essayer d'aller faire du porte-à-porte, parler aux voisins ou dans la cour... mais les gens me répètent qu'ils n'ont pas d'espoir que ça change, qu'ils n'y croient plus. Je tiens, mais des fois, c'est décourageant. Je fatigue, parfois j'aimerais juste faire des sorties avec le centre social ou rester chez moi ».

Abstention des jeunes



En 2022, 23 % des 18-24 ans et 25 % des 25-29 ans inscrit-es sur liste électorale n'ont voté à aucun tour des élections présidentielles et législatives (c'est le cas de 16 % de l'ensemble des inscrit-es)

Les chiffres clés de la jeunesse, INJEP, 2023

Abstention des habitant-es de QPV



29 %
des inscrit-es sur liste électorale n'ont voté à aucun tour des élections présidentielles et législatives (contre 16 % de l'ensemble des inscrits).

Élection présidentielle et législative de 2022, INSEE, 2022

Isolement



Les personnes aux revenus faibles sont plus isolées que les personnes aux hauts revenus. En janvier 2022, **15 %** des personnes à bas revenus étaient isolées, face à **8 %** des personnes aux hauts revenus.

Solitudes 2022, Regards sur les fragilités relationnelles, Fondation de France et Observatoire de la philanthropie, 2022.

Le poids des procédures

Lorsqu'ils et elles évoquent avec nostalgie un temps qui serait révolu, plus collectif, plus spontané, moins encadré, les habitant-es évoquent un autre frein à la mobilisation. Comme l'indique Germaine, à Pau : « Avant, il y avait les repas de quartier, des gens descendaient installer des tables. Il n'y a plus de vie sociale ». Un jeune de Sevrans exprime le même sentiment : « Notre génération est comme ça. Les générations d'avant étaient plus libres ».

Les espaces pour s'engager semblent aujourd'hui plus structurés et encadrés. Règles, décrets, projets, dispositifs, tous ces termes pèsent dans la mise en place d'une mobilisation. Ce problème se pose dans le quartier des Fougères, à Avon, qui a la particularité d'être majoritairement composé de locatif privé. Le syndic doit être contacté pour n'importe quel type d'événement en bas d'immeuble mais aussi dans les espaces collectifs de la résidence : fêtes de voisins, barbecues, rassemblements... Comme l'indique un habitant : « Chaque année, on organise une grande kermesse, mais j'imagine que beaucoup d'entre vous ne sont pas au courant, parce qu'il faut demander des autorisations pour les affiches, et le syndic ne veut pas. On est obligés de passer par le bouche-à-oreille ».

Tout rassemblement collectif est délicat : « L'histoire de ce quartier avec le syndic, c'est le syndic qui refuse l'occupation du parc, si on veut faire du porte-à-porte, on n'a pas l'autorisation d'accéder aux halls. C'est comme ça : il faut faire « copains-copains » avec eux... ».

Le « coût » d'entrée dans une association ou dans un collectif peut être important : il faut connaître telle ou telle personne pour être au courant des réunions, être disponible de manière régulière à telle heure, à telle date, avoir adhéré en amont à telle ou telle association. Tous ces cadres, mis bout à bout, peuvent décourager. À Sarcelles, lorsqu'on demande « Si l'on vous dit engagement, qu'est ce qui va avec, et qu'est ce qui l'empêche ? » une jeune du quartier prend un marqueur pour dessiner sur une grande feuille de papier posée au milieu de la table. Elle note au stylo bleu les choses positives, et au mauve les négatives, à côté desquelles elle dessine un visage triste. Les trois termes notés en mauve sont : l'« obligation » (qu'elle oppose à « l'envie »), mais aussi les notions de « convention » et de « pacte ». Ces lourdeurs réglementaires semblent s'opposer à cette nostalgie d'un temps plus libre et à l'existence d'engagements plus spontanés et moins hiérarchiques.

Exprimer ses doléances, et après ?

Pour pouvoir se faire entendre, le passage de la parole à l'action semble nécessaire. Néanmoins, pour beaucoup, exprimer ce qui pose problème constitue une fin en soi. C'est un sujet central de ce rapport : alors que les premières rencontres de l'été 2022

portaient sur l'actualité et les problématiques des quartiers, les secondes, organisées à l'hiver 2022-2023, étaient centrées sur les engagements, les mobilisations. Il s'agissait déjà, dans l'idée, de passer de la doléance à l'action, comme l'a indiqué

un organisateur de la démarche nationale : « Les premières rencontres, on a beaucoup discuté, mais du coup que font les gens pour changer réellement les choses ? ». Entre l'expression du problème et sa résolution, il faut être en capacité de se mobili-

« Quand on demande aux parents, ils sont d'accord pour pointer le problème. Mais quand je leur dis "je peux vous accompagner pour faire un courrier, pour faire une demande auprès de la mairie", je sens qu'il y a un blocage. »
— Le directeur du centre social Saint-Roch à Cambrai —

ser dans le temps : cette temporalité longue provoque souvent du désengagement. À Villepinte, l'amicale de locataires est en difficulté pour cette raison, comme le fait remarquer une habitante : « Ce qu'il s'est passé, c'est que toutes les personnes sont venues lors des premières réunions pour dire ce qui n'allait pas, mais pas ensuite pour se mobiliser et se battre ensemble. Or, on ne peut pas obtenir les choses en une seule réunion ». Le directeur du centre social Saint-Roch à Cambrai, résume ce problème en évoquant la situation du parc de jeux, qu'il décrit lui-même comme « un peu vieillot, un peu squatté le soir aussi, surtout pendant l'été ». Il témoigne de son expérience : « Quand on demande aux parents, ils sont d'accord pour pointer le problème. Mais quand je leur dis "je peux vous accompagner pour faire un courrier, pour faire une demande auprès de la mairie", je sens qu'il y a un blocage. Je ne dis pas que les gens n'ont pas envie de s'engager. Mais c'est un mécanisme ». Marie-Anne a vécu ces réunions qui n'avancent pas, et approuve : « C'est exactement ça. On vient, on dit ce qu'on pense et après on baisse un peu les bras, on se dit "on a déjà fait, on est venus et ça n'a rien donné" ».

L'urgence des situations semble en décalage avec la lenteur des décisions politiques. Après des périodes d'élan, il peut y avoir de l'essoufflement quand les ren-

contres se multiplient sans qu'aucune solution ne soit trouvée, sans que rien ne semble pouvoir bouger. À l'inverse, les périodes électorales semblent être un moment propice à l'expression des problèmes, alors que les candidat-es se montrent le plus à l'écoute de leurs potentiels électrices et électeurs. Néanmoins, la déception n'en est parfois que plus difficile à digérer si les attentes ne sont pas prises en compte de manière concrète.

À Cambrai, une habitante évoque cette situation : « Le problème du manque de poubelles dans le quartier, on l'avait évoqué au moment des élections municipales. On pensait avoir été entendus, mais ça n'a pas été suivi d'effets ». Même retour à Pau, où les élections sont passées et les problèmes subsistent : « Il y avait une réunion lundi. Mais moi je n'y vais plus. Ils sont déjà venus une fois, pendant les élections. Ils nous ont demandé ce qu'on veut, on a dit ce qu'on voulait, et après, rien ne s'est fait ». À Paris, Amina se rappelle de la dynamique engagée avec l'arrivée du nouveau député : « La dynamique, sur sa campagne, c'était super, moi je me suis engagée. Mais c'est redescendu après, et moi, je suis en colère ». Sa voisine répond avec sarcasme : « C'est normal, la campagne est finie maintenant, voyons ! » ; « Voilà. C'est ça. Et c'est pour ça que les gens après sont en colère et ne croient plus en la politique ».

« Et c'est pour ça que les gens après sont en colère et ne croient plus en la politique. »
— Amina —

Y'a-t-il un « bon » moment pour s'engager sur les problèmes du quartier ? Il est sûrement plus pertinent de s'engager au début de la planification des futurs projets urbains plutôt que quand tout est décidé. De la même manière, les temps de campagnes électorales semblent être la bonne période pour afficher les priorités du quartier selon les habitant-es. Si s'engager au bon moment est important, la réponse n'est pas

toujours à la hauteur, loin de là, et il semble nécessaire, également, que les pouvoirs publics eux-mêmes s'adaptent plus aux temps des habitant-es.

« En fait, nous, on est toujours obligés de se battre. »
— Amina —

Face au manque de considération de la part des institutions, les habitant-es de quartiers populaires sont ainsi obligés, plus qu'aill-leurs, de se mobiliser nombreux-ses et dans la durée pour parvenir à se faire entendre. Cette inégalité de traitement est remarquée par les habitant-es. À Villepinte, alors que Murielle évoque des mobilisations pas-

sées, une habitante la questionne : « Est-ce que c'est normal de devoir lutter ? » celle-ci lui répond : « Si on ne fait pas du rentre-dans, on y arrivera pas. Ce n'est pas normal, mais c'est comme ça ». Amina, à Paris, évoque un sentiment d'injustice : « En fait, nous, on est toujours obligés de se battre quoi, et ça me pose problème ». Promouvoir les engagements et les mobilisations des habitant-es de quartiers populaires, c'est se confronter à cette réalité : ces habitant-es ne sont pas traités de la même manière et ne sont pas entendus au même niveau que tout le monde. Ils doivent plus se mobiliser pour obtenir les mêmes conditions de vie que les autres. Cette injustice là est très fortement ressentie. À Avon, deux habitants rappellent tout de même que « Se mobiliser ce n'est pas obligatoire ! On devrait avoir le droit de rester à la maison et ne rien faire de collectif ! C'est aussi pour ça que c'est difficile de mobiliser ».

« Parfois la question de la sécurité, c'est dans des sphères plus hautes, donc par moments, les gens se posent des questions sur l'utilité d'agir au niveau du conseil citoyen. »

— Amel —

Quand les enjeux dépassent l'échelle quartier

Parfois, les mobilisations locales concernent des problématiques qui dépassent les limites du quartier. Dans ce cas, elles ne semblent pas pouvoir être traitées à cette échelle. Si certains problèmes peuvent être résolus avec le bailleur de la résidence, la mairie de quartier ou l'école de secteur, d'autres semblent dépasser complètement les habitant-es. Comment se mobiliser sur des choses qui se jouent à l'échelle de la région, voire du pays ? Amel, membre du conseil citoyen d'Allonnes, évoque cette limite à travers l'exemple de la sécurité dans le quartier : « Parfois la question de la sécurité, c'est dans des sphères plus hautes, donc par moments, les gens se posent des questions sur l'utilité d'agir au niveau du conseil citoyen ».

Amina, à Paris, évoque sa prise de conscience de l'ampleur du problème de la consommation de drogue dans la rue, dans

« Il y a une telle misère que moi, à ma petite échelle, je n'ai pas les leviers. Donc la question de l'engagement, elle est difficile quand on se sent impuissants. »

— Amina —

les conséquences en termes de désagrément, voire d'insécurité, la discussion évolue, mais, dès lors, l'échelle d'action semble beaucoup trop large pour une action locale.

L'évitement plutôt que le conflit

Lorsque la résignation s'installe, cela devient plus difficile d'agir ensemble pour interpellier les institutions, que ce soient les mairies, les bailleurs ou l'école. Le souvenir des mobilisations qui n'ont pas abouti, ou l'anticipation d'échecs à venir, produisent de la retenue. « On a peur de la défaite, parce qu'on sait qu'on va nous dire : "il n'y a pas les moyens" », comme le dit clairement Hakim, à Sevran. Les habitant-es en viennent parfois à interioriser une situation de domination des élu-es à leur encontre. Hakim poursuit dans ce sens : « Les gens ont peur de parler au maire, ils ont peur que ça leur retombe dessus. Il y en a qui ont peur de parler à quelqu'un de supérieur à eux, ça a toujours été comme ça ». Ce sentiment d'infériorité est vif chez celles et ceux qui ne parviennent pas à se mobiliser. Dans d'autres cas, les institutions interviennent plus directement pour éviter les mobilisations trop revendicatives. En finançant prioritairement certaines associations ou actions plus consensuelles, voire en exerçant des formes de pressions auprès des habitant-es. Un tel exercice d'orientation des sujets a eu lieu dans une des rencontres « paroles d'habitant-es des quar-

Elle poursuit : « Il faut les soigner. Il faudrait mettre de l'argent dans les choses nécessaires, comme un hôpital où ces gens pourraient se soigner ». Sa voisine rebondit : « On se sent quand même impuissants face à des problématiques qui nous dépassent. Que ce soient des problèmes de santé pour les drogués ou de pauvreté pour les vendeurs à la sauvette, à chaque fois j'ai l'impression que je suis dépassée par rapport à ces situations. Il y a une telle misère que moi, à ma petite échelle, je n'ai pas les leviers. Donc la question de l'engagement, elle est difficile quand on se sent impuissants ».

tiers populaires ». Dans un centre social, une élue de quartier est présente pour assister à la rencontre. Rapidement, alors que les participant-es évoquent ce qu'ils et elles aiment mais aussi ce qui pose problème dans le quartier, celle-ci prend la parole : « Je pense qu'il faut recadrer ce qui se dit. Il y a aussi des choses agréables dans le quartier, il ne faut pas le négliger ». Par la suite, lors des échanges, celle-ci va souvent prendre la parole pour recadrer le débat sur ce que les habitant-es ou le centre social peuvent faire ensemble, plutôt que sur des formes de doléances ou de revendications auprès des institutions locales.

« On a peur de la défaite, parce qu'on sait qu'on va nous dire : "il n'y a pas les moyens". »

— Hakim —

Alors que les habitant-es expriment massivement un découragement face au sentiment de ne pas être entendu-es, les mobilisations qui fonctionnent dans le temps sont celles qui n'impliquent pas les insti-

tutions. Certain-es valorisent ce type d'engagement plutôt que des formes plus revendicatives, comme c'est le cas d'Amel, à Allonnes, sur la question de la sécurité du quartier : « On se plaint beaucoup, mais nous à notre niveau, quelle est la solution qu'on peut apporter ? Si ce qu'on voudrait n'est pas accepté par les autorités, qu'est-ce qu'on pourrait proposer nous-mêmes ? ». Marie-Anne, à Cambrai, revendique cette idée de ne pas choisir les formats de revendication : « Pourquoi ne serions-nous pas force de proposition plutôt que de toujours

« Pourquoi ne serions-nous pas force de proposition plutôt que de toujours énumérer ce qui ne va pas ? On a des idées, des choses à proposer. »
— Marie-Anne —

énumérer ce qui ne va pas ? On a des idées, des choses à proposer. On parlait de bus tout à l'heure. On veut demander un nouvel arrêt de bus. Bon, mais après, qu'est-ce qu'on pourrait faire d'autre pour la circulation ? Avant de tout de suite penser à des pétitions, parce qu'une pétition ça fait très rentre dedans. C'est important que chacun s'y retrouve ».

Ainsi, les engagements se font sans entrave tant que les habitant-es s'auto-organisent de manière bénévole ou sont accompagnés par des salarié-es de structures pour s'entraider, organiser des événements festifs, ramasser les déchets. Cela devient plus compliqué dès lors qu'ils et elles s'emparent de sujets qui fâchent, qu'ils et elles interpellent, revendiquent. Ces refus, les habitant-es les connaissent bien et les anticipent, et finissent parfois par éviter de parler et d'agir sur tout ce qui touche de près ou de loin au politique¹².

Parvenir à mobiliser

Les habitant-es expriment à maintes reprises la volonté de sortir des groupes d'habitués et de mobiliser plus largement. Comme l'indique Marcel, à Avon : « Si on reste entre nous, on n'atteindra pas les objectifs qu'on se fixe ». Si dans de nombreux cas, des groupes larges et divers se mobilisent dans les premiers temps d'une action, pour dire ce qui ne fonctionne pas, ce qu'il faudrait faire, une des conditions de réussite d'une mobilisation sur le long terme est de maintenir l'engagement dans le temps. Cet objectif semble d'autant plus compliqué à atteindre dans un contexte où les participant-es évoquent une montée de l'individualisme et des formes de résignation.

Pourtant, un des jeunes de Sevrin se veut positif : « Il faut juste trouver une nouvelle méthode pour faire venir les gens ». Au cours des diverses rencontres, les habitant-es ont pu témoigner des facteurs qui ont facilité leur propre engagement. À travers les exemples d'actions collectives passées et présentes, ils et elles évoquent les raisons qui ont donné lieu à des mobilisations réussies, autrement dit avec du monde et sur la durée.

« Si on reste entre nous, on n'atteindra pas les objectifs qu'on se fixe. »
— Marcel —

↓ Les Sablons, Le Mans (72)



↓ Croix rouge, Reims (51)



« Tout ça, c'est déjà s'engager ! »

Quand ils et elles parlent de leurs engagements, les participant-es évoquent des actions moins visibles mais finalement très présentes. Leur vient à l'esprit, pêle-mêle, le fait d'aider ses voisin-es à porter leurs courses, de venir faire à manger au centre social, de monter un projet entre jeunes pour disposer d'un lieu, de signer une pétition pour régler des problèmes de voirie et de stationnement...

« Donc là, on est en train de se mobiliser en fait, c'est ça ? »

— Hakim —

Plus spontanées, parfois plus éphémères, ces actions ne sont parfois même pas définies comme des « engagements » par celles et ceux qui les effectuent. Marie-Antoinette, résidente du quartier de la porte de Montmartre, dans le 18^e arrondissement de Paris, prend ainsi soin de préciser que « non, non, moi je ne suis pas engagée. Je ne me suis jamais engagée dans quoi que ce soit ». Cela provoque un court silence dans la salle du centre social de la Maison Bleue, qui laisse place à un grand éclat de rire de sa voisine : « Ça me fait rire parce que tu es très disponible. À chaque fois qu'il y a des actions, tu es là, tu donnes un coup de main, même si on te le demande le jour même ! ». Comme Marie-Antoinette, nombreux-ses sont celles et ceux qui ne se sentent pas réellement concerné-es par la thématique de l'engagement. Hakim, à Sevran, est surpris d'imaginer la participation à cette rencontre « paroles d'habitant-es » comme un engagement. « Donc là, on est en train de se mobiliser en fait, c'est ça ? Bah du coup, moi je cherche quelqu'un pour réparer le pied de la table de ping-pong, si vous connais-

sez, voilà, moi aussi je vais mobiliser hein », et l'animatrice lui répond en souriant « et bien voilà, une mobilisation en direct ! ».

Ces hésitations montrent qu'on ne sait pas bien définir ces enjeux : c'est quoi s'engager, c'est quoi se mobiliser ? Lors des rencontres locales, la question « c'est quoi, pour vous, l'engagement, la mobilisation ? » est régulièrement posée, et les réponses donnent des indications sur les perceptions de l'engagement par les habitant-es. Certaines définitions renvoient aux formes plus connues et médiatiques de mobilisations comme les grèves. À Pau, on s'en amuse :

— Tu sais, la mobilisation, c'est les gens qui vont dans la rue, et ils disent tout le temps « Non Non Non !! » (rires)

— Ah, et donc c'est comme la grève alors ?

— Ce n'est pas que ça. La mobilisation, c'est la grève, ou c'est la fête, c'est se réunir pour quelque chose »

Les participant-es observent que l'on peut aussi s'« engager » pour une association ou pour un collectif, en devenant bénévole, délégué-e de parents d'élèves, représentant-e d'une association de locataires... On n'est alors pas forcément sur un registre de revendication, mais on est quand même engagé. Enfin, tout un pan des engagements, que l'on définirait comme plus « individuels », est évoqué. À Allonnes, c'est même

« La mobilisation, c'est la grève, ou c'est la fête, c'est se réunir pour quelque chose. »

— Un-e habitant-e de Pau —

la première réponse qui sort. Peu de temps avant la rencontre dans le centre social, une maladie a touché une figure du quartier, habituellement toujours présente dans ce type de réunion. Alors, quand on leur demande « Qu'est-ce que vous, vous avez fait, à un moment donné, en termes d'engage-

ment », ses amies parlent de leur soutien : « Pour son cancer, on a été très proches de Rosa », « Oui, on a été beaucoup, très proches d'elle, on l'a vue tous les jours, on lui donnait de nos nouvelles, et on se donnait des nouvelles les uns, les autres ». À Avon, une habitante, bénévole du centre social, résume cette myriade d'engagements possibles : « Que tu sois parent d'élève, que tu t'engages pour animer des jeux à l'école, dans ton bénévolat, dans telle ou telle activité, tout ça c'est déjà s'engager ! ». L'animatrice du centre social de la Maison Bleue, à Paris, résume cette idée des engagements multiples : « Certains engagements peuvent paraître anodins, mais c'est déjà une première façon de mettre la main à la pâte ». Pour beaucoup, la personne « engagée » est une figure, le plus souvent publique, dévouée à la cause et tournée vers l'intérêt général : un président ou une prési-

« Les gens ne voient pas nécessairement la solidarité quotidienne comme une forme d'engagement en soi. »

— Une animatrice du centre social de la Maison Bleue —

dente d'une association, d'une amicale de locataires, un-e leader d'un collectif sur le quartier... Comme l'explique cette même animatrice, « les gens ne voient pas nécessairement la solidarité quotidienne comme une forme d'engagement en soi ». Un certain nombre de personnes présentes lors des rencontres se mobilisent plus discrètement, à leur échelle. Elles donnent de leur temps pour leurs voisines et leurs voisins, et plus généralement pour leur quartier.

Adapter les formes de mobilisation

Pour que de nouvelles personnes s'engagent dans un collectif, l'accueil et la convivialité au sein du groupe sont un élément essentiel. Eric, à Pau, l'explique ainsi : « La première fois, c'est un déclic : si on est bien reçus quand on arrive, on continue. Mais sinon, on ne va pas revenir ». Lorsque l'animateur de la réunion reprend la parole, il résume : « Si je comprends bien, un des points les plus importants, c'est la convivialité. Les choses ne peuvent naître que si on se rencontre vraiment, sinon, c'est dur ». Brahim, à Sarcelles, est tout à fait d'accord : « un rassemblement, si on veut que ça marche, ça doit être convivial ».

Le partage d'un repas est un bon exemple de l'importance du facteur de la convivialité dans toute action collective. À Paris, Amina a l'idée d'organiser des petits-déjeuners entre mamans. « J'ai une idée pour mettre de l'ambiance : faire des petits-déjeuners avec les mamans du quartier, une fois

« Un rassemblement, si on veut que ça marche, ça doit être convivial. »

— Brahim —

qu'on a déposé les enfants. Pour ça, je n'ai pas besoin d'une grosse organisation. On peut avoir un rendez-vous un peu routinier, par exemple une fois par semaine ». Selon elle, c'est l'association entre convivialité et parole qui fonctionne : « C'est des moments où on peut parler. On pourrait partir sur une question "qu'est-ce qu'on peut faire pour faire changer telle ou telle chose dans le quartier ?" Et là les idées naissent, parce qu'on ne vit pas les choses de la même manière ».

Pour toucher plus largement, il est également possible de varier les lieux de ren-

contres. C'est le pari fait par le directeur du centre social de Cambrai, lorsqu'il évoque l'expérience du conseil citoyen. Sortir dans la rue, sur les marchés, faire du porte-à-porte, bref, aller chercher les gens là où ils sont a été une stratégie gagnante : « Ce qu'on a vécu au conseil citoyen, c'est intéressant. On a juste fait un questionnaire qu'on a distribué partout, sur le marché, en sortie d'école, en porte-à-porte. On demande aux gens ce qui va, ce qui ne va pas. Et bien on a eu beaucoup de réponses, et nous ça nous permet vraiment de brasser large, de mettre le doigt sur les problèmes qui se posent pour beaucoup de gens ».

À Pau, une habitante, venue pour la première fois au centre social, explique qu'elle est venue grâce à une action du centre sur le marché : « C'est bien que la Pépinière soit venue sur le marché, comme ça, nous, les habitants, on connaît mieux le centre ». Pour aller à la rencontre des habitant·es, une proposition formulée à plusieurs re-

prises dans les rencontres consiste à sortir des locaux du centre social. Au moment de quitter la réunion qui se déroule au centre social « La clairière », à Nancy, Marc propose de changer de lieu à l'avenir : « Pour la prochaine rencontre, si il y a la possibilité de faire ailleurs, voire carrément à l'extérieur, ce serait super. Comme ça, les gens qui passent peuvent avoir la curiosité de demander "c'est quoi ?". C'est un moyen de s'approcher ».

L'importance accordée aux repas, à la spontanéité ou encore au lieu des rencontres montrent qu'il n'y a pas nécessairement d'opposition entre se mobiliser sur des choses sérieuses et le faire avec convivialité et bienveillance.

Ce qu'expriment les habitant·es, au-delà de l'envie d'organiser un repas partagé, une fête de quartier, ou une action de solidarité, c'est la volonté de trouver des solutions ici et maintenant aux problèmes qui se posent.

« On a juste fait un questionnaire qu'on a distribué partout, sur le marché, en sortie d'école, en porte-à-porte. On demande aux gens ce qui va, ce qui ne va pas. Et bien on a eu beaucoup de réponses, et nous ça nous permet vraiment de brasser large, de mettre le doigt sur les problèmes qui se posent pour beaucoup de gens. »
 — Le directeur du centre social de Cambrai —

Cette volonté est fortement exprimée par les habitant·es pendant les rencontres : trouver des solutions concrètes, ici, et ne pas s'en tenir à imaginer des lendemains meilleurs. En effet, lors des échanges, à de nombreuses reprises, les animatrices et animateurs ont proposé des formats de discussion autour des "rêves" des habitant·es. Les réponses sont bien souvent critiques : à Mulhouse, lorsque l'animateur propose au groupe : « Si vous aviez une baguette magique, qu'est-ce que vous changeriez dans le quartier ? ». Le petit groupe répond, dubitatif : « Est-ce qu'on en trouvera une, de baguette magique ? Il faudrait déjà qu'elle existe... ». À Villepinte, lorsque l'animateur demande à Marc quels sont ses rêves pour les mobilisations de demain, celui-ci répond : « Il faudrait être plusieurs, déjà ». À Cambrai, lorsque, pour conclure les échanges sur l'engagement dans le quartier, l'animateur propose aux participant·es d'évoquer ce qui les fait « rêver »

pour les mobilisations futures, Toufik répond avec pragmatisme : « En fait, on veut plus rêver. On veut vraiment trouver des solutions ».

Cet appel à plus de concret va de pair avec des méthodes de mobilisations qui s'émancipent de certaines lourdeurs organisationnelles. À Paris, Amina raconte une mobilisation vis-à-vis des nuisances liées à la prostitution de nuit dans le quartier. « On ne pouvait même plus ouvrir nos fenêtres. Ils se battaient en bas parce qu'untel ne voulait pas payer. Donc on a fait des pétitions avec les habitant·es du quartier. Mais tout ça, ça s'est organisé comme ça, instinctivement, sur un bout de papier. On n'a même pas créé de collectif, c'est moi qui m'occupais de la pétition ». À Cambrai, le directeur du centre social et animateur de la rencontre « paroles d'habitant·es », évoque une mobilisation passée sur la fête de quartier : « Il y a deux ans, j'ai reçu Amina, qui voulait organiser une fête des voisins. Elle m'a dit : "Nous, si tu nous laisses faire, on te l'organise, la fête des voisins". Ça a été fait en deux temps trois mouvements. Il n'y a jamais eu d'organisation plus rapide que cette fête des voisins ».

« On a fait des pétitions avec les habitants du quartier. Mais tout ça, ça s'est organisé comme ça, instinctivement, sur un bout de papier. On n'a même pas créé de collectif. »
 — Amina —

100



Les habitant·es s'engagent ! Tournoi de foot et petit déjeuner



📍 Sarcelles

À Sarcelles, un groupe de jeunes présent·es à la rencontre "paroles d'habitant·es" discute longuement d'alimentation. Sahid démarre la conversation avec un constat, qui fait rire l'assemblée : **« Manger ensemble, ça marche pour mobiliser, parce que déjà quelqu'un qui mange il est forcément content ».**

Le plus sérieusement du monde, Boubacar rebondit et évoque l'anecdote d'un stage de football dans le quartier : « Un responsable au niveau de la ville a voulu organiser un stage de football au niveau du stade. La première année, il n'y avait vraiment personne ! L'année suivante, il a travaillé en amont avec des jeunes, et ils lui ont dit d'in-

corporer un petit déjeuner gratuit. Et là, Sahid est témoin, le stade était rempli ! ». Lucie, l'animatrice de la rencontre clôt la discussion en souriant : « Avec tout ce que vous dites, avouez qu'aujourd'hui, si il n'y avait pas eu à manger, vous ne seriez pas venus ! ». Le groupe rigole, mais elle ajoute un élément important qui remet la discussion dans le contexte de la mobilisation : « Il y a plein de choses qui se passent dans le quartier. Au début, vous vous intéressiez aux choses conviviales, manger ensemble, faire des choses ensemble, mais ce que je vois, c'est que tous ces moments-là, ça permet aussi de discuter et d'agir ensemble pour faire bouger les choses ».

101

« Il faut toujours un meneur ou une meneuse »

L'enjeu de *leadership*, des porte-parole, des facilitateur·ices ressort dès lors que l'on parle de mobilisations réussies. Mohammed, jeune du quartier Port-Blanc à Sevran, explique que « Il faut toujours un me-

neur ou une meneuse de toute façon ». À Cambrai, l'animateur de la rencontre, le confirme : « La proposition vient toujours d'une personne, il y a toujours un leader quelque part ».

Ce *leadership*, c'est une capacité à mobiliser autour de soi, résumé par l'animateur avec le terme de «facilitateur» : «La fête des voisins, il y a eu 80 personnes. Ça m'a fait me rendre compte que mobiliser, des fois, c'est vraiment pas évident, et puis des

«Mobiliser, des fois, c'est vraiment pas évident, et puis des fois, quand c'est les bonnes personnes, c'est beaucoup plus facile. Il y a des gens, avec leur énergie, leur réseau... ce sont des facilitateurs.»

— Un animateur du centre social de Cambrai —

fois, quand c'est les bonnes personnes, c'est beaucoup plus facile. Il y a des gens, avec leur énergie, leur réseau... ce sont des facilitateurs». À Paris, Farrah, l'animatrice, explique également le rôle de ces habitué-es dans l'accompagnement des nouveaux-elles venu-es : «C'est pour ça qu'il faut qu'il y ait celles et ceux qui sont déjà passé-es par là. Ils et elles savent que les premiers pas sont importants, ils et elles apportent leur expérience, leur témoignage».

Une partie des personnes qui participent aux rencontres occupent cette place particulière au sein de leur quartier. Ce sont elles qui lancent des actions sur des problèmes, qui mobilisent autour d'elles, qui jouent parfois le rôle de porte-parole au sein d'espaces de discussions et de négociations. On retrouve ce profil parmi celles et ceux qui prennent plus facilement la parole lors des rencontres, à l'image d'Amina à Paris, d'Oscar au Bouscat, de Souad à Marseille. Ces personnes peuvent être à la fois déléguées de parents d'élèves, membres du conseil d'administration du centre social, conseillères citoyennes ou encore représentantes des locataires... Sylvie, à Allonnes, fait partie de ces personnes aux multiples engagements. Elle explique : «Je suis d'abord devenue déléguée de parents d'élèves. Grâce à ça, par la

suite, je suis également entrée comme administratrice au centre social».

Parmi les habitant-es fortement mobilisé-es, on retrouve bon nombre de retraité-es, qui disposent de plus de temps pour participer à ces espaces. Pour elles et pour eux, la question de la prise de relais est fondamentale. Comme l'indique Fabrice, lorsqu'il liste les associations aux Côteaux à Mulhouse : «Il y a beaucoup d'associations, mais aujourd'hui elles ont parfois du mal à vivre parce que ce sont souvent des anciens qui les tiennent à bout de bras. Il n'y a pas tellement de jeunes qui s'investissent dans les associations». Le passage de relais entre générations semble indispensable, non seulement pour maintenir un certain niveau d'engagement dans le quartier, mais aussi pour témoigner de l'histoire des mobilisations, et transmettre un héritage. À Sarcelles, Idriss développe cet enjeu : «Les échanges intergénérationnels, le transfert d'histoire, c'est ça qui crée un continuum dans le quartier. Là où ça casse, où l'énergie disparaît, on sent que ce transfert n'a pas été fait, et la génération qui émerge est complètement perdue. Aux Rosiers, l'ossature est présente, les valeurs sont transmises : la solidarité, le respect des anciens, l'engagement tous-tes ensemble, toutes ces choses-là». À Paris, Séverine a vécu ce passage de relais : «Tout ce que les gens ont essayé par le passé,

«Les échanges intergénérationnels, le transfert d'histoire, c'est ça qui crée un continuum dans le quartier. Là où ça casse, où l'énergie disparaît, on sent que ce transfert n'a pas été fait, et la génération qui émerge est complètement perdue.»

— Idriss —

ceux qui étaient là même avant la construction des immeubles, ils m'ont raconté qu'ils avaient fait plein d'actions, de pétitions. Ils ont même bloqué le périph' ! Quand on entend ça, on se dit que c'est possible, parce que ça a déjà été fait ».

À ce sujet, il est remarquable que les rencontres paroles d'habitant-es sur le thème de l'engagement aient elles-mêmes suscité de nouvelles envies de se mobiliser. Elles ont permis de créer le relais entre générations, de recueillir des témoignages qui montrent que oui, se mobiliser, ça peut fonctionner. Entendre celles et ceux qui, par le passé, ont obtenu des victoires donne envie de faire de même. Ces espaces de discussion auront ainsi été des espaces de transmission d'une mémoire bénévole, militante, engagée, dans les quartiers ; une mémoire qui permet de ne pas baisser les bras.



Les habitant-es s'engagent ! Création d'une seconde amicale de locataires



📍 Villepinte

À Villepinte, au début de la rencontre, l'heure était au défaitisme. Il faut dire que les problèmes s'accumulent dans le quartier Pasteur. Les logements sont confrontés à des soucis d'humidité et de plomberie, connus de toutes et tous depuis longtemps, sans que le bailleur social et la mairie semblent vouloir agir. Rapidement se dresse une longue liste de problèmes, du gardien aux ascenseurs, des charges incompréhensibles à la saleté des parties communes. Il y a bien une amicale de locataires, mais elle peine à mobiliser, et les deux personnes à sa tête sont de moins en moins disponibles...

À l'heure de la rencontre, on n'a rien obtenu mais on a réécrit, envoyé des courriers». Cela fait réagir l'assemblée, on lui demande de poursuivre : «Il faut rester mobilisés, soudés. Ça ne vient pas du jour au lendemain». Ce témoignage dynamise l'assemblée. Le ton change, les idées fusent : «On devrait faire du porte-à-porte !», «Oui, et puis toi tu connais déjà beaucoup de gens dans la tour, ça va aller plus vite !». Tarik conclut : «Ça va changer !». Mariette propose d'aider le petit groupe d'habitant-es à se former, à rencontrer la CNL. Lors des prochaines élections, certains d'entre eux vont se présenter, pour donner une nouvelle énergie à l'amicale de locataires. Ainsi, avoir eu la preuve, en chair et en os, que «c'est possible» semble ici avoir été un véritable coup de pouce pour lutter contre la résignation des participant-es.

Être attentif à toucher « tout le monde »

Toucher tout le monde, ouvrir à tous-tes les habitant-es une mobilisation qui concerne tout le quartier sont des préoccupations fondamentales dès lors que l'on cherche à mobiliser largement.

Cela peut passer par l'attention à la traduction, pour celles et ceux qui ne parlent pas français. Cela semble évident, notamment dans des quartiers populaires où une partie importante de la population n'a pas le français comme première langue, mais ce n'est pas forcément toujours réfléchi en amont. À Marseille, Souad évoque cette problématique : « Beaucoup d'entre nous sommes d'ailleurs et certains ne savent pas s'exprimer et ont peur du regard des autres. Ils n'osent pas venir. C'est dommage, il faut les sensibiliser et les accompagner : ce n'est pas parce qu'ils ne parlent pas français qu'ils ne peuvent pas venir, qu'ils n'ont pas de droits à défendre ».

Pour toucher tout le monde, il faut réussir à partir des groupes tels qu'ils existent. Chaque groupe, chaque collectif, chaque association touche une certaine partie de la population et pas d'autres. Pour s'ouvrir à plus de diversité, il faut d'abord acter cette réalité. À Avon, l'espace de vie sociale Couleurs terrasses est plutôt à destination des familles, et plus spécifiquement des mères de famille. Alors qu'ils et elles souhaitent développer des actions pour les jeunes, les participant-es évoquent cette difficulté : « Ici, c'est plutôt une population de mères de famille. À Couleurs terrasses on côtoie des femmes, pas des jeunes ». À Sevran, où Mohammed évoque ce qui se dit dans le quartier sur le type de public qui investit le centre social : « Ce qui est revenu à mes oreilles, c'est qu'il y a plus trop de jeunes, c'est un peu vu comme une association pour les personnes âgées. Après, je trouve que c'est bien pour les personnes âgées d'avoir ce lieu ! ».

Pour être plus représentatif, il faut donc s'ouvrir au reste du tissu associatif, des col-

lectifs, des diverses sociabilités sur le quartier, et développer un réseau, des alliances. Alors qu'à Avon, on souhaite mobiliser pour un futur événement convivial sur le quartier, Rachid se souvient de la récente kermesse. « L'association de solidarité musulmane, avec le club de jeunes, ils ont organisé la kermesse, c'était super. Mais ceux qui ne

« Beaucoup d'entre nous sommes d'ailleurs et certains ne savent pas s'exprimer et ont peur du regard des autres. Ils n'osent pas venir. [...] Ce n'est pas parce qu'ils ne parlent pas français qu'ils ne peuvent pas venir, qu'ils n'ont pas de droits à défendre. »

— Souad —

sont pas dans ces associations là, ils savaient peut-être pas que ça allait arriver, et du coup ils ne sont peut-être pas venus alors que ça aurait pu les intéresser... ». Il en tire le constat qu'il faut mobiliser plus largement, se tourner vers les autres : « Ici, aux Fougères, il y a plusieurs associations, les associations de locataires, des associations de sport, boxe, de cricket... Ces associations, ces collectifs, il faut les mobiliser ! ». Et, pour développer ce réseau, il faut avoir des portes d'entrée, des personnes qui peuvent faire le lien entre des groupes sociaux différents. C'est ainsi que, en réponse à Rachid, la directrice du centre social propose de se répartir les tâches : « Sur notre projet d'action jeunesse, est ce que Fatima tu pourrais envisager l'idée de distribuer une info aux jeunes ? C'est plus simple si c'est une jeune comme toi qui s'adresse aux jeunes ».

→ Villepinte (93)



← Porte de Montmartre, Paris 18° (75)



Rendre disponible l'information sur ce qui se passe

Une problématique très fréquemment évoquée lorsque l'on parle de mobilisation est la communication, ou encore l'accès à l'information. Au centre de toutes les discussions et porteuse de nombreuses idées pour la suite, Amina, à Paris, aurait très bien pu ne jamais venir à cette rencontre du 3 décembre 2022 : « Si je suis là maintenant, c'est parce que j'ai eu connaissance de la réunion ce matin. Je suis contente d'avoir vu l'affiche, mais je trouve que c'est dommage de ne pas avoir été mise au courant avant parce qu'il y aurait pu avoir plus de monde... ». Une participante de la rencontre au sein du centre social La Clairière, à Nancy, témoigne de son agacement : « Des fois on n'a pas assez d'informations sur les événements qui se passent dans le quartier. On ne sait qu'après. En ce moment je prends le temps, je cherche. Mais quand je travaille, je suis à Metz. La plupart du temps je n'ai pas le temps et du coup quand quelque chose se passe, je ne suis pas au courant ». À Cambrai, ce problème de communication est patent lorsqu'une habitante évoque une pétition pour rétablir la ligne de bus sur le quartier : « Aujourd'hui il n'y a que la navette qui va à l'université, et le bus ne s'arrête pas. Mais c'est en cours, il y a une pétition qui a été faite ». Les autres participantes à la rencontre découvrent cette mobilisation : « Cette pétition, elle est où ? », « Ce sont des personnes du quartier qui l'ont faite, je l'ai su par mes voisins, je ne sais pas plus ». Le reste du groupe confirme : le bouche-à-oreille n'a pas fonctionné.

« Des fois on n'a pas assez d'informations sur les événements qui se passent dans le quartier. On ne sait qu'après. »

— Une participante de la rencontre au sein du centre social La Clairière, à Nancy —

Les affiches sont un autre outil de communication qui est sujet à débat. Ce n'est pas ce qui manque dans les enceintes des centres sociaux et des maisons de quartier. Les différents événements organisés ou accompa-

« Une affiche, c'est le fait de l'avoir vu X fois dans différents endroits qui fait qu'on s'y attarde, à un moment. »

— Farrah —

gnés par ces structures font régulièrement l'objet d'une communication, a minima dans le centre lui-même. Ce qui fait dire à Marie, à Avon : « On parle souvent de mauvaise communication mais le problème, aussi, c'est qu'on ne regarde pas ». Farrah, qui anime la rencontre à la Maison Bleue, à Paris, n'est pas de cet avis : « L'affiche pour la rencontre "paroles d'habitant-es" est là depuis longtemps et plusieurs d'entre vous me dites que vous n'étiez pas au courant. Ça montre bien qu'il y a un vrai souci de communication. Il faut réfléchir à l'échelle du territoire. Ok, on met nos affiches devant le centre, mais si on en met chez le boucher, le coiffeur, etc. Une affiche, c'est le fait de l'avoir vu x fois dans différents endroits qui fait qu'on s'y attarde, à un moment ».

Ces dernières années, un autre moyen de communication semble prendre de plus en plus de place : les réseaux sociaux, et tout particulièrement Whatsapp et ses groupes de discussion. À défaut d'affichage à l'extérieur, la kermesse d'Avon a été ainsi annoncée et diffusée via internet et Whatsapp. À Cambrai, une habitante raconte : « On est un peu éloignés de tout ici, à la Forêt. Il y a des événements le samedi, j'y vais parce que je les vois sur les réseaux. Mais celui qui n'a pas accès aux réseaux, il n'est pas au courant. Il faudrait un petit journal ». Sa voisine la reprend : « Pour cela, il existe le cambrésien,

mais qui lit ce journal aujourd'hui ? ». Ingrid, à Pau, dit la même chose : « Aujourd'hui, les choses se passent sur les réseaux sociaux, mais si tu ne passes pas trop de temps dessus, comment tu peux avoir accès à l'information ? ». À l'inverse, l'utilisation massive des réseaux, et particulièrement de Whatsapp, est considérée comme un outil très

puissant. Amina, à Paris, souhaite s'appuyer sur cet outil pour ses petits déjeuners entre mamans : « Il nous faut juste un groupe Whatsapp avec les autres mamans. Tout le monde a Whatsapp ! Et avec ça, on peut partir loin. Un rendez-vous, un petit-déjeuner, on va forcément parler des problèmes du quartier, donc après, on verra bien ! ».

Les sujets qui mobilisent et les événements déclencheurs

Enfin, un facteur de mobilisation extrêmement important est celui de la capacité à partir de problématiques qui touchent le plus la population du quartier. À Paris, dans le 19^e arrondissement, à quelques kilomètres du centre social la Maison Bleue, s'est créée une « coalition citoyenne » qui rassemble les habitant-es, les collectifs, les associations du quartier. Séverine raconte : « Ce collectif, il s'est d'abord attaqué à la question de la drogue, parce que les personnes qui l'ont créé ont passé beaucoup de temps à mobiliser les gens en leur demandant quel était leur problème. Et la drogue, c'est un grand problème là-bas, beaucoup de gens sont à la rue et consomment. Eux ils ont réussi à mobiliser autour d'une problématique forte, et ça marche parce que tous les acteurs sont impliqués, les associations, la mairie, les bailleurs, les services... Alors pourquoi pas nous, avec la propreté par exemple ? ».

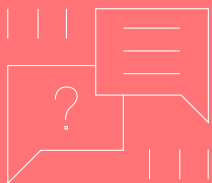
De nombreuses actions collectives partent d'événements forts sur le quartier, qui suscitent l'indignation et la mobilisation. Des drames, comme à Sevrans, en 2011, où l'on a retrouvé la présence d'armes à feu jusque dans l'école du quartier, ou à Paris où Souad évoque une rumeur concernant des atouchements qui auraient été perpétrés lors d'une sortie scolaire par un animateur. Dans ces cas, ce sont ces événements qui viennent, en plus des problématiques quotidiennes, agir comme la goutte de trop et susciter de la mobilisation. À Sevrans, c'est à partir de ce moment où la mobilisation

va réellement prendre de l'ampleur ; à Paris, les rencontres organisées par Amina vont rassembler jusqu'à 60 personnes dans l'enceinte du centre social. Dans un autre registre, au Bouscat, Mireille évoque le licenciement d'une collègue comme l'élément déclencheur d'une vague de protestation et de syndicalisation des salarié-es de son entreprise : « Je me suis syndiquée à la CFDT parce que dans le cadre de mon travail, on a été confronté à un licenciement.

« On a fait des pancartes au centre social et on est partis sur la place pour montrer qu'on était là. Et on a été reçus par la mairie. »

— Souad —

Et donc après ce licenciement, tout le personnel était motivé. Ça s'est passé dans une crèche et comme il y avait trois crèches, on s'est tous motivés pour pouvoir réagir à ce qu'on concevait comme quelque chose d'injuste ». Souad, enfin, résume cet effet déclencheur d'événements dramatiques dans son quartier du Grand Canet, à Marseille : « Il y a eu une fois une petite fille qui a été heurtée par une voiture et à partir de là, nous, les parents, on s'est mobilisés par rapport à ça. On a fait des pancartes au centre social et on est partis sur la place pour montrer qu'on était là. Et on a été reçus par la mairie ».



3 questions à

1

Comment fonctionne le *community organizing*, quelles sont ses méthodes de mobilisation ?

Le *community organizing*¹⁴ est un ensemble de pratiques qui se sont développées aux États-Unis, dans un contexte où les mécanismes de solidarité sont très peu institués (peu de protection sociale et de redistribution par la fiscalité) et où il est indispensable de se regrouper pour s'entraider et défendre ses droits et intérêts. Le *community organizing* fonctionne avec des permanent-es, les *organizers*, qui ont pour fonction d'aider à construire la mobilisation, à structurer l'organisation et à mettre en place des campagnes revendicatives.

J'ai travaillé deux ans en tant qu'*organizer* : nous passions très souvent 4h par jour à faire du porte-à-porte pour aller rencontrer les gens, parler avec eux pour tâcher de les convaincre de venir à une assemblée de quartier. Convaincre, dans ce cadre, ça ne consiste pas à développer des argumentaires, mais avant tout à écouter (« On a une bouche et deux oreilles, ce n'est pas pour rien : il faut

écouter deux fois plus qu'on ne parle »). L'enjeu de la mobilisation, c'est l'enjeu de trouver chez chacun-e les raisons et l'énergie de dépasser la fatalité et le sentiment d'impuissance. Le *community organizing* considère que ces raisons se trouvent dans les problèmes concrets rencontrés et dans les injustices qui nous révoltent.

Adeline de Lépinay

■ Autrice de *Organisons-nous ! Manuel critique*, Éditions Hors d'atteinte, 2019¹³

2

Dans le *community organizing*, quelles sont les conditions pour qu'une mobilisation prenne ?

La mobilisation n'est qu'un moment, celui du premier pas vers l'action. Ce premier pas ne sera prolongé que s'il nous amène vers quelque chose de plus grand : la perspective de victoires, mais aussi des pratiques qui nous font grandir, nous procurent du courage, de la force, de la joie et de l'espoir aux côtés d'autres. C'est la construction permanente de ce cadre, de son fonctionnement et de sa capacité à obtenir des victoires, qui peut permettre que la mobilisation dure. Ainsi, le travail des *organizers* consiste, au-delà de la mobilisation, à accompagner le plus de membres possibles à prendre des responsabilités et des fonctions d'animation au sein de l'organisation. Parce que s'investir contribuera alors à nous faire grandir, à construire notre dignité et notre émancipation individuelle et collective. Et parce qu'on sentira que cette action collective est apte à lutter contre les dominations qui nous oppriment et à transformer la société.

3

Peux-tu nous décrire un exemple de mobilisation dans les quartiers populaires aux États-Unis qui s'est appuyé sur le *community organizing* ?

Quand je faisais ma recherche à Boston, j'ai été très impressionnée par *City life / Vida urbana*¹⁵, une organisation qui lutte sur des questions de logements. Une question tellement grave là-bas qu'il n'y a pas besoin de faire du porte-à-porte pour mobiliser : les personnes menacées d'expulsion appellent d'elles-mêmes pour demander de l'aide. Dès le premier coup de fil, elles sont invitées à venir à l'assemblée hebdomadaire du quartier. Cette assemblée est le lieu de la construction de la conscience et de l'action collective : on y réalise que les cas individuels relèvent d'un même mécanisme structurel, on va construire la possibilité de l'entraide immédiate (se mobiliser devant les maisons des autres au moment de l'expulsion) et de la riposte politique. Et que si on n'obtiendra peut-être pas de changement de législation à temps pour sauver notre cas individuel, il faut continuer d'agir collectivement pour faire changer radicalement les choses.

108

109

¹⁵ L'action de cette organisation est décrite en détail dans le chapitre dédié à l'éducation populaire de l'ouvrage *Les pédagogies critiques*, dir. Laurence De Cock et Irène Pereira, éditions Agone, 2019.

¹³ Animatrice du blog www.education-populaire.fr et intervenante auprès d'associations et syndicats (formations et accompagnements). ¹⁴ Les pratiques de *community organizing* sont extrêmement diverses aux États-Unis et on ne saurait les considérer comme uniformes. Pour les découvrir davantage et dans leur diversité, vous pouvez lire *Organisons-nous ! Manuel critique*.



↑ Le Raizet, Les Abymes (971)

Parvenir à se faire entendre

Auprès d'habitant-es peu habitué-es à l'action collective, évoquer des problématiques auprès des institutions peut faire peur. Des outils existent : ce sont les dynamiques de démocratie participative, qui permettent aux habitant-es de s'exprimer. Néanmoins,

ceux-ci restent peu connus et sont souvent critiqués par celles et ceux qui y ont participé. La concertation n'est pas le seul moyen de s'exprimer, et les habitant-es déploient d'autres stratégies pour parvenir à se faire entendre.

La concertation, un monde peu connu aux espoirs déçus

Les formes de concertation sont légion dans les quartiers populaires, véritables laboratoires de la participation¹⁶ : des conseils de quartier aux conseils citoyens, de la participation sur les projets urbains aux réunions publiques organisées par les élu-es, les dispositifs ne manquent pas. Néanmoins, lorsque la concertation est abordée lors des rencontres « paroles d'habitant-es », la première réaction des groupes est généralement l'incrédulité. La difficulté de concerter les habitant-es dans le cadre de la rénovation urbaine, déjà évoquée dans le premier chapitre de ce rapport, peut être élargie à d'autres espaces de participation institutionnelle. Si certaines personnes ont déjà participé à telle réunion publique ou s'investissent dans tel conseil de quartier, ces espaces restent très peu connus. À Avon, l'animatrice de la rencontre sonde les habitant-es : « Avez-vous déjà entendu parler des conseils de quartier ? ». À l'exception d'une personne, tout le monde répond par la négative. La concertation semble pâtir de son manque de connaissance auprès des habitant-es.

Pour certain-es, ce sont les habitant-es les premiers responsables de l'échec des concertations. Ils et elles ne s'informent pas assez et ne se mobilisent pas, comme l'indique Roger à Villepinte : « Je vais vous dire une chose : quand à la mairie, ils font des réunions de quartier, il y a une personne, il y a plus d'élus que d'habitants ! Il ne faut pas pleurer après ».

« Les réunions de quartier, quand on y va et qu'on n'est pas écoutés, au bout d'un moment, on se dit que c'est bon quoi ! »

— Christine —

Cette affirmation fait sortir sa voisine, Christine, de ses gonds : « Attendez, je ne peux pas vous laisser dire ça. Les réunions de quartier, quand on y va et qu'on n'est pas écoutés, au bout d'un moment, on se dit que c'est bon quoi ! On a dit les choses à Madame le Maire, à ses conseillers.



Elle nous a promis des choses et rien n'a été fait. On a juste réclamé des poubelles ! Et les poubelles n'ont pas été mises... On n'a plus de poubelles et après on dit que les gens sont sales...».

Cette amertume est palpable chez beaucoup de personnes ayant assisté à ce genre de réunion. À Paris, Amina témoigne d'une rencontre avec le député du secteur : « Quand il a été élu député pour la première fois, il a fait une réunion au bar qui fait l'angle. Un type avait proposé d'ouvrir une épicerie sociale. Il prenait des notes, et voilà on en est toujours au même point aujourd'hui. Moi

je suis un peu atterrée... » ! Marie-Christine, à Pau, est définitive, elle ne participera plus : « J'y suis allée une fois, on leur a tous dit ce qu'on voulait et puis rien ne se faisait ».

Pourtant, ces réunions publiques sont défendues par certaines personnes qui s'y engagent. Elles y trouvent des informations concernant les projets à l'échelle du quartier et de la ville ; cela témoigne, selon elles et eux, de la volonté de demander leur avis aux personnes. Néanmoins, toutes ces formes assez classiques de concertation sont souvent boudées par les habitant-es, déçu-es de voir que rien ne bouge.

Les conseils citoyens et les tables de quartier : des alternatives ?

Face à ce constat général, quelques voix s'élèvent pour parler des conseils citoyens. Ces espaces ont été mis en place en 2014 dans le cadre de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine dite « Loi Lamy ». Obligatoire dans chacun des 1500 quartiers prioritaires français (tels qu'ils ont été définis en 2014), les conseils citoyens cherchent à dépasser les limites des autres formes de concertation comme les conseils de quartier. Ils mobilisent des habitant-es via le tirage au sort, sont des outils de « co-construction » de la politique de la ville, et se veulent plus autonomes que des réunions publiques directement animées par des élu-es.

« Le problème c'est qu'il n'y a pas beaucoup d'adhérents. C'est toujours les mêmes qui sont obligés d'être là pour tenir la permanence. »

— Brigitte —

Les conseils citoyens se démarquent des autres espaces de concertation par un caractère plus ascendant. Certains se

sont même montés en association, pour prendre réellement leur autonomie. C'est ce que retiennent Brigitte et Mélanie, à Pau. Les deux habitantes viennent de quartiers différents et ne se connaissent pas, mais font toutes deux partie d'un conseil citoyen. Brigitte commence : « C'est vraiment bien ; on s'est même mis en association, c'est dynamique ». Mélanie acquiesce : « Moi je suis dans le conseil citoyen de Saragosse, c'est aussi une association, et c'est vraiment nous qui proposons des choses, c'est vivant ». Elle pointe du doigt la mairie, de l'autre côté de la rue : « Vous savez, ils s'interrogent sur ce qu'on est en train de faire là, et ça les démange de venir s'en mêler ! ». Restent, dans tous les cas, des difficultés. En premier lieu, celle de mobiliser au-delà du groupe des conseillers et conseillères citoyen-nes. Souvent ces groupes, dynamiques au début, ont tendance au bout d'un certain temps à se réduire à quelques personnes très engagées. Pour Brigitte, malgré la fierté d'avoir créé une association et la volonté de fer qui anime son petit groupe, la relève se fait attendre : « Le problème c'est qu'il n'y a pas beaucoup d'adhérents. C'est toujours les mêmes qui sont obligés d'être là pour tenir la permanence.



Les habitant-es s'engagent ! Le conseil citoyen : l'expérience d'Amel



📍 Allonnes

Amel vit dans le quartier de Chaoué-Perrières à Allonnes. Si elle se mobilise ce vendredi de décembre pour la rencontre Paroles d'Habitant-es organisée par le centre social Gisèle Halimi, c'est parce que le thème de l'engagement lui parle et qu'elle veut partager son expérience. Depuis quelque temps Amel est conseillère citoyenne. Elle raconte : « Je fais partie du conseil citoyen. Comme j'aime cette ville, Allonnes, je cherchais un moyen de m'impliquer un peu plus, sans être une élue. J'ai eu vent de ça, et ça fait maintenant un an que j'y participe ». Son intronisation dans le conseil s'est faite par le biais d'une amie à elle : « Je lui disais que je voulais m'impliquer, en tant que citoyenne, pour la ville et elle m'a répondu : « Ah mais tu sais, moi, je fais partie du conseil citoyen, il y a des réunions que l'on tient quand même assez régulièrement. Je t'invite, on en informe celles qui s'en occupent et tu viens pour voir comment ça se passe ». J'ai assisté à la première réunion, j'ai trouvé ça intéressant et du coup j'y assiste ».

Le conseil citoyen de Chaoué-Perrières se réunit régulièrement. Il s'intéresse à plusieurs sujets, regroupés dans des commissions, parmi lesquelles le logement, les espaces publics, les activités sur le quartier. Amel s'est mobilisée sur l'évènementiel : « J'ai fait partie de la commission qui organise la fête de la musique. En tant que conseillère citoyenne, j'ai travaillé avec toutes les équipes qui ont permis que cette fête existe, et qui l'ont organisée. C'est vraiment intéressant. Ça permet de découvrir des choses auxquelles on n'aurait pas prêté attention si on n'était pas dans les coulisses, comme ça ». Le rôle des conseillers citoyens est de faire remonter la parole des habitant-es du quartier. Ils ont pour mission d'aller récolter cette parole, lorsque, par

exemple, démarre la concertation pour la rénovation du quartier : « Quand on va détruire parfois certains immeubles, on peut nous demander d'aller prospecter, d'aller prendre la parole auprès des habitant-es, comment ils le vivent. Moi j'essaie d'en parler, d'expliquer. Les gens sont souvent surpris. Beaucoup ne savent pas que ça existe ».

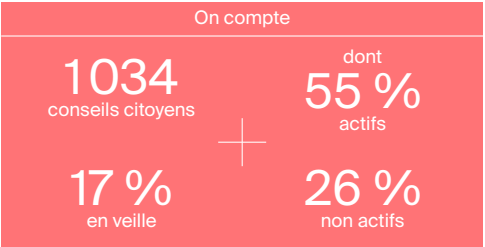
Selon elle, le conseil citoyen est utile parce que ça permet d'agir à son échelle : « Avec le conseil citoyen, on peut agir à notre niveau. Parfois les gens disent : « On a constaté ce problème-ci, ce problème-là », mais nous, quelle solution on peut proposer, on peut apporter ? C'est ça qu'on essaie de faire ». Néanmoins, elle a bien conscience des limites de ce dispositif : « C'est vrai que parfois, quand on propose, ce n'est pas accepté au niveau des autorités. Souvent, les problèmes dont les gens nous parlent, qu'ils viennent évoquer dans les réunions, ce n'est pas assez entendu. On sent que ceux qui sont haut placés ont tendance à dire : « Non, non, c'est pas comme ça que ça fonctionne ». Donc voilà, le retour n'est pas vraiment ce que la population escomptait. Mais nous on lâche rien, on continue ».

Donc il faudrait être un peu plus nombreux pour pouvoir tourner. On est 4 ou 5 c'est tout...».

L'autre difficulté, évoquée par Amel, conseillère citoyenne à Allonnes, est celle de l'écoute par les autorités. Elle regrette que la population «ne soit pas entendue, parfois, dans les hautes sphères». En définitive, elle s'en remet à des actions portées par les habitant-es, plutôt que des revendications ou des interpellations: «On se plaint beaucoup mais si on peut faire quelque chose à notre petit niveau c'est toujours ça de gagné!». Si ces actions permettent à Amel et aux membres du conseil citoyen d'agir à leur échelle, on s'éloigne cependant de l'idée de «concertation»,

voire du terme, pourtant très employé dans la loi, de «co-construction» des politiques publiques.

Au 1^{er} janvier 2023



Source: Les démarches participatives dans les quartiers prioritaires, Etat des lieux 2014-2023, ANRU, 2023



Participation des conseils citoyens aux instances des contrats de ville (en%)

Instances	Part des CC qui sont représentés dans ces instances	Répartition des CC selon leur modalité de participation à la décision des différents types d'instances	
Instances de pilotage	87 %	Informations	38 %
		Consultations	48 %
		Co-construction	15 %
Instances techniques	62 %	Informations	42 %
		Consultations	38 %
		Co-construction	21 %
Instance de programmation	38 %	Informations	67 %
		Consultations	23 %
		Co-construction	10 %
Groupes thématiques	65 %	Informations	38 %
		Consultations	34 %
		Co-construction	28 %

Note de lecture : 87 % des conseils sont représentés aux instances de pilotage des contrats de ville. Concernant ces instances de pilotage, 38 % des Conseils Citoyens sont simplement informés des décisions qui sont prises, 48 % sont consultés pour avis et, enfin, 15 % co-construisent les décisions.

Source: Les démarches participatives dans les quartiers prioritaires, Etat des lieux 2014-2023, ANRU, 2023

En 2014, en parallèle de la mise en place des conseils citoyens, la Fédération des centres sociaux de France et la Coordination nationale Pas sans Nous décident

de lancer une autre dynamique de participation, sous la forme d'une expérimentation: les tables de quartier. L'idée est de rassembler habitant-es et associations du

Haut Dillon, Fort de France (972)
Le Raizet, Les Abymes (971)
↑ →





Les habitant·es s'engagent ! La Table de Quartier Saint Gabriel



📍 Marseille

Il s'agit d'une table de quartier historique, créée dès 2014 au lancement de l'expérimentation nationale. Elle est aujourd'hui animée par Basile, salarié du centre social Saint Gabriel. Lors de la première rencontre «paroles d'habitant·es», le 11 juillet 2022, il présente cette dynamique et raconte son expérience. Maria, Souad et Paula présentes à la réunion, sont aussi membres de la table de quartier et témoignent également.

Basile présente la dynamique : « Cette table de quartier, c'est un espace d'organisation des habitants pour pouvoir se préparer et discuter, pour faire valoir les droits à égalité avec les autres habitants de France, les autres citoyens de France. Elle se réunit une fois par mois et elle peut se réunir plus régulièrement si vous avez besoin de travailler davantage entre vous. Elle peut se tenir au niveau du centre social ou dans les espaces publics du quartier, suivant ce qui vous arrange le mieux. Elle se déroule à l'heure qui vous arrange le mieux, entre le lundi et le vendredi ».

Concrètement, les personnes mobilisées dans la table de quartier organisent des actions, des manifestations, des rassemblements, des pétitions, des convocations de la presse, des rencontres avec les élu·es. Deux exemples sont mentionnés par des habitantes mobilisées au sein de la table. D'abord, Souad raconte la mobilisation sur la voirie face à l'école : « On a eu un problème par rapport à nos enfants pour traverser, pour aller à l'école. Il y en a qui ne respectent pas le code de la route et il y a des personnes aussi qui gèrent mal leurs voitures. Une fois, il y a deux enfants qui ont été écrasés, devant l'école, et c'était dur pour les parents. On s'est organisés, on a fait une manifestation quelques jours devant l'école. D'abord, la police municipale

est venue, au moins le matin pour nous aider... Et à la suite, on a eu les agents de médiation, qui depuis assurent ça tous les matins et tous les après-midi, à la sortie de l'école ». Paula, elle, évoque une dynamique de dialogue engagée avec le bailleur : « On a rencontré la présidente du bailleur. Elle est entrée dans tous les bâtiments et on a pu lui montrer les problèmes avec les poubelles, les boîtes aux lettres, les portes. Elle s'est engagée sur plusieurs points comme de changer de société de nettoyage et aussi changer les poubelles qui sont trouées et qui attirent les rats. Bref, elle nous a promis pas mal de trucs, mais on reste en contact : on va la rencontrer de nouveau en septembre pour voir comment ça avance. Elle nous a dit qu'elle n'avait pas un budget illimité pour résoudre tous les problèmes de la cité. Mais sur ça, elle est prête à nous aider ».

En définitive, la table de quartier sert à créer de la mobilisation pour faire bouger les choses dans le quartier, comme le rappelle Basile : « Il n'y aura pas de changements majeurs dans ce quartier sans un engagement plus important de certains habitants de quartier pour agir et faire connaître les problèmes qu'ils rencontrent et même éventuellement suggérer des solutions à qui de droit. C'est à ça que sert la table de quartier ». Souad, habitante mobilisée au sein de la table, évoque sa propre expérience de cette dynamique : « Je ne sais pas pour d'autres habitants, mais moi je suis heureuse que ça existe. En fait, tu te dis : j'ai ce problème, il y a ce problème dans le quartier, et bien tu peux aller à la table de quartier. Et tu n'es pas tout seul en train de réunir tout ça dans ta tête : qu'est-ce que je dois faire ? Je vais voir qui ? Au final, c'est nous qui devons régler ces problèmes, mais avec la table on est conseillés ».

quartier pour évoquer les problèmes qui se posent et trouver, ensemble, des solutions. Cela peut prendre la forme d'actions, de projets, d'interpellations des pouvoirs publics. La particularité des tables de quartier est qu'elles ne sont pas obligatoires : elles sont mises en place par des collectifs et des associations qui cherchent à organiser les habitant·es du quartier. Les institutions peuvent être invitées, mais elles n'animent pas les réunions et ne disposent pas de pouvoir de décision. Elles disposent d'un caractère plus ascendant que les disposi-

tifs participatifs plus institutionnels, dont les conseils citoyens¹⁷. Ces tables de quartier existent depuis la fin du 20^e siècle à Montréal, au Québec. En France, elles sont proposées dans le cadre d'un rapport, rédigé par la sociologue Marie-Hélène Bacqué et le militant associatif Mohammed Mechmache. Leur ambition, à travers ces tables de quartier et trente autres propositions, est de permettre aux habitant·es des quartiers populaires de développer leur pouvoir d'agir sur leur situation¹⁸. Aujourd'hui, il existe une vingtaine de tables de quartier en France.

Faire reconnaître une expertise différente

Une manière de développer un pouvoir d'influence sur les décisions politiques consiste à valoriser l'apport spécifique des habitant·es, par rapport aux élu·es et aux technicien·nes. Les résident·es, qui vivent le territoire au quotidien, ont une forme d'expertise, dite expertise d'« usage »¹⁹, qui les rend tout à fait légitimes à s'exprimer sur les sujets qui les préoccupent, que ce soit leur logement, le cadre de vie, les espaces publics du quartier, ou tout autre enjeu qui nécessite des décisions politiques. Les transports, la circulation et le stationnement sont des exemples évidents de cette expertise. Aux Abymes, en Guadeloupe, la discussion animée porte sur les arrêts de bus, qui posent problème dans le quartier. Une élue est présente pour évoquer les projets de la municipalité à venir. Une habitante lui fait remarquer que les changements dans le tracé du bus ne conviennent pas. « Avant, le bus faisait le tour par le Nord. Maintenant il ne s'arrête qu'à République. Et ce n'est vraiment pas pratique du tout. Moi et ma mère, on a des problèmes médicaux, ce n'est pas évident d'aller prendre le bus pour aller faire les courses ». L'élue réagit : « Effectivement, on a rectifié le tracé du transport. Mais on l'a fait en ne prenant pas en compte tous les problèmes,

dont ceux que vous parlez. Quand on a fait ce tracé, certains bâtiments n'étaient pas encore construits, avec les nouvelles résidences qui émergent et la fin des travaux, il va falloir revoir la circulation des bus. On va mettre l'accent dessus ».

Sur le sujet de la consommation de drogue dans le 18^e arrondissement de Paris, on retrouve l'importance de cette expertise d'usage. Certes, l'arrivée du tram dans le cadre du programme de rénovation urbaine du quartier est perçue comme quelque chose de positif. Néanmoins, celui-ci n'est pas utilisé par de nombreuses habitant·es, du fait de personnes droguées et de vendeurs et vendeuses qui peuvent parfois circuler. Amina : « J'aurais préféré garder notre vieux bus et ne pas avoir des vendeurs de crack dans le tram... ». Marie-Antoinette rebondit : « Si je rentre le soir, je ne prends pas le tramway. Je préfère prendre le bus qui me fera un trajet vraiment plus long. Je me sens plus en sécurité dans le bus. Il y a un chauffeur, et c'est plus petit ». Ces retours d'habitant·es sur leur quotidien différent de la perception des technicien·nes en charge de construire les logements, le quartier, la ville. Ils peuvent servir de point d'appui pour revendiquer des changements dans l'action publique.

¹⁷ Bénédicte Madelin, ancienne directrice de Profession banlieue et membre de la coordination nationale Pas Sans Nous a suivi de près la mise en place des conseils citoyens et celle des tables de quartier. Elle a écrit un article qui compare ces deux dynamiques : « Conseils citoyens ou tables de quartier ? », Revue Projet, 2018, n° 363, p. 38-43.
¹⁸ Marie-Hélène Bacqué, Mohammed Mechmache, Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires : pour une réforme radicale de la politique de la ville, rapport remis au ministre de la ville François Lamy, juillet 2013.
¹⁹ La sociologue Héloïse Nez étudie l'expertise des citoyen·nes sur leur quartier et sur leur ville dans le livre *Urbanisme : la parole citoyenne*, paru en 2015 aux éditions Au bord de l'eau.



Les habitant·es s'engagent ! La visibilité en voiture



📍 Cambrai

Au centre social du quartier Saint Roch, à Cambrai, la rencontre a commencé depuis à peine quelques minutes que le petit groupe réuni tombe d'accord sur un problème commun : la circulation.

Geneviève est venue avec son mari. Tous deux abordent ce problème, qui suscite des remous dans l'auditoire : « Il y a le carrefour en bas de la rue Bouchain », « Oui, il y a aussi la sortie de la résidence ! ». Pour résumer : « Il y a un manque de visibilité, notamment au niveau du sol, et on ne voit rien, notamment aux heures de pointe ».

Face à ce constat, les habitant·es ont manifesté leur colère une première fois. Farida explique : « Moi et les gens du quartier, on a fait signer une pétition, nom, prénom. Il y a eu largement plus d'une dizaine de signatures. Le maire nous a reçus. Il a d'abord dit que c'était à nous de faire attention, mais

on lui a expliqué. Du coup ils ont installé un passage piéton, et des poteaux, pour qu'on ne puisse plus se garer ».

Si cette petite mobilisation a abouti sur des résultats concrets, elle aurait pu être menée en s'appuyant plus fortement sur l'expertise quotidienne des conducteurs et conductrices : « Le problème, c'est que ça ne change rien. Ça dégage un peu, mais je suis toujours obligée de m'avancer au niveau du stop, sinon je ne vois rien. Il faudrait un miroir, un grand miroir ».

Le reste du groupe approuve cette proposition. Reste à savoir de quelle manière cette proposition sera l'objet d'un nouvel effort de mobilisation et d'action de la part du groupe. Un effort supplémentaire qui aurait peut-être pu être évité en prenant plus en considération les connaissances des habitant·es vis-à-vis de ces problèmes de circulation.

Assumer la place du conflit

La transformation de la colère des habitant·es en action collective passe par la capacité à s'organiser, à jouer avec les cadres légaux à disposition pour parvenir à être écouté·es et à susciter les changements souhaités. Le contexte politique local est déterminant dans la réussite des mobilisations. Dans certains cas, les habitant·es disposent d'une oreille attentive des élu·es, comme l'indique Amina à Paris concernant

son action vis-à-vis de la prostitution : « J'ai eu la chance d'avoir un gardien qui était élu au sein de la mairie. Tout d'un coup, quand il nous a aidé là-dessus, ça a commencé à porter ses fruits ».

Si être ainsi appuyé par des personnes au sein des institutions est un coup de pouce, dans d'autres cas, les mobilisations peuvent prendre des formes plus revendicatives telles que, par exemple, la manifestation ou

la pétition. Ces manières d'agir sont plus ou moins conflictuelles. Safia, à Sevrans, est fière d'être parvenue à susciter de l'adhésion en restant dans le dialogue : « On a gagné notre bataille et légitimement, sans faire de casse. Il y a des gens qui voulaient casser, mais on a préféré utiliser nos textes de lois, nos droits, pour avancer. C'est ça aussi la mobilisation, c'est ne pas se faire entendre n'importe comment, mais de manière intelligente ». Il existe également des formats originaux de mobilisation, comme à Sevrans, où cet habitant raconte avoir organisé l'envoi de lettres en groupe dans le but de « noyer le bailleur sous des courriers ».

« C'est ça aussi la mobilisation, c'est ne pas se faire entendre n'importe comment, mais de manière intelligente. »

— Safia —

Loin de s'en tenir à l'expression de doléances, ou encore de chercher trouver à des solutions « entre habitants·es », certaines évoquent des mobilisations bien plus conflictuelles. Lors de la rencontre de Marseille, au Grand Canet, le groupe de femmes évoque leurs expériences d'action collective, et cette nécessité qu'elles ont eu de sortir du seul dialogue. Samira commence : « Moi, on m'a toujours appris à réagir par le dialogue. Malheureusement, souvent, ça ne suffit pas. Un jour, il faut vraiment faire des actions, par exemple des manifestations ou des blocus... Ça nous révolte de nous sentir démunis face à nos problèmes, et on voit que la seule chose qui marche, c'est la mobilisation des personnes, que ce soit les parents par rapport à l'école, ou les habitants par rapport au quartier ».

Souad confirme cette nécessité, dans certains contextes, d'employer des modes d'action plus conflictuels, en évoquant son passé à Mayotte : « Quand j'étais jeune, à Mayotte, j'étais déléguée dans mon lycée et on n'avait pas eu de cantine pendant deux semaines. Le lycée était loin de notre quartier donc on ne pouvait pas rentrer le midi. On avait manifesté, fait une petite grève, blo-

qué les voitures devant le lycée, et ça marché ! On a eu ce qu'on voulait, on a eu la cantine ».

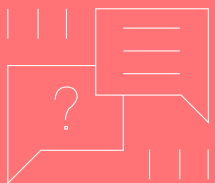
Amina résume cette idée : « Il ne faut pas baisser les bras. En les harcelant, ils vont bouger. Il faut bouger les propriétaires pour les logements, il faut bouger la ville, il faut bouger les ministres, l'Éducation nationale ». Être « rentre-dedans », c'est le mot d'ordre de cette habitante du quartier Fontaine Mallet, à Villepinte, venue raconter le fonctionnement de son amicale de locataires aux autres participant·es : « Vous insistez beaucoup sur le fait que chez nous ça fonctionne, mais en fait, on a une amicale qui est rentre-dedans. Quand le nouveau commissaire est arrivé, on a demandé une réunion et on l'a eue ; la nouvelle municipalité, on a fait la même chose et on n'a rien eu, le bailleur, pareil. Alors on a dû réécrire, renvoyer des courriers. C'est comme ça que ça fonctionne. Ensemble on peut tout, mais seul on n'est rien ».

Assumer une posture plus offensive, passe aussi par le fait de demander des comptes face aux promesses qui sont faites pendant les campagnes ou lors de réunions. Demander des comptes, Mireille, au Bouscat, connaît ça. Cette syndicaliste à la retraite raconte ses expériences de réunions avec la direction de son entreprise. « J'ai été 35 ans dans un syndicat. Si j'avais une chose à vous conseiller de mon expérience ce serait ça : quand on est avec des élus, il faut mettre des délais, leur dire "On est content que vous preniez ce que l'on dit au sérieux, donc dans deux mois, si rien ne se passe, on vous recontacte". Parce qu'ils vont t'endormir et attendre que tu passes à autre chose. Il faut être très vigilant ».

« Quand j'étais jeune, à Mayotte, j'étais déléguée dans mon lycée et on n'avait pas eu de cantine pendant deux semaines. [...] On avait manifesté, fait une petite grève, bloqué les voitures devant le lycée, et ça marché ! »

— Souad —

Basile, l'animateur de la table de quartier du Grand Canet, à Marseille, dit la même chose



3 questions à

Jo Spiegel

■ Ancien maire de Kingersheim

1

La politique de la ville vise à mobiliser les habitant-es dans une logique de co-construction, or plus que jamais, on relève dans les quartiers prioritaires une défiance envers les institutions. Quelles en sont les raisons selon vous ?

On voit bien qu'un des paramètres majeurs de la défiance envers les institutions ou les politiques, mais aussi au niveau interpersonnel, c'est le mal-être de la vie quotidienne. Il n'y a pas de haute qualité démocratique possible sans haute qualité humaine. Si les habitant-es sont autant réticent-es, c'est parce qu'il y a trois exigences fortes qui sont aujourd'hui malmenées :

1 La culture de la promesse tenue : trop souvent, les habitant-es sont déçu-es parce que rien n'est fait après qu'ils et elles aient exprimé leurs points de vue et besoins.

2 L'exigence de la simplicité et de l'humilité, de la transparence et de l'égalité. Il faut sortir de l'entre-soi des politiques. Il est tout à fait fondamental d'être habitée-e par une logique de considération et de reconnaissance mutuelle.

3 L'exigence du processus : il faut prendre soin du processus plutôt que de s'intéresser uniquement au résultat. C'est dans le processus que la parole est entendue, que la co-construction est possible et que l'intelligence collective s'exprime.

2

Les acteurs de terrain font souvent état d'une difficulté à mobiliser les habitant-es. Comment renouveler l'approche de la démocratie participative telle qu'on la connaît aujourd'hui dans les quartiers populaires ?

Le premier point est de donner l'occasion aux habitant-es d'être citoyen-nes et pas seulement électeur-rices, ce qui induit de compter les individus comme partie prenante du processus de décision. C'est très important, notamment dans les quartiers populaires où les habitant-es ont trop souvent l'impression d'être dragué à l'approche des élections.

Le deuxième point est qu'il est nécessaire de développer une démocratie continue et inclusive. Il faut aller vers les habitant-es pour chaque décision importante et structurante en ouvrant ce que j'appelais, lorsque j'étais maire, « une séquence démocratique ». Cela commence par l'organisation d'un forum débat où tout le monde est invité. Il a pour objectif de permettre aux gens d'exprimer leurs peurs, leurs colères, leurs préoccupations et leurs premières propositions. C'est en fait une réunion publique, mais qui n'est que le départ d'une séquence démocratique – on ne fait pas de démocratie participative en alignant les réunions publiques ! Ensuite, on invite des personnes volontaires à s'engager dans

une instance de contribution – qu'on a appelé « les conseils participatifs » à Kingersheim. Ce sont alors dans ces instances que les projets prennent forme et se co-construisent dans la complexité. Enfin, une des conditions essentielles de réussite, c'est que la séquence démocratique ne soit pas décisionnelle mais décisive, c'est-à-dire que les élu-es sont là pour valider le processus qui se déroule par consentement progressif, plutôt que de valider uniquement un résultat. C'est un continuum démocratique.

Le dernier point qui me paraît important, c'est d'encourager le potentiel et le pouvoir d'agir des citoyen-nes, tout en fêtant l'engagement des individus. Une soirée de l'engagement dans le quartier me paraît essentielle pour montrer que partout, il y a des gens qui s'engagent et qu'on s'encourage mutuellement à le faire.

3

Quelles places et rôles des différents acteurs, notamment les collectivités, l'État, les institutions, pour répondre à l'enjeu démocratique dans les quartiers populaires ?

L'idée est de permettre aux individus, en tant qu'habitant-es, élu-es majoritaires et minoritaires, expert-es, de mutualiser leurs apports grâce à leur diversité de compétences, de statuts et de responsabilités. Il faut accepter l'hybridation des ressources, reconnaître que personne n'est au-dessus de l'autre et que chaque voix compte au même niveau. Cela nécessite également d'être au clair sur la part de compétence et de responsabilité plus propre à telle ou telle personne.

Il y a aussi un enjeu d'acculturation au dialogue car les institutions ont souvent peur de la parole des habitant-es et dialoguer avec les habitant-es de manière constructive ne s'improvise pas.

Donc si les élu-es sont habités-es par la question de savoir comment rendre la démocratie désirable, en particulier pour celles et ceux qui se sentent déconsidérés-es et jamais entendus-es, cela sera déjà un premier acte qui permettra de renverser les tendances et de se sentir égaux-ales les un-es aux autres dans les processus de décision.



↑ Les Fougères, Avon (77)
 ↓ Grand Canet, Marseille (13)

« Il faut les interpeller sur ces engagements, ça les encourage à travailler et ça leur fait comprendre qu'en fait, on ne les oubliera pas. »

— Basile —

à partir du constat fait par Dalila sur la disparition du centre médical du quartier : « Sur le centre médical, on est allés interpeller la mairie centrale au Vieux-Port, il y avait au moins une quinzaine de personnes : des mé-

decins, des retraités et des associations. Ils nous ont vendu du rêve. Mais jusqu'à maintenant on n'a pas eu de réponse. C'est le silence total ». Il lui répond : « Quand ils disent qu'ils vont essayer, on doit pouvoir leur demander des comptes, leur demander : "alors, qu'est-ce que ça a donné votre travail ?". On ne leur demande pas qu'ils réussissent toujours. Mais on doit se renseigner : qu'est-ce qu'ils ont fait, qu'est-ce que ça a donné ? Il faut les interpeller sur ces engagements, ça les encourage à travailler et ça leur fait comprendre qu'en fait, on ne les oubliera pas ».

Le rôle des acteurs intermédiaires

Face aux enjeux de mobilisation, la société dispose d'acteurs intermédiaires, qui ne sont ni des citoyen·nes, ni des institutions. Associations, collectifs, syndicats, ils se situent entre les personnes et les pouvoirs. Leur rôle est fondamental. Les centres sociaux font partie de ces acteurs, et, à les entendre, les animateurs et animatrices des rencontres affichent toutes et tous la volonté d'aider ces mobilisations. Cette aide peut passer par plusieurs actions de formation, d'accompagnement, d'organisation. La question du rôle et de la place de ces acteurs se pose d'autant plus qu'ils sont souvent eux-mêmes financés par les institutions, ce qui rend leur positionnement complexe²⁰.

En ce sens, il faut séparer les syndicats et autres collectifs dont l'objectif est explicitement de défendre les droits des habitant·es, des travailleurs et travailleuses, des

parents, etc ; et les structures d'animation de la vie de quartier, qui sont plutôt des lieux de rassemblement et d'organisation d'activités, de projets, et parfois d'actions collectives. Ces derniers ont une mission d'éducation populaire, comme le rappelle Fabrice à Mulhouse, en parlant du centre social : « L'énergie des habitants, l'énergie des jeunes, c'est le rôle de l'éducation populaire d'en faire quelque chose : se retrouver ensemble, se connaître, vivre et agir ensemble, faire quelque chose de positif de cette énergie ». Animer le quartier, c'est donc aussi, pour ces structures, un rôle d'accompagnement de l'engagement, d'aide à la mobilisation, d'organisation de collectifs d'habitant·es.

²⁰ L'historienne Christine Bouneau et le juriste Robert Latore évoquent le rôle historique de cette "société civile organisée", et son positionnement paradoxal, à la fois "contre" et "tout contre" l'état : *La société civile organisée contre l'état*. Tout contre. Éditions le bord de l'eau, 2020.



Jouer collectif pour défendre ses droits

La mise en lien avec d'autres collectifs est un levier pour changer d'échelle, pour agir aux niveaux de décision que l'on ne peut atteindre localement. Une des voies consiste à construire des alliances avec des structures qui vivent les mêmes problématiques. C'est ce que propose Farrah, l'animatrice de la rencontre parisienne: «Certes, on peut être impuissants sur un territoire, mais là, si je reviens sur la question de la drogue, le problème, certes il est ici, mais il est pareil à la porte de la chapelle, vers Stalingrad, etc. On pourrait se réunir... Dans le 19^e par exemple, il y a des choses qui s'organisent autour de la drogue, je n'ai pas le détail des actions mais il faudrait agir avec eux parce que le problème est beaucoup plus gros». Penser collectif, c'est aussi entrer en contact avec des acteurs spécialisés dont le rôle est d'accompagner les personnes pour défendre collectivement leurs droits. On l'a vu avec les amicales de locataires dans le premier chapitre, mais c'est aussi le cas pour des syndicats par exemple: pour chaque

vous montrez certaines cartes de visite, eh bien on vous répond immédiatement. Si vous restez tous seuls, vous pourrez envoyer des courriers, vous n'aurez aucune réponse».

« Les politiques sont très forts pour communiquer, pour parler. Une réunion avec des élus c'est impressionnant. Il faut se préparer, connaître ses droits, donc il faut être formé pour tout ça. »
— Mireille —

Outre donner du poids, ces organismes aident concrètement les collectifs, comme le montre, une nouvelle fois, l'expérience syndicale de Mireille: «On a fait trois semaines de grève, aidés par les gens de la communauté urbaine de Bordeaux, où il y avait beaucoup de syndiqués, et ils nous ont aidés, en faisant par exemple une caisse de grève sinon à la fin du mois on n'avait plus rien». Cela permet aussi, selon elle, de se former: «Les politiques sont très forts pour communiquer, pour parler. Une réunion avec des élus c'est impressionnant. Il faut se préparer, connaître ses droits, donc il faut être formé pour tout ça. Et ça marche, il y a de vrais résultats après, quand on montre qu'on n'est pas dupes». À Paris, Mélanie évoque l'importance des formations qu'elle a pu recevoir en tant que bénévole: «C'est grâce à une de ces formations que j'ai commencé à m'engager [...] et j'ai rencontré plein de gens qui étaient très intéressants. C'est comme ça qu'on s'engage, quand on commence juste comme ça, par des petites actions, par des formations».

Cet enjeu de formation a été largement soulevé dans les problématiques liées aux travaux dans les immeubles, que ce soit dans les logements ou dans les parties communes, où les résident-es se demandent

parfois ce qui est à la charge du bailleur et à la charge du locataire.

Lors de la création de mobilisations pour défendre les droits des habitant-es, la mise en lien avec d'autres collectifs ou encore l'adhésion à des organismes est donc un vé-

ritable plus. Pour soutenir les habitant-es dans leurs mobilisations, il pourrait ainsi être pertinent de systématiquement leur mettre à disposition des collectifs, associations ou institutions qui pourraient les aider dans leurs revendications.

Être accompagné localement

Outre ces organismes dédiés à la défense des droits, il existe donc, localement, des structures en charge de l'animation locale, dont le but est, notamment, d'accompagner des groupes d'habitant-es pour monter ou accompagner des collectifs. Les centres sociaux sont un de ces acteurs. La première chose que revendiquent ces structures, c'est d'être des lieux où peuvent se réunir les habitant-es. Le directeur du centre social Saint Roch, à Cambrai, explicite cette posture: «En tant que professionnels, on essaie de faire en sorte que les gens se sentent bien, dans de bonnes dispositions, et de leur donner envie. Je pense qu'une fois que les habitants sont bien reçus, qu'ils se sentent bien dans le centre social, c'est déjà un bon pas de fait».

Ensuite, l'accompagnement des individus et des groupes est un élément important de leur action. Amina raconte ainsi que, dans tout son parcours d'engagement, elle a ressenti le besoin d'être accompagnée: «Quand je me suis engagée comme parent d'élève, comme administratrice, j'ai eu besoin d'être accompagnée, soutenue.

« S'engager, ce n'est pas quelque chose qui peut se faire facilement, ça demande un accompagnement. »

— Amina —

S'engager, ce n'est pas quelque chose qui peut se faire facilement, ça demande un accompagnement». Néanmoins, du fait de leurs autres activités, par exemple de soutien social ou d'aide sociale, ces associations ne sont pas forcées-

« Est-ce que le centre social, ce ne serait pas justement l'endroit pour essayer de se regrouper, pour faire quelque chose ? »
— Une habitante de Cambrai —

ment repérées comme des lieux de mobilisation. À Cambrai, une habitante explique bien cette idée que le centre social a plusieurs rôles qui parfois ne sont pas tous connus: «Au niveau du centre, on a tendance à venir pour consommer des choses. Et là, je vois que ce qu'on fait c'est que chacun donne et chacun reçoit. C'est comme ça qu'on se mobilise et ça fait du bien de voir ça dans le centre social. Mais moi je me dis: est-ce que le centre social, ce ne serait pas justement l'endroit pour essayer de se regrouper, pour faire quelque chose?».

Au sein de ces structures, les personnes en charge de l'animation des divers groupes d'habitant-es ont un rôle fondamental. Il s'agit pour elles et eux de valoriser les personnes, de développer leur pouvoir d'agir sur leur situation, sans pour autant prendre leur place. Cela a été le cas dans les

« Dès que vous montrez certaines cartes de visite, eh bien on vous répond immédiatement. Si vous restez tous seuls, vous pourrez envoyer des courriers, vous n'aurez aucune réponse. »
— L'amicale de locataires de Villepinte —

problématique, l'affiliation à un organisme légitime les collectifs. Mireille l'exprime bien au Bouscat: «On s'est mis en syndicat pour pouvoir réagir, sinon notre parole n'était pas entendue». À Villepinte, l'amicale de locataires n'aurait pas eu le même impact sans l'adhésion à la confédération nationale du logement: «C'est important de s'affilier à des organismes qui leur donnent aussi du poids, comme la CNL. Parce que dès que

mouvements de sans papiers, autour du droit au logement, c'est également ce que défend ATD Quart Monde vis-à-vis des personnes en situation de pauvreté. Il s'agit de veiller à «préserver la capacité d'agir propre de ces publics en mal de reconnaissance». Comme le dit le directeur du centre: «Nous, au centre social, on est un petit peu dans la logique où si on fait à votre place, ça va pas. Parce que, à la base, la demande n'émane pas de nous».

Accompagner la mobilisation sans se mettre à la place des premier-es concerné-es n'est pas aisé. Un directeur de centre social essaie de proposer un positionnement pour sa structure: «Le centre social, il peut être porte-parole. Voilà. On peut récolter les demandes et les présenter. Après, c'est compliqué pour le centre de se positionner directement contre la municipalité». La dépendance financière de ces

structures face aux institutions que sont les villes, mais parfois aussi les bailleurs qui financent certaines de leurs actions, les empêche d'être en première ligne.

Ce rôle est défendu par les centres sociaux: plutôt que de prendre la place des premier-es concerné-es dans leurs actions et leurs revendications, ils souhaitent se positionner comme facilitateurs: il s'agirait donc, pour ces structures, d'aider les collectifs à se structurer, d'accompagner les mobilisations, et ainsi de revendiquer un rôle d'activateurs de démocratie locale.

En 2020, les centres sociaux et EVS ont: —



Fiches thématiques SENACS, 2021

+++ Aller plus loin

En Novembre 2016 sortait le troisième rapport national *Paroles d'habitant-es des quartiers populaires*. Son titre était: «Tisser la confiance dans les quartiers populaires». Il était centré sur le rôle de celles et ceux qui aident chacun-e à prendre sa place, à s'engager. Il portait notamment sur les «héros du quotidien» qui donnent de leur temps pour les autres et pour leur quartier, mais également sur les rôle des «relais» au sein des associations et des institutions qui peuvent aider les mobilisations des habitant-es.



<https://www.centres-sociaux.fr/files/2019/07/Tisser-des-liens-de-confiance.pdf>

Quelques mots pour finir

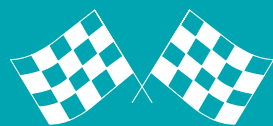
Face à la résignation, il est urgent que les institutions reconnaissent ces mobilisations qui ressortent du terrain, au-delà des espaces participatifs qu'elles mettent en place dans lesquels les habitant-es ne se retrouvent pas forcément. Deux des freins principaux à la mobilisation se trouvent dans l'incapacité à toucher un large public et dans la difficulté à se faire entendre par les pouvoirs publics. Face à ces limites, de nombreux organismes et de nombreuses associations accompagnent les collectifs dans leur structuration, leur organisation et leurs stratégies. Grâce à ces soutiens, les mobilisations ont plus de chances d'aboutir sur des résultats positifs pour le territoire.

Ces mobilisations font également bouger les individus qui s'y embarquent. À Paris, les divers engagements de Mélanie l'ont faite évoluer. Elle évoque le fait que désormais, elle assume une «place politique» dans la société. Elle développe: «Ça veut dire que j'assume d'avoir un avis sur les choses. Avant, je ne me sentais pas représentée, et je me disais "de toute façon, on ne va pas écouter mes problèmes". Je viens de l'île de la Réunion, et je me disais que ce n'était pas à moi de prendre une place, à donner mon avis. Mais après avoir beaucoup parlé, en ayant des débats avec beaucoup de personnes, je me suis posée des questions. J'ai fait mes recherches. J'ai commencé à lire des choses, à regarder des vidéos, pour me faire mon propre avis. Mais aussi pour pouvoir débattre parce que plusieurs fois il y avait des avis où je me disais "Non, je ne suis pas d'accord", mais je n'arrivais pas à le dire. Avoir une place politique, ça veut dire qu'aujourd'hui, je peux répondre à quelqu'un quand on me pose une question, je ne me dis plus "je ne sais pas". J'assume d'avoir un avis sur la politique, sur ce qui se passe ici, autour de moi».

127

Conclusion

Des « paroles d'habitant-es » aux actes



Les modalités d'engagement évoluent, dans l'ensemble du territoire et particulièrement dans les quartiers populaires. Les nouvelles générations amènent un souffle nouveau dans leurs mobilisations : moins encadrées par des organisations collectives pré-existantes, que ce soit des partis politiques, des syndicats ou des associations, elles ne sont pas pour autant moins politiques. Comme l'indique le sociologue Jacques Ion, « le politique tend à se développer ailleurs que dans les lieux institués comme tels²¹ ».

Au contraire, les engagements contemporains vont de pair avec la soif de spontanéité, de convivialité et de solidarité. Ils visent des résultats ici et maintenant. Ils articulent le fond et la forme : la visée de transformation sociale est bien présente, mais elle se concrétise au présent et s'inscrit dans les pratiques quotidiennes, plutôt que d'être reléguée à des discours pour des lendemains meilleurs.

Aussi, ces types d'engagement amènent les organisations qui les accompagnent à évoluer, à sortir de l'idée de « parcours d'engagement » à long terme, qui irait de l'activité à l'engagement bénévole, puis de l'engagement bénévole à la prise de responsabilité dans un collectif. Les engagements sont fluctuants, et solidement ancrés dans les parcours de vie individuels. Prendre conscience de ces manières de se mobiliser nous amène à casser nos manières de penser l'engagement et la démocratie : la « convivialité » ne s'oppose nécessairement pas à la « lutte », la quête de spontanéité ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'organisation, et vouloir agir ici et maintenant ne signifie pas que l'on ne dispose pas d'une visée de transformation plus profonde, mais simplement que les habitant-es ne veulent plus seulement « rêver » des lendemains meilleurs.

Cette volonté de changer les choses ici et maintenant suppose néanmoins un certain nombre de réflexions à poursuivre :
 » Autour du « changement d'échelle » pour ne pas rester sur des enjeux micro-locaux. L'action locale est largement valorisée par les habitant-es, parce qu'elle touche à leur cadre de vie, ici et

maintenant. Mais les problématiques des quartiers populaires se jouent parfois, voire souvent, à d'autres niveaux. Sur de nombreux sujets, comme la santé, la sécurité, l'urbanisme, l'éducation, il est nécessaire de réfléchir aux manières de faire collectif à d'autres niveaux, municipal, régional, voire national.

» Autour de l'accompagnement de la formation à l'action collective, pour mieux comprendre les jeux d'acteurs, trouver des allié-es potentiel·les et développer des stratégies et des modalités d'action *ad hoc*. Cette nécessité de se former se pose à toutes et tous : c'est un enjeu de co-formation, qui concerne les habitant·es mais aussi les élu·es, les bailleurs, les enseignant·es, les associations. Le tout pour tendre, ensemble, vers des pratiques ouvertes de démocratie locale sont un véritable atout pour régler plus efficacement les problématiques et faire évoluer les situations dans les quartiers populaires.

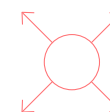
Pour bien prendre conscience de ces formes d'engagement où le fond se marie à la forme, notons la manière dont les rencontres organisées dans le cadre de ce rapport « paroles d'habitant·es » ont été elles-mêmes en grande partie des lieux d'élaboration des futures mobilisations dans le quartier. Loin d'être uniquement des lieux d'expression des doléances, loin d'être des discussions abstraites autour de l'« engagement » et de la « mobilisation », ces rencontres ont été l'occasion de raconter les actions collectives passées, de passer le relais entre les générations, de donner envie de s'engager sur les problématiques actuelles. Une majorité des rencontres se sont ainsi conclues sur des invitations à se revoir pour travailler plus en détail tel enjeu : ici les charges locatives *via* la création d'une amicale de locataires, là les problématiques de voirie *via* la mise en place d'une pétition, ou encore le sujet du manque de moyens mis dans l'école de quartier et l'invitation adressée à la directrice de l'école et aux élus locaux pour se réunir et trouver des solutions. Faire adhérer le fond et la forme, agir ici et maintenant, c'est aussi acter que la dynamique du rapport « paroles d'habitant·es » est aussi un outil pour l'élaboration et l'accompagnement des mobilisations qui feront changer la situation dans les quartiers populaires.

← Val Notre-Dame, Argenteuil (95)
→ Saint Roch, Cambrai (59)



Regards croisés autour de l'engagement...

...de la Fédération des Centres Sociaux et du Réseau national des CRPV



Les paroles d'habitant-es recueillies dans le cadre de cette édition du rapport nous ont amenés — **Fédération nationale des Centres Sociaux (FCSF)** et **Réseau national des Centres des Ressources Politique de la Ville (CRPV)** — à interroger les conditions de l'engagement et de la participation dans les quartiers populaires, au regard des politiques publiques comme des dynamiques de mobilisation collectives des habitant-es.

Le regard croisé met en exergue les enjeux auxquels nous sommes confrontés dans nos pratiques quotidiennes et sur lesquels il est urgent d'agir !

Quel regard porter sur cette intention de rendre obligatoire la participation citoyenne dans les quartiers en Politique de la ville dans la loi de 2014 ?

CRPV : Lors de la refonte de la politique de la ville, en 2013, engagée par François LAMY, alors ministre délégué à la Ville, la nécessité de faire place aux habitant-es des quartiers prioritaires a été rappelée. Le ministre a alors sollicité Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache pour apporter leur expertise. Le rapport « Pour une réforme radicale de la politique de la ville », publié en juillet 2013, identifiait cinq enjeux : appuyer le développement du pouvoir d'agir ou une démarche d'empowerment (intensification

des politiques publiques co-élaborées et qui s'appuient sur les initiatives citoyennes), mettre les citoyens au cœur des services publics, démocratiser la politique de la ville, changer l'image des quartiers et accompagner un renversement de démarche par la formation et la co-formation. Faisant fi de ces éléments, le ministre a, à travers la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, fait le choix de rendre « obligatoire » une forme de participation citoyenne, à savoir la création de conseils citoyens.

Nous en portons un bilan mitigé. Les évaluations ont souvent conclu en parlant soit de semi-échec : effondrement au sortir de

la crise et des élections municipales, soit de semi-réussite: les conseils citoyens bien qu'imparfaits ou qualifiés d'injonction descendante ont tout de même permis de mettre en lumière le sujet de la place des habitant-es et de leur rôle. Là où les conditions étaient réunies, le fameux triangle vertueux: politique, technique et citoyen, chacun dans son rôle mais en lien malgré tout, la participation a pris toute sa place dans la gouvernance des projets. Ce sont les aspects très formels et obligatoires de la mise en œuvre de conseils citoyens qui ont surtout retenu l'attention. Or la loi porte des leviers en termes de reconnaissance des habitants comme la co-formation, ou de prise en compte des contextes locaux avec la proposition de réaliser une analyse des dynamiques citoyennes au préalable de la constitution de l'instance. L'inscription des conseils citoyens dans la loi du 21 février 2014, a contraint acteurs et décideurs de prendre en compte les habitant-es, même si cela peut être considéré comme insuffisant! L'ambition réformatrice, portée par la loi Lamy, a posé un inédit en politique de la ville. Celui de sanctuariser par la loi la participation des habitant-es, et ce à 3 niveaux: celui de la définition des projets, celui de leur mise en œuvre et celui de leur évaluation (avec une traduction opérationnelle, la création des conseils citoyens dans chaque quartier concerné par la politique de la ville). Au moment où se terminent les contrats de ville, nous avons constaté que si la participation des habitant-es, via les conseils citoyens, constitue une avancée dans la mesure où les acteurs et décideurs ont été obligés de compter avec les habitant-es, force est de constater que les moyens nécessaires en termes de fonctionnement et d'accompagnement ont été parfois sous-estimés. Pourtant, nous souhaitons rappeler que si les difficultés et les insatisfactions sont souvent importantes, les conseils citoyens sont des structurations jeunes, auxquelles il convient de donner du temps et une réelle reconnaissance pour consolider leur rôle et leur place en qualité d'acteurs.

FCSF: Nous partageons ces constats et ne souhaitons pas en finir avec les espaces de

démocratie participative formels. Dans les endroits où ils contribuent réellement aux décisions et sont entendus par les pouvoirs publics, ils doivent pouvoir perdurer. Des conseils citoyens fonctionnent bien! Il faut pouvoir en tirer des enseignements, en termes de cadre, de dynamiques, de postures respectives, de sujets, de modalités d'échanges et de décision pour que ces espaces puissent se renforcer là où cela est possible.

Néanmoins, les évaluations des politiques publiques comme les retours des habitant-es, dans ce rapport et plus généralement, mettent en lumière qu'ils et elles ne se reconnaissent pas ou peu dans les instances de participation, par ignorance de leur existence parfois, par déception souvent, au regard d'un cadre trop descendant, restrictif ou qui ne permet pas leur pleine expression, la prise en compte de la parole et de leurs propositions pour améliorer le quartier et les conditions de vie.

Pourquoi, alors, continuer à chercher à prendre en compte l'analyse des habitant-es ?

FCSF: le rapport montre que les habitant-es de tous âges portent un regard et une analyse fine et utile de leur quartier, de leur cadre de vie, de leurs rapports aux autres. Un regard critique, souvent désabusé, concernant des opérations de rénovation urbaine qui n'ont pas tenu toutes leurs promesses; un cadre de vie qui se dégrade; une mixité sociale qui se perd. Un regard inquiet face à la situation de leurs jeunes et au peu de perspectives qui se présentent à eux.

Pourtant, quoiqu'il en soit, une part importante des habitant-es refusent tout fatalisme ou la seule formulation de constats. Des habitant-es s'engagent, adultes ou jeunes, enfants ou seniors. Qu'il s'agisse de mobilisations individuelles ou collectives, qu'elles visent l'entraide, la solidarité de proximité, la convivialité ou des changements profonds sur l'urbain, le bâti, la relation à l'école ou aux institutions, elles poursuivent toutes le même objectif: contribuer à changer les choses, améliorer leurs conditions de vie. Et ces mobilisations peuvent, dès lors qu'un certain nombre de

conditions sont réunies, produire de sacrés changements!

CRPV: Face à ces expressions, nous rappelons qu'il est nécessaire de:

➤ Soutenir les initiatives citoyennes à travers: des modalités d'accueil et d'accompagnement dans des espaces tiers, ouverts et identifiés; du temps et une ingénierie dédiée; des modalités simplifiées d'accompagnement financier et un soutien aux dynamiques de coopération.

➤ Consolider les associations ou collectifs d'habitant-es où s'inventent des solutions nouvelles (espaces d'innovation sociale).

➤ Coconstruire une stratégie, en associant habitant-es et acteur-rices de proximité, afin qu'elle soit adaptée à la situation locale. Ce sont à ces conditions que nous pourrions passer d'une participation alibi à une véritable reconnaissance des habitant-es comme acteur-rices des politiques publiques, tout en respectant leur envie d'engagement ou non!

Quelles formes d'engagement des habitant-es soutenir ?

CRPV: La participation peut être multiple et variable selon les territoires. Elle peut être formelle (conseils de quartier, conseils citoyens, associations de parents d'élèves, amicales de locataires, et souvent adossée à des instances comme les comités de pilotage, des conseils d'écoles ou des diagnostics en marchant), organisée autour du pouvoir d'agir (centres sociaux, tables de quartier, approche communautaire en santé), institutionnelle (commission municipale, conseils de développement...) et spontanée (associations locales, collectifs, initiatives et mobilisations ponctuelles...).

Il est clair, pour nous, que la participation des habitant-es repose sur les espaces de participation existants mais aussi sur d'autres à imaginer, plus souples, plus réactifs, en proximité, au service de l'innovation... Quelles que soient les formes de la participation, des nécessités apparaissent: ➤ celle de la co-formation et de la pédagogie sur le sujet auprès des élu-es, des technicien-nes et des habitant-es; ➤ celle de favoriser le déploiement de différentes formes et instances de participation;

➤ celle de la sincérité et de la confiance en étant clairs sur les possibles afin de ne pas être en permanence sur «la promesse non tenue»;

➤ celle d'une reconnaissance politique de l'expertise des habitant-es afin de dépasser une parole «alibi».

FCSF: Les habitant-es dans le rapport le disent clairement, les acteurs des centres sociaux aussi, il y a un enjeu à ne pas se limiter à la seule expression citoyenne par les conseils citoyens – qu'il convient de renforcer, mais de pleinement reconnaître d'autres formes de participation locales, instituées ou non. Les tables de quartier en sont un exemple, mais pas le seul. Des mobilisations collectives sur des objets précis voient le jour, des espaces de dialogue, concertation, négociation basée sur les approches d'éducation populaire se développent... Mais, pour cela, insistons sur le nécessaire changement de paradigme de la part des acteurs publics quant à la participation et l'engagement citoyen. Sortir d'une logique qui voudrait que pour être «reconnue», la participation doit être encadrée et maîtrisée par les seuls dispositifs publics tandis que la mobilisation – surtout celle par l'action collective – serait vécue comme un contrepouvoir qui ferait obstruction à l'action publique, et comme une forme «d'ingérence» dans les affaires de sachants, élu-es comme professionnel-les, ou qui devrait se limiter au registre de la solidarité locale contribuant au lien social, à la convivialité pour être acceptée.

Faire vivre, reconnaître, nourrir ces différentes formes de participation et de mobilisation, formelles et informelles, pérennes ou ponctuelles... quelle richesse pour le territoire, ses habitant-es et acteurs publics!

Mais à multiplier les formes de participation, n'y a-t-il pas risque de saturation ?

CRPV: Chaque évolution qu'a connu la politique de la ville ces 40 dernières années a été rythmée par les mêmes démarches: diagnostic, formulations d'axes prioritaires, orientations. La future contractualisation 2024/2030, n'échappe pas à cette méthodologie, avec la volonté de concer-

tation initiale auprès des habitant-es pour mieux cerner les ressources existantes, les manques, les priorités et propositions pour améliorer la vie dans les quartiers.

La concertation est certes une nécessité, mais a ses limites au regard du contexte : les habitant-es ont été très sollicité-es dans le cadre de l'évaluation des contrats de ville. Ces démarches évaluatives ont été, comparativement aux précédentes, prioritairement qualitatives, le micro a été très souvent tendu aux acteurs, habitant-es y compris. Le rapport « Paroles d'habitant-es » dans sa forme et méthode originale en est un bel exemple. Les collectivités ont, elles aussi, initiés des espaces de consultation, de co-évaluation, de co-définition de projets. Les centres sociaux, notamment au moment des renouvellements des projets sociaux, ont largement associé les habitant-es pour collecter leur attentes, besoins, propositions... aussi, il convient de ne pas asphyxier les habitant-es avec trop de consultations, concertation, informations au risque de produire l'effet contraire : un désengagement.

FCSF : Nous devons être vigilants toutefois à un empilement des dispositifs de participation citoyenne sur un même territoire qui la rend difficilement lisible et peu opérationnelle. Enfin, la participation citoyenne doit avoir les moyens de son fonctionnement, avec des enveloppes dédiées pour sa mise en œuvre (animation, formation, accompagnement etc.).

CRPV : Aussi, la priorité doit rester celle d'une place réelle pour les habitant-es dans la durée, celle de leur association pleine et entière dans les espaces de gouvernance, de suivi et d'évaluation, le tout avec une ambition modeste et réaliste. Il est également important de respecter leurs attentes. Les engagements des un-es et des autres peuvent être différents et tous sont pour autant valables.

À quelles conditions cette participation peut-elle être reconnue et se vivre pleinement ?

FCSF : Qu'elle s'exerce au sein d'espaces formalisés ou sous des formes organisées

plus ponctuelles, une des clés de la réussite de la participation et la pleine puissance de la mobilisation des habitant-es réside dans ce changement de regard que les un-es portent sur les autres pour entraîner un changement des façons de faire. En ce sens, nous pourrions imaginer une obligation de co-formation des acteurs du contrat de ville. Cela permettrait aux acteurs en présence de mieux se comprendre, de se mettre d'accord sur des règles du jeu communes. Il est impératif de sortir de trop nombreuses démarches aujourd'hui qui visent la formation des habitant-es (pour s'approprier le langage technique de la politique de la ville). Nous défendons l'idée que là n'est pas la solution : les habitant-es n'ont pas à saisir l'ensemble des enjeux et codes techniques pour être à même de participer à définir les priorités du territoire et ainsi contribuer à faire changer les choses.

CRPV : Nous plaçons pour :

- » une inscription des enjeux de participation dans la durée
 - » une reconnaissance des formes multiples de participation, adaptées à la diversité des publics et des contextes
 - » un travail pour la construction de postures professionnelles et institutionnelles en cohérence avec les attentes en termes de participation citoyenne mais aussi dans le respect de l'engagement des habitant-es
- La participation des habitant-es nécessite d'être soutenue de manière constante par des moyens, des appuis en matière de savoir-faire, du temps, des lieux, et avec un esprit d'ouverture de la part des acteurs en place.

FCSF : La rencontre, le dialogue, la co-construction entre habitant-es, associations, acteurs publics se vivent au quotidien, et pas seulement à l'occasion d'échéances électorales, de programmes urbains, de renouvellement de politiques publiques. Ce lien tissé, retravaillé en permanence est facteur d'une relation de qualité qui s'instaure, d'un amenuisement de cette distance entre ce « eux » – décideurs – et ce « nous » habitant-es. Les structures ancrées dans les territoires et les corps intermédiaires (dont les centres sociaux

mais pas que), peuvent constituer des points d'appui pour permettre cette rencontre entre les habitant-es et décideurs publics, avec une posture de passeurs, de mailleurs, d'accompagnateurs, mais en aucun cas de porte-parole ou de tiers. Elles peuvent faire levier pour faciliter dans les territoires les approches et modes de coopération renouvelés entre bailleurs, villes, état et habitant-es. L'action quotidienne de ces structures le montre. Des expérimentations, telles l'animation territoriale citoyenne, ou des dynamiques, telles celles issues de la charte des engagements pour faciliter la coopération inter-associative dans les quartiers en politique de la ville, ont montré tout leur intérêt et leur plus-value. Généralisons-les, soutenons-les !

Le rapport met particulièrement en lumière la parole des femmes mais aussi celle des jeunes...

FCSF : Nous souhaitons souligner la puissance de l'engagement des femmes dans les quartiers populaires. Elles constituent aujourd'hui les forces vives de l'engagement bénévole dans les structures associatives de terrain et sont à l'initiative de nombre de mobilisations. Reconnaissons ces démarches, prenons appui sur cette ressource incroyable, tout en continuant à aller chercher celles et ceux que l'on voit moins dans ces espaces et mobilisations. Cessons également de regarder notre jeunesse comme des jeunes empêchés, voire pire comme une source des maux des quartiers : ils ont des projets, des envies, des désirs, des aspirations. Il s'agit de rétablir la confiance entre la « communauté des adultes » et les jeunes. Les élu-es, les institutions, les animateurs-trices, les éducateurs-trices, les responsables associatifs, les adultes des quartiers ne doivent pas uniquement s'occuper des jeunes – ils doivent les rencontrer, les écouter, leur faire confiance, leur donner une place et les accompagner dans leurs parcours ! Nous défendons la mise en place d'une politique jeunesse ambitieuse permettant de valoriser l'engagement des jeunes sous des formes multiples, de réellement partir de l'écoute du vécu et de l'expression des jeunes dans leur diversité, de leur donner la

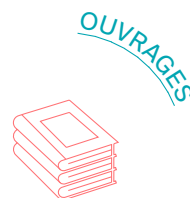
possibilité d'interpeller les adultes et d'agir en profondeur pour répondre aux problématiques qu'ils soulèvent une fois de plus dans ce rapport. Les jeunes ont soif d'égalité, de justice, d'écologie. Ils se mobilisent déjà pour cela, ce rapport le montre. Reconnaissons et soutenons leur place essentielle pour construire cette société.

Prendre en compte la parole ne suffit pas... ils et elles attendent des actes !

FCSF et CRPV : En commun, nous souhaitons rappeler que toutes ces démarches, toutes ces contributions, toutes ces mobilisations, aux effets si puissants soient-elles, ne suffiront pas, ne pourront résoudre à elles seules tous les maux que subissent les quartiers populaires, confrontés à une rupture d'égalité par rapport à d'autres territoires. Il ne s'agit pas ici de mettre en concurrence des quartiers ou des territoires, le rural, le périurbain ou l'urbain, mais de réaffirmer l'absolue nécessité que le droit commun soit plein et entier dans ces quartiers comme ailleurs, dans l'ensemble des sphères de la vie des habitant-es : urbain, logement et cadre de vie, services publics, éducation, emploi... La politique publique de la ville ne peut se substituer aux autres politiques publiques. Les habitant-es des quartiers populaires ont le droit d'être considérés et traités comme partout ailleurs !

Bibliographie

Cette bibliographie recense les livres, articles, rapports cités dans cet ouvrage. Nous avons fait le choix d'y ajouter des publications qui nous ont inspiré dans nos discussions et dans la rédaction de cette édition, et qui permettent de poursuivre la réflexion sur les questions d'engagement et de mobilisation.



B **Christine Bouneau, Robert Lafore**
La société civile organisée contre l'État. Tout contre.,
Au bord de l'eau, 2020
Cécile Braconnier, Jean-Yves Dormagen
La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire, Folio Actuel, 2007

C **Marion Carrel**
Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires, ENS Éditions, 2013

D **Adeline de Lépinay**
Organisons-nous ! Manuel critique, Éditions Hors d'Atteinte, 2019
Jeanne Demoulin, Marie-Hélène Bacqué
Collectif Pop-Part, Jeunes de quartier, le pouvoir des mots, C & F Éditions, 2021

E **Nina Eliasoph**
L'évitement du politique, Economica, 2010

I **Jacques Ion**
S'engager dans une société d'individus, Armand Colin, 2012

M **Denis Merklen**
Quartiers populaires, quartiers politiques, La Dispute, 2009
Anne Muxel, Adélaïde Zulfikarpasic
Les français sur le fil de l'engagement, Fondation Jean Jaurès Éditions de l'Aube, 2022

N **Héloïse Nez**
Urbanisme : la parole citoyenne, Au bord de l'eau, 2015

S **Jo Spiegel**
Nous avons décidé de décider ensemble, Éditions de l'Atelier, 2020

I **Julien Talpin, Hélène Balazard, Marion Carrel, Samir Hadj Belgacem, Sümbül Kaya, Anaïk Purenne, Guillaume Roux**
L'épreuve de la discrimination, enquête dans les quartiers populaires, Presses universitaires de France, 2021

D **Isabelle Dautresme**
« Les enfants se sont très vite mélangés » : à Toulouse et à Paris, la mixité sociale à l'école fait ses preuves, Le Monde, 14 Novembre 2022

E **Eric Fassin** (entretien)
Participation et engagement dans les quartiers populaires, Cahiers de l'Action, n° 56, p 71-76, 2020

H **Abdellali Hajjat**
Quartiers populaires et désert politique, Le Monde diplomatique - Manières de voir, n°89, Octobre-Novembre 2006

M **Bénédicte Madelin**
Conseils citoyens ou tables de quartier ?, Revue Projet, n° 363, p 38-43, 2018
Séverine Misset, Yasmine Siblot
Donner de son temps pour ne pas être « assistés ». Bénévolat associatif et rapports à la politique au sein de ménages stables des classes populaires, Sociologie, n°10, p 73-89, 2019

» 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e rapport national *Paroles d'habitants et habitantes de quartiers populaires,* Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France & Question de Ville, 2011, 2014, 2016, 2018, 2021

» *Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires : pour une réforme radicale de la politique de la ville,* Marie-Hélène Bacqué et Mohammed Mechmache, rapport pour le ministère de la Ville, 2013

» *Valoriser les ressources des quartiers,* Thomas Kirsbaum, rapport pour l'association des missions d'aménagement et de développement économique, urbain et solidaire, 2014

» *Engagement : quels leviers pour mobiliser les jeunes en retrait ?,* Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, 2017

» *Bien vivre dans les quartiers populaires,* Observatoire National de la Politique de la Ville, 2019

» *État d'avancement du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU),* Observatoire National de la Politique de la Ville, 2021

» *L'état du mal logement en France,* Fondation Abbé Pierre, 2023

» *Les démarches participatives en quartiers populaires, État des lieux 2014 - 2023,* Agence nationale de la cohésion des territoires, 2023

Petits portraits des quartiers ayant participé au rapport



Quartier Le Canet, Centre social Saint Gabriel

📍 Le quartier est situé dans le 14^e arrondissement



Présentation du quartier

Le quartier est composé des cités Jean Jaurès, Massalia et Campagne Larousse. Il est composé seulement de logements: il n'y a ni magasins, ni services, ni marché, ni banque. Pour les enfants, il n'y a pas d'aires de jeux, ni de stade pour faire du sport. Il manque même un lieu en plein air pour se retrouver comme un jardin convivial par exemple. Il n'y a pas assez de bancs.



Mobilisation

Lorsque le centre médical a fermé en 2021, les habitant-es se sont mobilisé-es pour que des médecins généralistes s'installent de nouveau dans le quartier. Après avoir fait signer une pétition à 160 familles, le centre social Saint Gabriel a demandé à des journalistes de venir couvrir le rassemblement.



Lieux de rencontre

La plupart des habitant-es se connaissent et il y a une forte solidarité et entraide dans le quartier, notamment pour la garde des enfants. L'ambiance s'est améliorée depuis que le réseau de trafic de drogue a été démantelé, en septembre 2021. Cependant, les habitant-es n'ont pas de locaux pour se réunir.



Les habitant-es aiment...

La cour, espace de la cité situé au milieu des bâtiments.



Les habitant-es aimeraient...

Que la cour soit mieux aménagée pour répondre aux besoins des parents et des enfants.



Si le quartier était une chanson

La chanson des enfants des quartiers nords des Enfants des quartiers nords

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 23 286
- » Nombre d'habitant-es à Marseille: 868 277
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 44,6%
 - » Taux de pauvreté: 57%
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 30,5%
 - » Revenu fiscal médian: 530 €
 - » Population étrangère: 21,9%

Données INSEE, 2017 et 2018 du QPV
« Bon secours, les Rosiers, Marine Bleue,
Grand Saint Barthelemy, Saint Jérôme »



Quartiers Les champs montants & Montenot-Forges, Centre social Escapade

📍 Les quartiers Champs-Montant (quartier prioritaire) et Montenot-Forges se situent à Audincourt, ville située à la périphérie de Montbéliard, dans le Doubs



Présentation du quartier

La commune d'Audincourt est marquée par un passé industriel. Les quartiers de la ville rencontrent des difficultés d'ordres économiques et sociales, notamment dans le quartier prioritaire qui concentre des jeunes ménages et familles monoparentales vulnérables. Les logements des quartiers Montenot, Champs Montants, Courbet et les Forges sont majoritairement des habitats sociaux collectifs.



Temps fort

Des fêtes de quartier sont organisées chaque année aux Champs-Montants et dans le quartier Montenot-Forges.



Lieux de rencontre

Les habitant-es se retrouvent régulièrement dans le parc du Montenot pour discuter, y organiser des goûters parfois.



Les habitant-es aiment...

Le parc, avoir des écoles maternelles et primaires à proximité.



Les habitant-es aimeraient...

Un entretien des jeux pour enfants pour plus de sécurité et des arbres dans le parc pour avoir plus d'ombre, plus de commerces à proximité, un lieu pour que les adolescents puissent se retrouver, autant d'éclairages dans les quartiers que dans le centre-ville.



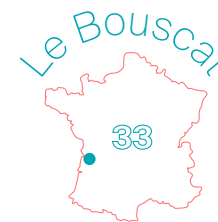
Si le quartier était une chanson

Savez-vous planter les choux

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 1732
- » Nombre d'habitant-es à Audincourt: 13336
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 42 %
 - » Taux de pauvreté: 47,3 %
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 41,7 %
- » Revenu fiscal médian: 810 €
- » Population étrangère: 24,8 %

Données INSEE, 2017 et 2018 du QPV
« Les champs montants »



Quartier Champs de Course, Centre social Le Carrousel

📍 Le quartier Champs de Course est situé au Bouscat, commune du nord-ouest de l'agglomération bordelaise



Présentation du quartier

C'est un quartier chaleureux avec une grande richesse culturelle. On y découvre des spécialités culinaires et des savoir-faire divers et variés. Plus 25 nationalités différentes y cohabitent. Cette diversité est mise en avant lors des fêtes de quartier.



Temps fort

« L'hiver enchanté » organisé par le centre social le Carrousel est un événement marquant du quartier: c'est un événement familial et artistique avec pour objectif d'inviter les habitant-es au dépaysement et à l'émerveillement dans un décor enchanté.



Lieux de rencontre

Le centre social est un lieu de rencontre, où les habitant-es aiment passer prendre un café ou échanger avec les médiateur-rices.



Les habitant-es aiment...

La placette ronde au milieu du quartier: petit-es et grand-es s'y rassemblent.



Les habitant-es aimeraient...

Plus d'échanges entre les plus âgé-es et les plus jeunes du quartier.



Si le quartier était une chanson

Mandžukić de Carlito Lagangzz

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 1141
- » Nombre d'habitant-es au Bouscat: 24 000
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 41,3 %
 - » Taux de pauvreté: 40,5 %
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 38,1 %
- » Revenu fiscal médian: 850 €
- » Population étrangère: 19,6 %

Données INSEE, 2017 et 2018 du QPV
« Champs de course »

Reims



Quartier Croix Rouge, Maison de quartier Croix Rouge, Espaces Billard & la Nacelle

📍 Le quartier Croix Rouge se situe dans la ville de Reims,
dans la région Grand-Est

Présentation du quartier

Le quartier Croix Rouge est le plus grand quartier de Reims. Il est composé des secteurs Taittinger-Eisenhower, Pays de France et Secteur Croix du Sud. On y trouve essentiellement des logements sociaux construits en horizontalité, dépassant rarement les 8 étages. D'importantes modifications dans le paysage urbain sont en cours : le quartier a été concerné par deux opérations de renouvellement urbain depuis 2004.

Mobilisation

En 2018, l'association des travailleurs maghrébins de France a initié une mobilisation quelques jours après le décès d'un jeune homme de 17 ans tué par balle dans des circonstances inconnues. Cette action pacifique sur les lieux du drame, au pied de l'immeuble désaffecté de l'avenue Bonaparte dans le quartier Croix-Rouge, a rassemblé 200 à 250 personnes.

Lieux de rencontre

Les habitant-es se rencontrent et se mobilisent dans les Maisons de quartier Billard / La Nacelle, à l'Association des travailleurs maghrébins en France (ATMF).

Les habitant-es aiment...

Le parc Saint-John Perse.

Les habitant-es aimeraient...

Plus de sécurité, plus de lieux ouverts pour les jeunes.

Si le quartier était une chanson

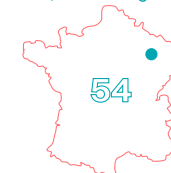
*Né quelque part de
Maxime Le Forestier*

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 12 005
- » Nombre d'habitant-es à Reims: 181 211
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 50 %
 - » Taux de pauvreté: 61,1 %
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 30,1 %
- » Revenu fiscal médian: 460 €
- » Population étrangère: 31,2 %

Données INSEE, 2017 et 2018
du QPV « Croix Rouge »

Nancy



Quartier Plateau de Haye, Centre social La Clairière

📍 Les habitant-es de ce quartier situé sur les 3 communes de Nancy, Laxou
et Maxéville (région Grand Est) se sont approprié l'appellation « Plateau de Haye ». Certains continuent de nommer leur quartier par les noms « Haut du Lièvre », « Champs le Bœuf » ou « les Aulnes »

Présentation du quartier

Le Plateau de Haye est un quartier plutôt bien desservi qui se rénove : de plus petits bâtiments sont construits, il y a des petits commerces, des médecins, des hôpitaux, la poste, des associations, une médiathèque, un marché. Il y a de nombreux espaces de vie : jeux pour les enfants, sport pour les adultes, jardins, écoles et terrains de sport.

Temps fort

« La Clair'fouille » : accompagnés par une professionnelle, des bénévoles du centre social récupèrent des dons de vêtements et organisent des ventes à destination des habitant-es du quartier adhérent-es au centre social. C'est un service rendu aux personnes qui en ont le plus besoin, grâce à de très petits prix.

Lieux de rencontre

La cuisine ouverte et les jardins partagés : ces espaces permettent aux habitant-es de se rassembler. Ils et elles déplorent cependant la dégradation des lieux, qui a surtout lieu pendant les week-ends.

Les habitant-es aiment...

Le marché du dimanche matin.

Les habitant-es aimeraient...

Qu'il y ait plus d'événements les week-ends.

Si le quartier était une chanson

Sur ma route de Black M

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 5 509
- » Nombre d'habitant-es à Nancy: 105 058
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 39,3 %
 - » Taux de pauvreté: 58,2 %
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 35,7 %
- » Revenu fiscal médian: 550 €
- » Population étrangère: 23,8 %

Données INSEE, 2017 et 2018 du QPV
« Plateau de Haye Nancy - Maxéville »



Quartier & Centre social Saint-Roch

📍 Le quartier Saint-Roch se situe en périphérie de la ville de Cambrai, dans le département du Nord

Présentation du quartier

Le quartier est composé de résidences HLM et étudiantes, de pavillons, villas, maisons de maître du 19^e et 20^e siècle et de maisons ouvrières. Ces habitations témoignent d'une mixité sociale forte et d'une dynamisation du secteur : le quartier est en cours de réhabilitation et voit de nombreux services d'installer (écoles, lycée agricole, des formations supérieures d'art et d'ingénieur, commerces, établissements de santé et paramédicaux). L'environnement du quartier est plutôt rural, « comme un village » : un canal, un bois, des pâturages, des jardins ouvriers ou familiaux, des petits cours d'eau se trouvent à proximité.



Temps fort

Après la pandémie du Covid-19, pendant laquelle beaucoup d'actions d'animation de la vie sociale ont été suspendues, des habitantes du quartier ont pris l'initiative de programmer une fête des voisins surprise. En peu de temps, elles ont réussi à mobiliser les habitant-es et à les faire venir en nombre.



Lieux de rencontre

Le 55b (centre social), l'école primaire, le lycée, les beaux-arts, l'université agissent ensemble pour la vie du quartier (ex : « nettoyons la nature », l'accueil d'étudiants africains pour une découverte de leur culture, projet artistique avec l'école d'art...)



Les habitant-es aiment...

La nature proche et accessible à toutes et tous.



Les habitant-es aimeraient...

Plus de sécurité routière (voitures qui roulent moins vite, respect du code de la route), plus de propreté dans les rues, et une proximité des commerces et services pour se sentir moins isolé-es.



Si le quartier était une chanson

Debout les gars de Hugues Aufray



QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier : 1270
- » Nombre d'habitant-es à Cambrai : 32 501
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans : 31,2 %
 - » Taux de pauvreté : 41,8 %
- » Taux d'emploi des 15-64 ans : 43,5 %
- » Revenu fiscal médian : 930 €
- » Population étrangère : nd

Données INSEE, 2017 et 2018
du QPV « Saint-Roch »



Quartiers Tour du Renard, Zac I, II et III, Centre social Jacques Brel

📍 Le bassin de vie regroupant le quartier prioritaire de la Tour du Renard mais aussi de la Zac I, II, et III se trouve à Outreau, commune située à la périphérie de Boulogne-sur-Mer, dans le Pas-de-Calais

Présentation du quartier

Le bassin de vie n'est pas homogène : tandis que le quartier de la Tour du Renard est en cours de rénovation urbaine, les habitant-es de la Zac III constatent une dégradation de leurs logements due au temps et les habitations des Zac I et II sont en bon état. Bien qu'en périphérie de la ville d'Outreau et de Boulogne-sur-Mer, ces quatre quartiers sont bien desservis.



Temps fort

Le banquet citoyen organisé en mai 2022 par le centre Jacques Brel a permis aux habitant-es d'échanger sur leurs conditions de vie dans le quartier.



Lieux de rencontre

Le quartier de la Zac III dispose d'un local pour accueillir les habitant-es. Ce local est installé en plein centre du quartier, il facilite la liaison entre les habitant-es, le Centre Jacques Brel et le bailleur. Depuis peu, les habitant-es se sont mobilisé-es pour créer leur nouvel espace de rencontre en plein cœur du quartier de la Zac I et II. Cet espace est composé d'un jardin partagé, d'un espace convivial, et d'un espace scénique.



Les habitant-es aiment...

Le nouveau jardin partagé culturel et solidaire.



Les habitant-es aimeraient...

Un aménagement de l'environnement extérieur, et un embellissement des façades.



Si le quartier était une chanson

Le pouvoir des fleurs de Laurent Voulzy



QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier : 986
- » Nombre d'habitant-es à Outreau : 13 575
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans : 32,5 %
 - » Taux de pauvreté : 38,1 %
- » Taux d'emploi des 15-64 ans : 38,1 %
- » Revenu fiscal médian : 980 €
- » Population étrangère : 0,7 %

Données INSEE, 2017 et 2018
du QPV « Tour du Renard »



Quartier Fouchet, Centre social La Pépinière

📍 Le quartier Fouchet se trouve à Pau, commune des Pyrénées-Atlantique, en Nouvelle-Aquitaine



Présentation du quartier

Fouchet est un quartier très calme: il est habité en majorité par des personnes âgées, souvent isolées. On y trouve aussi quelques familles et quelques jeunes. Les habitant-es de Fouchet ne se connaissent pas vraiment.



Temps fort

Tous les ans, la fête du quartier Fouchet est organisée par une association composée de jeunes du quartier.



Lieux de rencontre

Il n'y a pas beaucoup d'espaces pour que les habitant-es se rencontrent. Le centre social La Pépinière organise des moments de convivialité pour aider les personnes à apprendre à se connaître dans le quartier.



Les habitant-es aiment...

La placette, où il y a des jeux pour les enfants, des tables de ping-pong et la piste pour jouer à la pétanque.



Les habitant-es aimeraient...

Qu'il y ait un marché.



Si le quartier était une chanson

Comme d'habitude de Claude François

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 3 896
- » Nombre d'habitant-es à Pau: 76 275
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 34,8 %
- » Taux de pauvreté: 50,3 %
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 40,1 %
- » Revenu fiscal médian: 720 €
- » Population étrangère: 23,1 %

Données INSEE, 2017 et 2018
du QPV « Saragosse »



Quartier Les Coteaux, Centre social AFSCO

📍 Le quartier des Coteaux est situé à l'ouest de la ville de Mulhouse, commune du Haut-Rhin en Alsace



Présentation du quartier

Le quartier des Coteaux est un quartier de grands ensembles des années 1960. À l'origine destiné à répondre aux attentes des classes moyennes, il a connu au cours des années un fort déclassement et présente aujourd'hui de nombreux dysfonctionnements urbains et sociaux. Néanmoins, il a plusieurs atouts: c'est un quartier connecté à la ville, c'est également l'un des QPV les plus verts de France et sa population est en moyenne très jeune, ce qui lui confère un certain dynamisme. Le quartier est souvent perçu comme « une ville dans la ville » par ses habitant-es aux nationalités multiples.



Temps fort

Le long métrage *Pantones* (réalisé par un jeune du quartier en master de cinéma) écrit et joué par des personnes issues des Coteaux, a permis de mettre en lumière le quartier et ses habitant-es. Il traite plus particulièrement de la pression de la rue ainsi que des difficultés d'insertion professionnelle des jeunes. Mais il montre aussi une jeunesse engagée civiquement, une jeunesse qui ressent des émotions et qui veut se battre pour elles (l'amour, l'amitié...).



Lieux de rencontre

L'Espace habitants du centre social AFSCO est un lieu de rencontres, débats, discussions où l'on peut simplement prendre un café ou venir discuter du monde qui nous entoure. Le conseil participatif (anciennement conseil citoyen des Coteaux) est aussi un lieu où chacun peut venir déposer des idées et les concrétiser avec d'autres.



Les habitant-es aiment...

Le parc des Coteaux, l'un des poumons verts du quartier. C'est un lieu prisé des habitant-es mais aussi le lieu de tous les gros rassemblements (festival de musiques du monde *Musaïka*...).



Les habitant-es aimeraient...

Plus de respect entre les personnes et pour les lieux de vie.



Si le quartier était une chanson

La maison monde d'Aldebert

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 8 117
- » Nombre d'habitant-es à Mulhouse: 108 942
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 45,1 %
- » Taux de pauvreté: 55,7 %
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 35 %
- » Revenu fiscal médian: 610 €
- » Population étrangère: 30,9 %

Données INSEE, 2017 et 2018
du QPV « Les Coteaux »



Quartier Chaoué-Perrières, Centre social Gisèle Halimi

Les quartiers de Chaoué et de Perrières se trouvent à Allonnes, commune située à la périphérie du Mans, dans le département de la Sarthe, en région Pays-de-la-Loire



Présentation du quartier

Malgré leurs difficultés (pauvreté, trafic, incivilités...), les habitant-es apprécient vivre et rester dans ce quartier. Il est riche de pleins de communautés différentes. Il y a une proximité des services publics et des établissements scolaires. Alors que le centre du Mans est à 15 minutes en transports en commun, les habitant-es sont peu mobiles professionnellement ni scolairement.



Temps fort

L'évènement annuel du Carnaval avant le covid a été fédérateur et mobilisateur des habitant-es et de quelques associations.



Lieux de rencontre

Le Centre Social, situé au milieu des 2 quartiers Chaoué et Perrières est l'un des espaces de mobilisation pour tous les publics. Le Service Municipal Jeunesse peut l'être pour le public jeune, avec notamment le Comité Jeunes Allonnais. La ville par ses élu-es a toujours eu à cœur de défendre des valeurs de solidarité et de justice sociale. Par une très grande proximité, ils vont régulièrement à la rencontre des habitant-es qui n'hésitent pas à leur remonter leurs doléances.



Les habitant-es aiment...

Être en centre-ville mais à proximité de la campagne et d'espaces verts (forêts, rivières, parcs).



Les habitant-es aimeraient...

Voir changer le centre commercial du Mail (situé en centre ville face à la mairie) qui est abandonné par ses commerçant-es et pris en partie par le trafic de drogue. Bien que considéré comme prioritaire par l'ANRU pour être rénové, les travaux n'ont toujours pas démarré suscitant l'incompréhension des habitant-es.



Si le quartier était une chanson

Aïcha de Jean-Jacques Goldman.

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 5 494
- » Nombre d'habitant-es à Allonnes: 11 075
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 35,8 %
 - » Taux de pauvreté: 40,6 %
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 48,3 %
- » Revenu fiscal médian: 900 €
- Population étrangère: 9,5 %

Données INSEE, 2017 et 2018 du QPV
« Chaoué-Perrières »



Quartier Les Sablons, Centre social Le Kaléidoscope

Le quartier des Sablons se situe au sud-est de la commune du Mans, dans le département de la Sarthe, dans les Pays de la Loire



Présentation du quartier

Le quartier est composé de grands ensembles avec des barres d'HLM construits dans les années 1960. Les logements sont en majorité des logements sociaux. Le quartier des Sablons est, au plan fiscal, le plus pauvre de la région des Pays de la Loire. Mais c'est aussi un quartier bien desservi par les transports en commun, qui a un important tissu associatif et un équipement culturel (théâtre et cirque) de niveau national. C'est le quartier le plus vert de la ville avec des bords de rivière bien aménagés. Le centre du quartier est aujourd'hui l'objet d'un projet de grande rénovation portée par la municipalité et par l'État afin de répondre à la demande ancienne des habitant-es et aussi au développement plus récent de la violence sur le secteur.



Temps fort

La fête de quartier représente un évènement important car elle mobilise, pour sa préparation et son déroulement, beaucoup de personnes, d'associations et les institutions. Elle a lieu tous les ans au printemps, et sa reprise après covid est appréciée de tous.



Lieux de rencontre

La place centrale du marché est un lieu d'intense activité avec la poste, la nouvelle annexe de la mairie, le centre social et le début des commerces.



Les habitant-es aiment...

Le marché multiculturel du jeudi matin.



Les habitant-es aimeraient...

Moins d'insécurité liée aux trafics de drogues.



Si le quartier était une chanson

Comme un arbre dans la ville de Maxime Leforestier

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 10 229
- » Nombre d'habitant-es au Mans: 143 942
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 44,4 %
 - » Taux de pauvreté: 59,8 %
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 36,4 %
- » Revenu fiscal médian: 510 €
- » Population étrangère: 25,6 %

Données INSEE, 2017 et 2018
du QPV « Les Sablons »

Paris



Quartier Porte de Montmartre, Centre social Maison bleue

Le quartier Porte de Montmartre se trouve au nord de la ville de Paris, dans le 18^e arrondissement

Présentation du quartier

Le quartier Porte de Montmartre est composé majoritairement de logements sociaux. Il est enclavé : il est délimité au nord par le périphérique parisien et au sud par un boulevard. L'îlot Binet, en son sein, a été réaménagé dans le cadre du grand projet de renouvellement urbain. Le territoire comporte un hôpital, des écoles, quelques commerces, quelques hôtels et plusieurs associations. Le quartier est caractérisé, pour ses habitant-es, par la solidarité, la proximité des services publics, mais aussi la saleté, l'insécurité et le manque de mixité.



Mobilisation

À la suite des rencontres organisées par la Maison bleue pour le 5^e rapport « Paroles d'habitant-es », publié en 2021, un collectif de femmes s'est constitué afin d'échanger sur les problématiques du quartier. Depuis 2021, elles se rencontrent régulièrement et organisent des réunions avec des élu-es pour porter leurs voix.



Lieux de rencontre

Les habitant-es peuvent se retrouver à la Maison Bleue, ou en extérieur sur le mail Binet.



Les habitant-es aiment...

Le jardin René Binet.



Les habitant-es aimeraient...

Un quartier plus propre avec plus de mixité.



Si le quartier était une chanson

La bohème de Charles Aznavour



QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 14 991
- » Nombre d'habitant-es à Paris: 2 175 601
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 33,9%
 - » Taux de pauvreté: 34,8%
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 55,2%
- » Revenu fiscal médian: 1070 €
- » Population étrangère: 22,8%

Données INSEE, 2017 et 2018 du QPV
« Porte Montmartre - Porte des
Poissonniers - Moskova »

Avon



Quartier Les Fougères, Espace de vie sociale Couleurs Terrasses

Le quartier des Fougères se situe à Avon, une commune de Seine-et-Marne en Île-de-France, à deux pas de la forêt de Fontainebleau

Présentation du quartier

Le quartier est composé de 9 immeubles répartis dans un grand parc arboré et bien entretenu. Les familles, surtout les enfants, en profitent dès que le temps le permet. C'est un quartier aéré mais enclavé : les habitant-es regrettent l'absence de services, de commerces, d'espaces aménagés pour les enfants, le nombre très insuffisant de bancs et l'absence de lieu de rencontre. C'est un quartier calme, mais avec quelques groupes de dealers parfois présents.



Temps fort

Aucun événement n'a pu voir le jour ces dernières années dans le quartier, sauf « Les pieds d'immeuble », journées d'animation qui sont organisées par le service jeunesse de la mairie à destination de toutes et tous.



Lieux de rencontre

Il n'y a pas de lieux de rencontres pour les habitant-es. La caractéristique des Fougères est d'avoir été construit sur un domaine privé : les points de rencontres, les rassemblements ne sont pas autorisés. L'espace de vie sociale Couleurs Terrasses, situé à la sortie du quartier, est le seul lieu qui permet de se retrouver.



Les habitant-es aiment...

Couleurs Terrasses.



Les habitant-es aimeraient...

Plus d'espaces de vie et de rencontres.



Si le quartier était une chanson

On écrit sur les murs de Demis Roussos



QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 1583
- » Nombre d'habitant-es à Avon: 13 662
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 39,4%
 - » Taux de pauvreté: 43,7%
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 57,4%
- » Revenu fiscal médian: 880 €
- » Population étrangère: 29,3%

Données INSEE, 2017 et 2018
du QPV « Les Fougères »

153



Quartiers Montceleux & Pont-Blanc, Maison de quartier Michelet

Le quartier Montceleux - Pont-blanc est situé à Sevrans, commune de Seine-Saint-Denis en Ile-de-France



Présentation du quartier

C'est un très grand quartier divisé en 2 secteurs. Il a été rénové au cours de ces 15 dernières années. Il est plus ouvert qu'auparavant, ce qui lui a donné un nouveau souffle. Malgré le manque de commerces sur le territoire, le quartier est bien desservi et convivial car les habitant-es se connaissent.



Temps fort

Hakim, champion de boxe thaï et issu du quartier s'est mobilisé suite à la demande de certains jeunes du quartier. Le groupe a souhaité se retrouver pour pratiquer la boxe thaï. Il a lancé le projet et a été soutenu par le centre social Michelet.



Lieux de rencontre

Les grands espaces de mobilisation sont principalement la place des Lilas, grande place qui accueille tous les temps forts du quartier (fête de quartier, soirées d'été) et la maison de quartier.



Les habitant-es aiment...

La place des Lilas et la « Dalle des tours marrons ».



Les habitant-es aimeraient...

Que le parc de Butte Montceleux soit aménagé pour les familles (aires de jeux pour enfants, terrain sécurisé).



Si le quartier était une chanson

Mon vieux de Jacques Brel

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 7 063
- » Nombre d'habitant-es à Sevrans: 51 225
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 46,2%
 - » Taux de pauvreté: 39,1%
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 52%
- » Revenu fiscal médian: 920 €
- » Population étrangère: 30,9%

Données INSEE, 2017 et 2018 du QPV
« Montceleux - Pont-Blanc »



Centre social André Malraux

Les personnes ayant participé aux rencontres Paroles d'habitant-e-s viennent de plusieurs quartiers populaires de Villepinte, en Seine-Saint-Denis, commune d'Ile-de-France



Présentation du quartier

La commune de Villepinte est dépourvue de centre ville et est dominée par les habitats collectifs: la vie dans le quartier est parfois décrite comme calme et conviviale, d'autres fois déplorée pour l'augmentation des actes de vandalisme, le manque de commerces et d'espaces de vie.



Temps fort

Le festival *Partir en livres* s'installe régulièrement au cœur des quartiers prioritaires de la ville. Il prend la forme d'un parcours de découverte réparti sur différents stands autour d'animations lecture, d'ateliers créatifs et de spectacles. Les habitant-es et les enfants sont au rendez-vous de cet événement ludique et convivial.



Lieux de rencontre

Le centre social André Malraux est identifié comme un espace de vie, de soutien et de ressources pour toutes les générations. Il symbolise un lieu de partage, de liens et de découvertes. Les espaces de mobilisation et de vie pour les habitant-es sont peu nombreux et restent très insuffisants par rapport à la population adolescente prédominante et la population vieillissante de certains quartiers.



Les habitant-es aiment...

Le centre social André Malraux.



Les habitant-es aimeraient...

Une ville où il fait « bon vivre ensemble », plus propre et plus verdoyante.



Si le quartier était une chanson

Au clair de la rue de Benab

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 10 156
- » Nombre d'habitant-es à Villepinte: 37 280
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 44,1%
 - » Taux de pauvreté: 35,6%
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: 50,2%
- » Revenu fiscal médian: 1000 €
- » Population étrangère: 26,1%

Données INSEE, 2017 et 2018 du QPV
« Parc de la Noue - Picasso - Pasteur - Europe - Merisiers »



Quartier Val Notre-Dame, Maison de quartier Val Notre-Dame

📍 Le quartier Val Notre-Dame - Champioux se trouve à Argenteuil, commune du Val-d'Oise en Ile de France

Présentation du quartier

Val Notre-Dame est le quartier le plus peuplé d'Argenteuil et le deuxième plus grand en termes de superficie. Riche d'un passé industriel important, c'est un quartier qui ne comprend pas de grands ensembles mais plutôt des résidences de taille moyenne (logements sociaux ou copropriétés) implantées au milieu de secteurs pavillonnaires. Au sud du quartier est engagé un important projet urbain concernant le secteur de la Porte Saint-Germain – Berges de Seine qui verra la mutation complète de ce quartier vétuste à l'horizon 2030.

Temps fort

Depuis 2020, une fête d'été dans le parc de la Bourse du Travail est organisée par les deux maisons de quartier (Val Notre-Dame et Val d'Argent Sud). Des animations pour toutes de tranches d'âges de la famille sont proposées, mais aussi selon les années un cinéma en plein air, des petits concerts ou bien encore un spectacle de magie.

Lieux de rencontre

Outre la Maison de Quartier, parmi les principaux lieux de vie du quartier se trouve le marché des Champioux. Le parc des Champioux jouxte le centre social et permet l'organisation d'animations extérieures comme la Fête de Quartier ou les terrasses d'été.

Les habitant-es aiment...

La porte du Château et l'oratoire, les vestiges du Château Mirabeau, les cités patronales Lorraine-Dietrich.

Les habitant-es aimeraient...

Une réduction des incivilités et un plus grand respect du cadre de vie.

Si le quartier était une chanson

Les Champs-Élysées
de Joe Dassin

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 2123
- » Nombre d'habitant-es à Argenteuil: 110 213
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 46,8 %
 - » Taux de pauvreté: 31,3 %
 - » Taux d'emploi: 57,5 %
- » Revenu fiscal médian: 1140 €
- » Population étrangère: 18,9 %

Données INSEE, 2017 et 2018 du QPV
« Val Notre-Dame - Champioux »



Quartier & Centre social Rosiers-Chantepie

📍 Le quartier Rosiers-Chantepie se situe à Sarcelles, commune du Val-d'Oise en Ile-de-France

Présentation du quartier

Le quartier Rosiers-Chantepie est composé de deux zones: le secteur Rosiers, dont les bâtiments ont été construits dans les années 1950-1960; et Chantepie, daté des années 1970-1980. L'ouverture d'un grand centre commercial, face au secteur Chantepie, a nui aux petits commerces. Il est certes un poumon économique pour la ville, mais son ouverture en 2011 a changé en profondeur l'environnement du quartier.

Temps fort

Les habitant-es ont organisé un rassemblement et fermé les entrées du quartier pour interpellier les élu-es contre le passage excessif de voitures dû à une application GPS.

Lieux de rencontre

L'espace vert « Les Poiriers » et la place des Rosiers, place centrale du quartier, permettent aux habitant-es de se rencontrer.

Les habitant-es aiment...

La grande étendue verte en forme de « H », qui est d'ailleurs appelée ainsi par les habitant-es. Tous les étés, tout le quartier est invité à y faire des barbecues.

Les habitant-es aimeraient...

Une réhabilitation des logements et l'installation d'aires de jeux pour les enfants.

Si le quartier était une chanson

C'est mon quartier
de Lucienne Boyer

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 4 438
- » Nombre d'habitant-es à Outreau: 58 811
 - » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: 42,5 %
 - » Taux de pauvreté: 34,1 %
 - » Taux d'emploi des 15-64 ans: 53,5 %
- » Revenu fiscal médian: 1060 €
- » Population étrangère: 21,8 %

Données INSEE, 2017 et 2018 du QPV
« Rosiers Chantepie »



Quartier Le Raizet, Centre social MJE Albon

📍 Le quartier du Raizet se trouve aux Abymes, en Guadeloupe

Présentation du quartier

Le quartier du Raizet est constitué en grande partie d'habitat locatif social. Ce territoire concentre une population très familiale. Bien que les équipements publics aient été réhabilités dans le cadre du premier PNRU (centre socioculturel, école, crèche ...), ce n'est pas le cas des logements.

La présence de services publics et du nouvel équipement scolaire augure une certaine attractivité sur le territoire, néanmoins des points de vigilance doivent être pris en considération. Ainsi, on constate au Raizet le développement d'une économie souterraine, un déficit d'activités et d'équipements pour les jeunes et l'isolement des personnes âgées notamment.



Temps fort

La fête du Raizet est un événement culturel de grande envergure sur le quartier.

Lieux de rencontre

De nombreux espaces de convivialité se trouvent sur le quartier : les *biks* sont des espaces de rassemblement présents sur tout le quartier, le plus souvent fréquentés par des hommes, mais aussi la place du marché, le terrain de sport et l'église.

Les habitant-es aiment...

La ri 3 Jadin, un espace extérieur où les habitant-es se retrouvent.

Les habitant-es aimeraient...

Une amélioration du cadre de vie (gestion des déchets et entretien des espaces verts par exemple).

Une musique qui représente le quartier

LIMYè de Patrick Saint-Eloi

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 4 193
- » Nombre d'habitant-es aux Abymes: 53 082
- » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: nd
 - » Taux de pauvreté: nd
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: nd
- » Revenu fiscal médian: nd
- » Population étrangère: nd

Données INSEE, 2017 et 2018 du QPV
« Raizet »



Quartier Dillon, Centre social Kaz'abitan

📍 Dillon est un quartier populaire de la ville de Fort de France, en Martinique

Présentation du quartier

Le quartier compte plus de 12 000 habitant-es : il est composé des hauts de Dillon (le seul en quartier prioritaire), du bas de Dillon et de Dillon nord. Il comporte de grands ensembles construits dans les années 60, aujourd'hui en cours de requalification par le bailleur.

Temps fort

Un forum organisé avec des habitant-es sur le harcèlement scolaire a permis de mettre des mots et d'échanger sur un phénomène qui prend des proportions de plus en plus violentes.

La création de l'association Dorothy en 2006 par un collectif de locataires permet de défendre et sauvegarder les droits et les intérêts des locataires, d'améliorer le cadre de vie, en favorisant le lien social et en organisant des activités socioculturelles sur le territoire. L'association a aujourd'hui un agrément centre social.

Lieux de rencontre

Les 2 espaces de rencontre dans le quartier sont le parc urbain dans les Hauts-de-Dillon, et la place au niveau des commerçants en bas de Dillon.

Les habitant-es aiment...

Le parc urbain des Hauts-de-Dillon : c'est l'un des seuls espaces de proximité pour faire des activités de loisirs ou de sports.

Les habitant-es aimeraient...

Que le parc des Hauts-de-Dillon soit réaménagé. En effet, il est peu équipé voire peu sécurisé pour les enfants, ce qui empêche le public de profiter pleinement de cet espace. Certain-es habitant-es revendiquent le besoin de le rénover et de le réaménager afin d'avoir un espace multisport équipé et adapté pour tout public.

Si le quartier était une chanson

Ti Kanno de Ti Emile

QUELQUES DONNÉES CHIFFRÉES

- » Nombre d'habitant-es du quartier: 2 226
- » Nombre d'habitant-es à Fort-de-France: 78 128
- » Part d'habitant-es de moins de 25 ans: nd
- » Taux de pauvreté: 38,1%
- » Taux d'emploi des 15-64 ans: nd
- » Revenu fiscal médian: 870 €
- » Population étrangère: nd

Données INSEE, 2017 et 2018
du QPV « Hauts Dillon »



160

Rosiers Chantepie, →
Sarcelles (95)



↑ Le Raizet, Les Abytes (971)



161

→ Champs de course, le Bouscat (33)
→ Plateau de la Haye, Nancy (54)





Avec le soutien de



**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

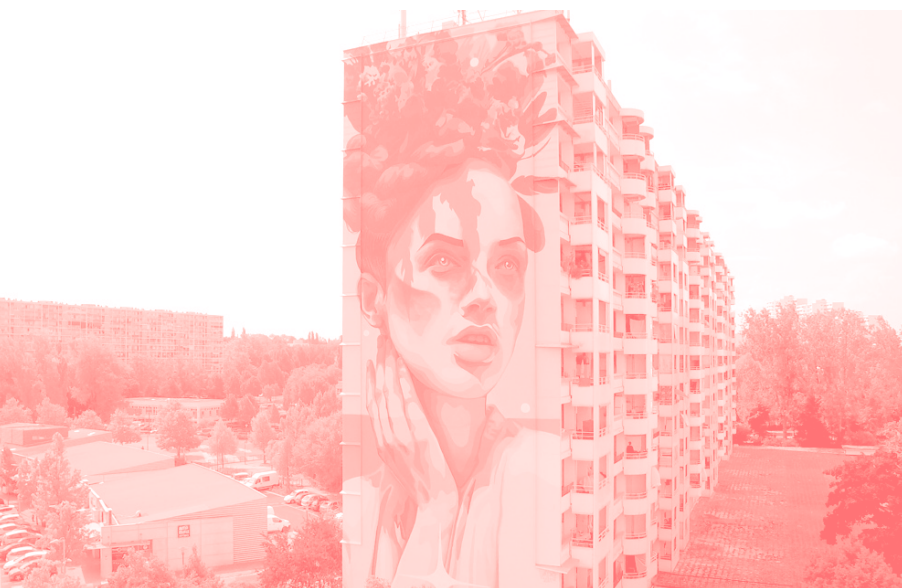


Depuis 2011, la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF) et le Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville (RNCRPV) ont engagé une démarche de recueil de la parole d'habitant-es des quartiers populaires sur leurs conditions de vie dans les quartiers.

Ce sixième rapport rend compte de la démarche conduite en 2022 et 2023 auprès d'habitant-es de 19 quartiers populaires de France métropolitaine et d'Outre-mer qui, bien que relevant de contextes parfois très différents, mettent en lumière des problématiques partagées. Il aborde une série d'enjeux dans la continuité des éditions précédentes, sur le mal logement, la diminution des services publics, les situations d'isolement ou encore le manque de perspectives pour les jeunes.

Face à des constats qui semblent se répéter, les habitant-es ne s'en tiennent pas à l'expression de doléances. Cette édition met en lumière leurs engagements pour agir concrètement sur leur situation et améliorer la vie dans leurs quartiers. Elle donne à voir un panorama large de mobilisations, de la solidarité quotidienne aux actions collectives, de l'entraide à l'interpellation des pouvoirs publics, des dispositifs participatifs aux collectifs informels. Elle montre ainsi la manière dont ces engagements se réinventent pour ne pas céder à la tentation de la résignation et du repli sur soi.

De la parole aux actes, les habitant-es de quartiers populaires font preuve d'une grande vitalité démocratique qui témoigne de leur aspiration à vivre dignement dans leur quartier. Ce rapport en appelle à une action publique à l'écoute de leurs propositions et revendications et à la hauteur de leurs engagements.



Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France
www.centres-sociaux.fr

Réseau National des Centres de Ressources Politique de la Ville
www.reseau-crpv.fr